

**RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE  
DU CONGO**



**Ministère du Développement Rural  
Secrétariat Général du Développement  
Rural**

**GROUPE DE LA BANQUE  
AFRICAINNE DE DÉVELOPPMENT**



**Département de l'Agriculture et  
de Développement Rural  
Région Centre-Ouest (OCAR)**

## **PROJET : Projet d'Appui au Développement Intégré de l'Economie Rurale (PROADER)**

**PAYS : RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO**

### **CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (CGES)**



**Version finale  
Septembre 2019**

## Table des matières

Liste des Illustrations.....	5
Liste des abréviations .....	6
I. INTRODUCTION .....	9
1.1. Contexte de l'étude.....	9
1.2. Objectifs du CGES .....	10
1.3. Démarche méthodologique.....	10
II. DESCRIPTION DU PROJET .....	12
2.1. Objectifs du projet.....	12
2.2. Description des composantes .....	13
2.2.1. Composante 1 : Renforcement de la gouvernance locale et des capacités institutionnelles .	13
2.2.2. Composante 2 : Promotion des investissements productifs et sociaux.....	15
2.2.3. La Composante 3 : Coordination& gestion du projet.....	21
2.3. Résultats attendus .....	23
2.4. Stratégie de mise en œuvre.....	23
III. CARACTERISTIQUES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES DE LA ZONE DU PROJET .....	24
3.1. Délimitation de la zone du projet .....	25
3.2. Description de l'état initial de la zone du projet.....	25
. Province du Kongo-central.....	26
3.2.1.1.1. Le Climat.....	26
3.2.1.1.2. La Végétation .....	26
3.2.1.1.3. Hydrographie.....	26
3.2.1.1.4. Relief et sol.....	27
. Province de Kwilu, Kwango et Maï-ndombe .....	27
3.2.1.1.5. Climat .....	27
3.2.1.1.6. Végétation .....	28
3.2.1.1.7. Hydrographie.....	28
3.2.1.1.8. Relief et sol.....	29
. Province de Kasai et Kasai-Central.....	29
3.2.1.1.9. Climat .....	29
3.2.1.1.10. Végétation .....	30
3.2.1.1.11. Hydrographie.....	31

3.2.1.1.12.	Sols .....	31
. Province de Kasai Oriental .....		32
3.2.1.1.13.	Climat .....	32
3.2.1.1.14.	Végétation .....	32
3.2.1.1.15.	Hydrographie.....	32
3.2.1.1.16.	Sol.....	33
3.2.2.1.	Caractéristiques sociodémographiques .....	34
3.2.2.2.	Santé .....	36
3.2.2.3.	Infrastructures.....	37
3.2.2.4.	Description des activités Socio-économiques .....	39
3.2.2.5.	Aspect Genre .....	40
3.3.	Enjeux environnementaux et sociaux du projet.....	42
3.3.1.	Forte vulnérabilité des communautés .....	42
3.3.2.	Déforestation et dégradation des forêts .....	42
3.3.3.	Vulnérabilité par rapport aux aléas naturels et au changement climatique .....	42
IV.	CADRE POLITIQUE, INSTITUTIONNEL, LEGAL ET JURIDIQUE .....	43
4.1.	Cadre politique .....	43
4.1.1.	Politiques et programmes environnementaux .....	44
4.1.1.1.	<i>Le Plan National d'Action Environnemental (PNAE)</i> .....	44
4.1.1.2.	<i>La Stratégie Nationale et Plan d'Action de la Diversité Biologique</i> .....	44
4.1.1.3.	<i>Le Plan d'Action National d'Adaptation aux Changements Climatiques (PANA)</i> .....	44
4.1.2.	Politiques et programmes de développement économique et social .....	44
4.1.3.	La Politique de la décentralisation .....	45
4.2.	Directives de la BAD applicables au projet .....	46
	Stratégie de la BAD relatives à l'égalité Homme-femme .....	47
	Pilier 1: Statut légal et droits de propriété. ....	48
	Pilier 2: Autonomisation économique .....	48
	Pilier 3: Gestion du savoir et renforcement des compétences .....	48
4.3.	Cadre institutionnel de mise en œuvre du projet .....	48
4.3.1.	Ministère du Développement Rural.....	48
4.3.2.	Ministère de l'Environnement et Développement Durable .....	49
4.3.3.	Agence Congolaise de l'Environnement (ACE) .....	50
4.3.4.	Institut Congolais pour la Conservation de la Nature (ICCN) .....	50
4.3.5.	Ministère de l'Agriculture .....	50
4.3.6.	Ministère de Pêche et Elevage.....	51

4.3.7.	Ministère de la Santé .....	51
4.3.8.	Ministère du Travail, Emploi et Prévoyance Sociale .....	52
4.3.9.	Ministère des Affaires Foncières.....	52
4.3.10.	Ministère de l'Energie et Ressources Hydrauliques.....	52
4.4.	Cadre légal et juridique .....	54
4.4.1.	Constitution de la RDC .....	54
4.4.2.	Les autres instruments du cadre légal et juridique national.....	54
4.5.	Les Conventions Internationales .....	55
4.6.	Procédures d'analyse et de tri des sous-projets .....	57
4.6.1.	Processus et étapes de sélection environnementale des activités .....	57
V.	CONSULTATION DES PARTIES PRENANTES.....	58
VI.	ANALYSE DES IMPACTS POTENTIELS DU PROJET .....	62
6.1.	Identification des impacts potentiels du PROADER.....	62
6.1.1.	Impacts sociaux et environnementaux positifs.....	62
6.1.2.	Impact environnementaux et sociaux négatifs .....	64
VII.	PLAN CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (PCGES).....	67
7.1.	Mode de sélection, d'approbation et d'exécution des projets .....	67
7.2.	Rôles et responsabilité dans la démarche de la gestion environnementale et sociale .....	69
	Arrangements pour le suivi et la supervision des sous-projets.....	69
7.3.	La Supervision, la surveillance, le suivi et l'évaluation .....	69
7.4.	Surveillance et suivi environnemental et social .....	69
7.4.1.	Surveillance environnementale et sociale .....	69
7.4.2.	Suivi environnemental et social.....	70
	. Dispositions pour la communication de l'information .....	71
7.5.	Contexte et objectif disposition pour la communication et l'information.....	71
7.6.	Stratégies .....	72
7.7.	Cadre de communication sur le projet.....	72
	Aperçu des mesures d'atténuation et de renforcement proposées .....	73
7.8.	Les Mesure de bonification des impacts positifs.....	73
7.9.	Les mesures d'atténuation ou de compensation des impacts négatifs .....	74
	Exigences relatives à la formation et au renforcement des capacités pour permettre la mise en œuvre du PCGES.....	75
7.10.	Mesures de renforcement institutionnel .....	75
7.11.	Information et sensibilisation des populations .....	76

7.12.	Clauses environnementales et sociales pour les DAO et Marchés .....	77
7.13.	Coûts des mesures environnementales et sociales.....	77
7.14.	Calendrier de mise en œuvre des mesures environnementales.....	77
CONCLUSION .....		78
ANNEXES .....		80
1.2.	Liste des personnes rencontrées.....	81
1.3.	Fiche d'identification des impacts.....	94
1.4.	Quitus Environnemental .....	95

## Liste des Illustrations

### I. Tableaux

Tableau 1: Composantes et sous-composantes du projet .....	21
Tableau 2: Les principaux cours d'eau de l'ancienne grande Province du Bandundu .....	28
Tableau 3 : Répartition des sols dans la Province .....	29
Tableau 4 : Evaluation des impacts négatifs du projet .....	66
Tableau 5 : Etapes de gestion environnementale et sociale du projet et responsabilités .....	69
Tableau 6 : Canevas indicatif de suivi environnemental et social.....	70
Tableau 7: Mesure de bonification des impacts positifs du PROADER .....	73
Tableau 8: Mesure d'atténuation des impacts négatifs.....	74
Tableau 9 : Répartition des coûts des activités socio-environnementales .....	77
Tableau 9 : Calendrier de mise en œuvre et de suivi des activités environnementales et sociales du projet s'établira comme suit, sur les années du Projet.....	77

### II. Figures

<b>Figure 1: Carte administrative de la RDC</b> .....	11
Figure 2: Carte biophysique de la RDC .....	24
Figure 3 : Carte bassins de production des provinces PROADER.....	25
Figure 4 : Les principaux cours d'eau des anciennes provinces de Bandundu .....	29
Figure 5 : Carte Climat de la zone.....	33
Figure 6 : Carte Relief de la zone.....	33
Figure 7 : Carte Zones de végétation.....	34
Figure 8 : Evolution de la population de la zone du projet de 2010 à 2017 .....	35
Figure 9: Répartition de la population de l'aire du projet par sexe.....	35
Figure 10 : Indice de Développement Humain dans l'aire du Projet .....	36
Figure 11 : Taux de prévalence du VIH dans la zone du Projet .....	37

### III. Images

Image 1: Forage manuel dans le Kongo-Central .....	38
Image 2: Les entrepôts des produits agricoles construits sous financement de BAD dans le cadre du PADIR.....	39
Image 3 : Aire de séchage des poissons salé dans la cote de Moanda .....	39

Image 4: Entrepôt des produits agricole au PK 316 RN, Province du Kwango.....	39
<i>Image 5 : Photo d'ensemble de la participation des femmes lors de la consultation public et Dynamique des femmes dans la chaine de valeur des produits agricoles dans la Province de Kasai Oriental.....</i>	<i>41</i>
Image 6 : Marché des produits agricoles à Kananga.....	41
Image 7: Consultation du public dans le bassin de production avec les producteurs le 18 juin 2019...	59
Image 8 : Consultation du public dans le bassin de Production de Kalemie.....	59
Image 9 : Après l'entretien avec les associations des pêcheurs de Moanda.....	59
Image 10 : Séance de travail avec les inspecteurs de l'environnement, Développement Rural, Agricultures, pêche et élevage.....	60
Image 11 : Consultation du public avec les associations de développement local.....	60
Image 12 : Consultation du public avec les femmes des périmètres maraichers de Mbuji-Mayi, Province du Kasai-Oriental .....	60
Image 13 : Consultation public avec les organisations de développement et les services techniques étatique dans la Province de Kasai Central .....	60
Image 14 : Travail en atelier avec le Groupe thématique Genre, Environnement dans le Kasai-Central .....	61
Image 15 : Séance d'explication avec l'autorité politique de la ville de Matadi, Province de kongo- Central .....	61
Image 16 : Séance d'explication avec les services techniques des ministères sectoriels dans la province de Kasai-central.....	61

## Liste des abréviations

ACE	Agence Congolaise de l'Environnement
BAD	Banque Africaine de Développement
BC	Bureau de Contrôle
CAC	Cellule d'Animation Communautaire
CCC	Communication pour un Changement de Comportement
CE	Chargé de l'Environnement
CEP	Cellule d'Exécution du Projet
CGES	Cadre de Gestion Environnementale et Sociale
COPIL	Comité de Pilotage
CPL	Comité de Pilotage Local
CPR	Cadre de Politique de Réinstallation
CPN	Consultation Préscolaire
CPS	Consultation Prénatale
CVM	Congolaise des Voies Maritimes
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DBAD	Directives de la Banque Africaine de Développement
DSCR	Document Stratégique
EES	Evaluation Environnementale et Sociale
EES/BC	Expert Environnement et Social/ Bureau de Contrôle
EES/CEP	Expert Environnement et Social/ Cellule d'Exécution du Projet

EIES	Etude d'Impact Environnemental et Social
EPC	Equipement de Protection Collective
EPI	Equipement de Protection Individuelle
ETD	Entité Territoriale Décentralisé
FEM	Fonds pour l'Environnement Mondial
FAO	Fonds Mondial pour l'Agriculture
HIMO	Haute Intensité de la Main d'Œuvre
ICCN	Institut Congolais de Conservation de la Nature
INERA	Institut National pour l'Etude et la Recherche Agronomiques
IST	Infections Sexuellement Transmissibles
MAPE	Ministère de l'Agriculture, Pêche et Elevage
MDR	Ministère du Développement Rural
MEDD	Ministère de l'Environnement et Développement Durable
NAC	Nutrition à Assise Communautaire
NIES	Notice d'Impact Environnemental et Social
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OSC	Organisation de la Société Civile
PADIR	Projet d'Appui au Développement des Infrastructures Rurales
PAJEB	Projet d'Entreprenariats des Jeunes dans l'Agriculture et l'Agrobusiness
PAR	Plan d'Action de Réinstallation
PARSAR	Projet d'Appui à la Réhabilitation du Secteur Agricole et Rural
PCGES	Plan Cadre de Gestion Environnementale et Sociale
PCIMA	Prise en Charge de la Malnutrition Aigue
PGES	Plan de Gestion Environnementale et Sociale
PIB	Produit Intérieur Brut
PLD	Plan Local de Développement
PRESAR	Projet de Réhabilitation du Secteur Agricole et Rural
PRISE	Projet de Relance des Infrastructures Socio-économiques
PNSMN	Plan National Stratégique Multisectoriel de Nutrition
PRONANUT	Programme National Nutrition
PTF	Partenaires techniques et Financier
RDC	République Démocratique du Congo
RECO	Réseau des Communicateurs
REGIDESO	Régie de Distribution d'Eau
RVA	Régie des Voies Aériennes
RVF	Régie des Voies Fluviales
RPM	Responsable en Passation des marchés
SNEL	Société Nationale d'Electricité
SNHR	Service National d'Hydraulique Rurale
SSES	Spécialiste en Sauvegardes Environnementale et Sociale

TDR	Termes De Références
TIC	Technologie de l'Information et de la Communication
VIH /SIDA	Virus de l'Immunodéficience Humaine/Syndrome d'Immunodéficience Acquise
ZEDI	Zone Economique de Développement Intégré



## **I. INTRODUCTION**

### **1.1. Contexte de l'étude**

Le Projet d'Appui au Développement Intégré de l'Economie Rurale (PROADER) sous financement de la Banque Africaine de Développement (BAD) en RDC fait suite au Projet d'Appui à Développement des Infrastructures Rurales (PADIR).

La RDC dispose d'importantes ressources et potentialités naturelles encore sous-exploitées. Malgré ces ressources et potentialités, le pays figure parmi les plus pauvres au monde. Plus de 6 millions de personnes sont touchées par l'insécurité alimentaire, et la malnutrition largement répandue. Le secteur primaire (agriculture, élevage, foresterie, pêche, etc.) offre beaucoup d'opportunité permettant d'atteindre l'autosuffisance et la sécurité alimentaire, la création de richesses et d'emplois, etc. Cependant son développement fait face à diverses contraintes, dont les difficultés d'accès aux intrants, la taille réduite des parcelles, le manque d'infrastructure et d'accès au marché etc.

Ce projet s'inscrit dans le cadre de la relance de l'économie rurale, et vise sur le plan général, à contribuer à la promotion d'une économie rurale dynamique et productive à travers des chaînes des valeurs compétitives et, spécifiquement à l'amélioration des conditions de vie, la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations rurales, et enfin, l'amélioration des agrégats macro-économiques du pays par la réduction des importations des produits alimentaires.

Le projet s'inscrit également dans le processus de décentralisation en cours en RDC, enclenché depuis 2006, qui confère aux collectivités décentralisées un rôle central dans la nouvelle architecture institutionnelle du pays, à travers un transfert progressif de compétences et de responsabilités. Cependant, la plupart de ces entités territoriales sont dépourvues des infrastructures et des ressources permettant d'impulser un processus de développement local durable et inclusif.

Le PROADER s'exécutera dans les provinces de Kongo-Central, Kwilu, Kwango, Kasai, Kasai-Central, Kasai-Oriental et Mai-Ndombe. A cette étape de formulation du projet, les sites d'accueil au niveau des terroirs ne sont pas encore précisément définis, et les activités à réaliser ne sont pas encore détaillées ou dimensionnées. La plupart des activités prévues ne sont pas susceptibles d'engendrer des impacts négatifs ou des risques majeurs, ni entraîner de pertes d'actifs significatifs, ou de déplacements de populations. Cependant, celles portant sur la réalisation d'infrastructures d'appui à la production et à la transformation, sont susceptibles d'affecter les milieux, si des mesures de prévention, ou d'atténuation ne sont pas prises en compte. Le Projet est classé en catégorie 2, c'est dans ce cadre que le présent CGES (Cadre de Gestion Environnementale et Sociale) est élaboré, conformément aux politiques et directives environnementales et sociales de la Banque, et également au cadre politique et réglementaire de la RDC (l'Avis environnemental -Quitus- favorable délivré au PROADER par les Autorités compétentes de la RDC est présenté en Annexe).

## **1.2. Objectifs du CGES**

Le Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) permet d'identifier les impacts et risques environnementaux et sociaux potentiels associés aux différentes interventions du projet, et de définir les mesures de mitigation et d'atténuation efficaces qui devront être mises en œuvre au cours d'exécution du projet. Il permet également de s'assurer que la sélection, l'évaluation et l'approbation des sous-projets et leur mise en œuvre sont conformes aux lois et réglementations environnementales et aux engagements du pays concerné, et conformes aux politiques de la Banque en matière de sauvegarde environnementale et sociale.

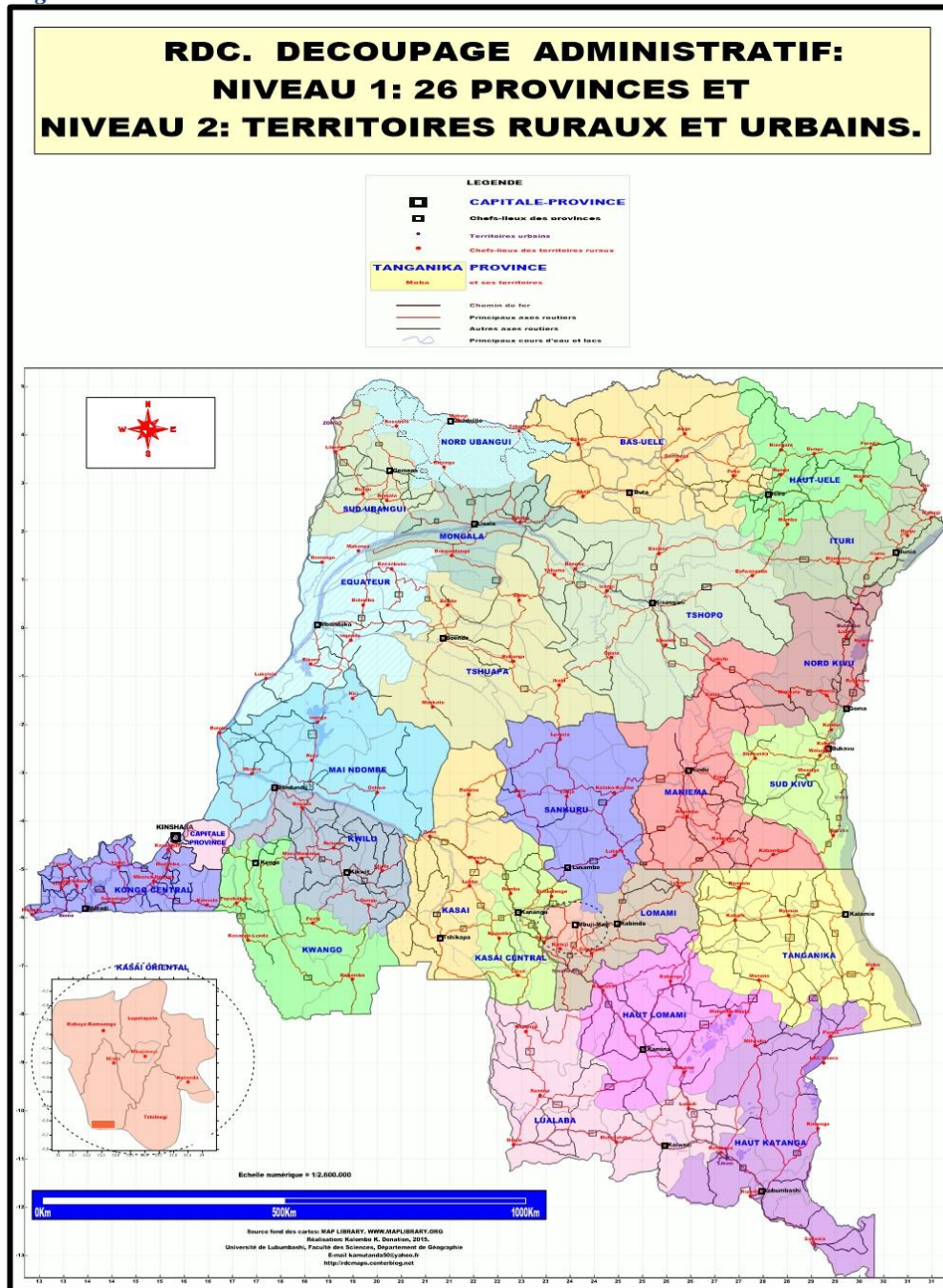
Le CGES a donc pour objectif d'identifier l'ensemble des risques environnementaux et sociaux potentiels, au regard des interventions envisagées dans le cadre du projet. Il est conçu comme étant un mécanisme de tri pour les impacts environnementaux et sociaux des investissements et activités inconnus avant les études détaillées. En outre le CGES devra définir un cadre de suivi et de surveillance ainsi que les dispositions institutionnelles à prendre durant la mise en œuvre du programme et la réalisation des activités pour atténuer les impacts environnementaux et sociaux défavorables, les supprimer ou les réduire à des niveaux acceptables.

## **1.3. Démarche méthodologique**

L'élaboration du CGES a suivi un processus participatif qui a nécessité la consultation et l'implication des différentes parties prenantes du projet, les acteurs institutionnels, les délégués des communautés locales, les institutions de développement, les associations et organisations paysannes, les Organisations Non Gouvernementales, etc.

Le présent Cadre de Gestion Environnementale et Sociale est élaboré en conformité avec le Décret n° 14/019 du 02 Août 2014 fixant les règles de fonctionnement des mécanismes procéduraux de la protection de l'environnement qui encadre toute la procédure de réalisation des études environnementales et Sociales (EES) en RDV. La revue bibliographique et les collectes des informations sur terrain par les focus group et les entretiens ciblés ont constitué le socle de la démarche pour l'élaboration du présent document.

Figure 1: Carte administrative de la RDC



## II. DESCRIPTION DU PROJET

Le PROADER, placé sous la tutelle du Ministère de Développement Rural, est en cohérence avec le pilier «développement des infrastructures » de la stratégie décennale 2013-2022 de la Banque, et en ligne avec les cinq priorités opérationnelles (high 5) de la Banque, en particulier, « améliorer les conditions de vie des populations », et « Nourrir l’Afrique », etc.

Le projet poursuivra en outre la Consolidation des acquis et la capitalisation des enseignements tirés des projets antérieurs, notamment : **PRESAR, PARSAR, PRISE, PAJEB, PADIR**, etc.

Le PROADER cible les Entités Territoriales Décentralisées (ETD). L’approche retenue pour la mise en œuvre sera fondée sur le développement local participatif et sur le renforcement de la gouvernance locale. La RDC, dans sa Constitution du 18 février 2006, telle que modifiée et complétée ce jour, reconnaît aux Provinces et aux Entités Territoriales Décentralisées (ETD), la responsabilité de planifier et de prendre en charge le développement économique de leurs collectivités conformément à la planification nationale.

Les ETD constituent des centres d’impulsion et de développement à la base, dotées de la personnalité juridique, exerçant des compétences de proximité. Cependant, l’implication de toutes les parties prenantes à la base, dans la planification des infrastructures et équipements publics, et la gestion des provinces n’ont pas été suffisamment fortes. Les interventions du projet favoriseront la planification participative avec un accent sur le développement des chaînes de valeurs prioritaires qui valorisent le potentiel dans les bassins de productions en milieu rural, de manière durable et résiliente.

Le projet signera des protocoles d’accord avec les Secteurs, opérateurs/Entreprises privées spécialisées et unions ou coopératives pour le développement de paquets de services agricoles et ruraux essentiels pour :

- (i) L’amélioration de l’accès aux semences améliorées et autres intrants nécessaires, accès à la mécanisation, accès aux services d’encadrement techniques, accès aux marchés et aux petits systèmes d’irrigation pour le volet maraichage éventuellement pour l’amélioration de la productivité agricole et la commercialisation ;
- (ii) L’amélioration de l’accès aux services sociaux de base : accès à l’eau potable, hygiène publique et assainissement, nutrition, habitat rural ; énergie nouvelle... ;
- (iii) Le transfert de compétences aux petites et moyennes entreprises locales et la sous-traitance avec elles pour des travaux en HIMO pour l’entretien des infrastructures et équipements ruraux et agricoles notamment.

### 2.1. Objectifs du projet

**L’objectif global** du projet PROADER est de contribuer à la promotion d’une économie rurale dynamique et prospère, à travers la mise en place d’un entrepreneuriat agricole et rural performant.

L'**objectif sectoriel** est i de contribuer à l'amélioration des conditions de vie, la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations rurales et à l'amélioration des agrégats macro-économiques du pays par la réduction des importations des produits alimentaires.

Comme objectifs spécifiques, le projet PROADER vise à :

- Améliorer les revenus par l'augmentation de la productivité des ruraux des ménages ruraux ;
- Créer des emplois décents en milieu rural
- Améliorer l'accès aux services sociaux de base et le niveau de service des pistes rurales
- Promouvoir et renforcer la gouvernance locale
- Introduire les technologies appropriées en matière de collecte, stockage, conservation/transformation et commercialisation ;
- Améliorer le circuit de commercialisation par la mise en place d'un système d'information des marchés ;
- Organiser les producteurs en réseau par filière ;
- Améliorer la situation alimentaire et nutritionnelle ;

## **2.2. Description des composantes**

Pour atteindre les objectifs ci-dessus, les actions du PROADER s'articuleront autour de trois composantes suivantes :

- **Composante A** : Renforcement de la gouvernance locale et des Capacités institutionnelles
- **Composante B** : Promotion des investissements productifs et sociaux
- **Composante 3** : Coordination et Gestion du Projet.

### **2.2.1. Composante 1 : Renforcement de la gouvernance locale et des capacités institutionnelles**

Cette composante comporte trois sous-composantes suivantes : Appui au développement local ; Appui institutionnel aux services techniques et structures impliquées et ; Appui à la nutrition.

#### **2.2.1.1. Sous-composante 1 : Appui au Développement local**

Cette sous-composante va appuyer les entités territoriales décentralisées ciblées dans le renforcement de leurs capacités institutionnelles et notamment dans la planification participative (PP). Pour ce faire, le projet appuiera les activités suivantes : (i) Revue et actualisation du guide méthodologique existant en vue de la prise en compte des dimensions liées au développement de l'économie rurale, la résilience et la fragilité) ; (ii) Elaboration de trente Plans locaux de développement (PLD). Chaque PLD incluant un plan d'affectation et d'occupation des sols, un plan d'investissement prioritaire avec les études détaillées, un plan local renforcement des capacités (maîtrise d'ouvrage locale, gestion des ouvrages communautaires, passation des marchés communautaires, développement du secteur privé et partenariat public-privé local, formation des acteurs économiques, des femmes, jeunes, etc.) et

un plan de local communication social et de marketing territorial, etc.); (iii) Promotion de la Communication Sociale sur la base du plan de communication élaborée ; (iv) renforcement de capacités aux ETD. Celui-ci portera sur la sensibilisation concernant les enjeux de la décentralisation, les rôles et responsabilités des ETD, la fiscalité locale, la gouvernance locale : le budget participatif et citoyen, la gestion des ressources naturelles, les visites d'échanges d'expériences des ETD retenues avec les entités décentralisées de l'espace Benin-Mali-Sénégal.

Le projet appuiera la mise en place des Comités Locaux de Développement « CLD » qui se fera concomitamment avec la préparation de l'élaboration des plans de développement locaux (PLD) pour les entités territoriales décentralisées retenues. Les multiples acteurs à la base seront pris en compte et impliqués dans ce processus. Les enjeux liés au développement durable, à l'adaptation aux changements climatiques, à la résilience des écosystèmes, au développement des compétences techniques, et notamment aux aspects genre et jeunesse devront également être pris en compte dans les PLD. Le projet appuiera également la construction et l'équipement des maisons communautaires.

L'élaboration des plans se fera sous la coordination de la Direction de la planification régionale du Ministère du Plan et la participation active des experts en charge de la planification et gouvernance locale de la CTAD et du Secrétariat Général à la décentralisation sur la base du guide méthodologique de planification provinciale et locale validé au niveau national. Tandis que, le renforcement des capacités des ETD se fera sous la supervision du Ministère en charge de la Décentralisation.

#### ***2.2.1.2. Sous-composante 2 : Appui institutionnel aux services techniques et Structures impliquées.***

Cet appui vise à améliorer les connaissances en matière de développement de l'économie rurale, afin de permettre une bonne planification et suivi sectoriel. Il concernera les institutions des ministères techniques en charge du développement rural, de la gestion intégrée des ressources en eau et de la nutrition.

#### **Ministère du Développement rural**

Le PROADER financera les activités suivantes : (i) appui à l'élaboration de documents de pilotage sectoriel, notamment le Document de stratégie et de politique sectorielles ou Schéma Directeur du Développement Rural (SDDR), le Plan d'Actions pour le Développement de l'Horticulture en RDC, des études de faisabilité sur la sécurisation foncière les aménagements hydro agricoles, le guide sur les standards techniques et plans- type pour les infrastructures rurales, la mise en place d'une bibliothèque électronique pour la gestion des données du secteur du Développement rural (Inventaire et centralisation sur une plateforme accessible en ligne à tous les acteurs, des documents, données, innovations , etc.) au niveau de la DANTIC ; (ii) appui à la vulgarisation du Décret n°17/007 du 03 avril 2017 portant modalités de coordination des activités dans le secteur du Développement Rural ; (iii) Appui en moyens logistiques (Véhicules et motos) pour les services techniques provinciaux impliqués dans le suivi des activités de terrain et; (iv) renforcement des capacités des agents sur la gestion financière, passation des marchés, planification/élaboration de projet et suivi-évaluation.

## **Promotion de la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE)**

Le projet appuiera la Direction de la mobilisation des ressources en eau du Ministère de l'Environnement pour la réalisation des activités suivantes : appui à la réalisation du diagnostic et à l'évaluation du potentiel « vert et bleu » des zones ciblées ; élaborations des plans d'actions intégrés de ressources en eau et mise en place des projets pilotes dans les domaines de l'écotourisme, de l'aquaculture, de la valorisation des produits forestiers non ligneux ; appui au renforcement des capacités dans les domaines des ressources en eau, du changement climatique et du développement durable ; appui à la Direction des Ressources en eau (Ministère de l'Environnement) à l'élaboration des textes d'application de la loi no. 151026 du 31 décembre 2015 relative à l'eau ; mise en place et renforcement des cadres de concertation opérationnel de l'économie verte/bleue.

### **2.2.1.3. Sous-composante 3 : Appui à la nutrition**

Pour la promotion de la diversification alimentaire, et en particulier pour la promotion des bonnes pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants, le projet appuiera plusieurs activités du Plan National Stratégique Multisectoriel de Nutrition (PNSMN). Les activités de Communication pour le Changement du Comportement (CCC) incluront : (i) Révision et reproduction des outils de CCC en nutrition et hygiène, adaptés selon les provinces (coutumes, langues...) sur base d'une étude formative ; (ii) Élaboration et diffusion (accompagnés par des démonstrations culinaires) de livres de recettes alimentaires adaptés selon les coutumes et habitudes alimentaires des communautés ; (iii) Mise en place de mesures incitatives (poulets; semences améliorés et bio fortifiés, etc. – lien avec les activités pour l'entrepreneuriat des femmes dans la composante B de PROADER) pour les femmes qui viennent régulièrement à la Consultation Préscolaire (CPS) et la Consultation Périnatale (CPN) ; et (iv) sensibilisation et plaidoyer pour l'implication des hommes dans la planification familiale, le suivi de grossesses (CPN) et la croissance des enfants (CPS).

En plus, le PROADER appuiera certaines interventions du paquet « Nutrition à Assise Communautaire (NAC) » afin de renforcer les approches communautaires. A cet effet, le PROADER appuiera la formation des Relais/acteurs communautaires en nutrition (Réseau des Communicateurs – RECO), et la formation des prestataires de santé. Pour optimiser la qualité des services de soins infantiles et maternels, le projet orientera les infirmiers titulaires et les responsables de maternité sur les nouvelles directives de la PCIMA (Prise en Charge de la Malnutrition Aigüe) et la CPS recentrée. Cette orientation permettra aussi de renforcer le système de référence/contre-référence entre les formations sanitaires, les sites de soins communautaires et les agents de la dynamique communautaire, pour toute maladie de l'enfant nécessitant des soins et de traitement, notamment la malnutrition aigüe, la diarrhée, les IRA (Infections Respiratoires Aigües) et le paludisme.

### **2.2.2. Composante 2 : Promotion des investissements productifs et sociaux**

L'objectif de cette composante est d'améliorer de manière durable, la productivité, la résilience des systèmes de production, l'accès aux marchés et les conditions de vie en milieu rural. L'atteinte de ces objectifs se fera à travers les sous-composantes suivantes :

### **2.2.2.1. *Sous-composante 1. Développement des partenariats commerciaux***

Les petits producteurs ruraux sont très insuffisamment connectés à des marchés pour la vente du surplus de leur production à des prix rémunérateurs. L'absence des débouchés garantis freine l'adoption des technologies et des innovations visant l'amélioration de la productivité des systèmes de production. Par ailleurs, les petits producteurs cultivent de petites superficies en pratiquant une agriculture itinérante sur brulis et l'utilisation des semences locales en dégénérescence et des techniques agricoles rudimentaires avec un recours très limité à des machines agricoles. En effet, selon l'E-QUIBB 2016, seulement 1.8% de ménages utilisent des techniques culturales modernes et seulement 0,8% accèdent à des machines agricoles.

Afin d'assurer un accès garanti aux marchés des petits producteurs pour la vente du surplus de leur production, le projet travaillera avec les opérateurs agricoles privés spécialisés opérant dans les bassins de production retenus par le projet. Le Projet facilitera et promouvra la contractualisation commerciale (contract farming) pour la vente groupée de la production de petits producteurs et/ou de leurs unions à des prix rémunérateurs négociés. A cet effet, des contrats tripartites seront signés entre le Projet, les unions/coopératives de producteurs et les opérateurs agricoles privés dans un principe gagnant-gagnant. Cette contractualisation commerciale facilitera aussi l'accès des petits producteurs/unions/coopératives aux services financiers, en particulier, le crédit pour le financement des activités agricoles requérant des ressources de moyen et long terme.

Dans ce Partenariat-Public-Producteurs/unions/coopératives-Privé, les entreprises privées agricoles spécialisées œuvrant dans les bassins de production appuieront, dans leurs zones d'intervention, les producteurs en assurant: (i) le conseil agricole (application des bonnes pratiques culturales), (ii) l'accès aux intrants agricoles résilients et de bonne qualité (semences et matériels végétatifs améliorés, engrais, pesticides, etc.) permettant aux producteurs d'accroître la productivité de leurs systèmes de production; (iii) l'achat du surplus de production commercialisable auprès des petits producteurs et/ou des unions, à un prix rémunérateur qui prend en compte le coût de production et le prix sur le marché. Les entreprises privées agricoles spécialisées assureront également la transformation des produits bruts produits finis et/ou semi-finis, pour la vente sur le marché local, national et international, ce qui va créer une plus-value dans les bassins avec des retombées sur l'économie rurales en termes de création d'emplois. Les entreprises privées agricoles spécialisées seront rémunérées sur la base du travail réellement réalisé après une évaluation par toutes les parties concernées (projet, opérateur privé, et union) de la qualité du travail.

Par ailleurs, pour faciliter la mise en œuvre de ce partenariat public-producteurs/unions/coopératives-privé, le Projet mettra en place une provision pour appuyer la réalisation de certaines études de faisabilité dont les résultats permettront au Projet et aux entreprises privées agricoles spécialisées d'avoir une bonne connaissance sur entre autres, la viabilité à long terme du modèle du partenariat conclu.

### **2.2.2.2. *Sous-composante 2. Développement des compétences et l'innovation dans le secteur agricole et rural***

Les contraintes actuelles du sous-secteur de la formation professionnelle relèvent de : (i) la faible qualité des programmes et le manque d'adaptation à leurs besoins et aux exigences du



marché du travail rural ; (ii) la faible capacité des établissements de formation professionnelle à leur fournir les bonnes informations quant aux filières porteuses d'emplois et adaptés à leurs compétences et profils, (iii) la faible capacité des établissements de formation à leur assurer une mise en relation efficace avec le secteur privé et à leur faciliter l'accès à des stages de qualité par ex, et (iv) la vétusté des équipements de formation. Il est important de mettre en place une stratégie et un dispositif qualitatif pour améliorer : (i) la création d'emplois décent tout le long de la chaîne de valeur ; (ii) l'offre de formation des établissements de la formation professionnelle, (iii) les services des chambres d'agriculture (amélioration de l'accès aux marchés, à l'information sur la nouvelle technologie, à la formation ...) ; (iv) les services des établissements publics en charge de l'emploi et de l'orientation.

Cette sous-composante vise à développer les métiers ruraux et agricoles afin de promouvoir le développement des Micro Petites et Moyennes Entreprises Agricoles et Rurales (MPMEAR), dans un milieu rural caractérisé par l'informalité et la faiblesse des compétences, notamment pour les jeunes. En effet, il existe des opportunités de création d'emplois formels dans la multiplication semencière, la mécanisation, la vente des intrants, l'entretien des routes en HIMO, la construction, la maintenance et la transformation. Dans ce cadre, en plus des initiatives portées par des entreprises privées, le projet appuiera la mise en place de plateformes de services pour promouvoir ces services (mécanisation et transformation des produits agricoles) avec une gestion privée suivant le modèle développé par le PDPC.

### **Appui aux Centres de formation professionnelle agricole**

Le projet développera une stratégie permettant de rationaliser et de rendre plus performants les dispositifs d'identification, de sélection et d'orientation des jeunes vers des formations techniques et en entrepreneuriat, en fonction de leur situation, compétences et motivations, et de mettre en œuvre un plan de développement par candidat relatif à son projet personnel et à ses compétences et besoins. Par ailleurs, l'appui du projet renforcera les capacités des enseignants, des conseillers d'entreprises, des chambres d'agriculture et de l'ensemble des acteurs des outils pédagogiques pour : (i) l'amélioration de la compétitivité des entreprises rurales et la mise à disposition par les centres de formation professionnelle d'une main d'œuvre de qualité, (ii) la création et la gestion de PME et coopératives (GERME, COOP) ; et (iii) l'amélioration des compétences et l'autonomisation des communautés rurales.

Le PROADER financera (i) le renforcement des capacités des centres de formation professionnelle pilotes pour améliorer la pertinence et la qualité des formations ; (ii) le renforcement en équipement ***d'un centre de formation technique et professionnelle pour chacune des provinces ciblées*** ; (iii) le développement et ou l'adaptation des curricula existants aux créneaux porteurs de l'économie en vue de faciliter l'accès des jeunes à des emplois ; et (iv) la mise en place d'une plateforme/mécanisme permettant une anticipation sur les besoins de compétence et des métiers y afférents.

Le Ministère de la formation technique et professionnelle sera chargé du suivi de la mise en œuvre de cette sous-composante avec l'appui au besoin d'une assistance technique, afin de renforcer les capacités des acteurs nationaux et des centres de formation professionnelle pilotes pour améliorer la pertinence et la qualité des formations.

## **Fond compétitif d'innovation pour la promotion des métiers agricole et ruraux**

Le projet financera un fonds d'innovation pour soutenir les entrepreneurs, les jeunes et les Organisations des Producteurs (OP) qui présenteront des idées et des initiatives innovantes pour l'amélioration de la qualité et la performance des chaînes de valeurs, y compris: (i) le développement des nouveaux produits ou des nouveaux marchés, (ii) des tests d'équipements et des procédés, (iii) l'utilisation d'énergie alternative, (iv) les nouvelles technologies prenant mieux en compte la sauvegarde de l'environnement, (v) l'expertise en qualité et sécurité sanitaire des aliments, (vi) l'utilisation des nouvelles technologies d'information et de communication dans la commercialisation et la promotion des produits, y compris la farine de manioc fortifiée etc.; et (vi) la certification et labellisation des produits transformés. Des compétitions annuelles seront organisées au niveau national pour identifier les idées et les initiatives avec un potentiel d'impact à grande échelle.

### **2.2.2.3. *Sous-composante 3 : Autonomisation des Femmes rurales***

L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes sont les véritables gageures de notre époque et le plus grand défi que le monde ait à relever en matière de droits fondamentaux. La RDC a également ratifié les protocoles internationaux sur la promotion de l'égalité des sexes. 52 % de la population congolaise est constituée de femmes, cependant elles occupent rarement des positions de pouvoir et leur représentation en politique reste encore faible. Les femmes en général, et rurales en particulier, contribuent grandement à l'économie et constituent une importante proportion de la main-d'œuvre agricole. Si on leur donne les mêmes ressources qu'aux hommes, elles peuvent faire bien plus.

En RDC, les femmes rurales jouent un rôle clé dans la sécurité alimentaire à travers son implication dans les travaux de champs. Elles représentent 72 % de la force de travail agricole qui alimente 80% des ménages. Elles interviennent dans la production et la transformation, notamment des cultures vivrières (manioc, maïs, arachide, riz, haricot) et des cultures maraîchères (légumes feuilles, aubergine, gombo, oignon, tomate, piment, etc.). Cependant, les femmes restent confrontées à plusieurs défis et contraintes, liées au faible accès aux différents moyens de production, l'accès inégal des intrants agricoles, semences, engrais la discrimination d'accès à la terre, un faible encadrement technique, un accès limité au crédit agricole, au pouvoir de négociations dans les transactions économiques, dans l'attribution des ressources du ménage et dans la prise de décisions au sein de la communauté.

Au regard de tous ces défis relevés, un renforcement des capacités opérationnelles des femmes rurales s'impose. A ce titre, en collaboration avec les entités territoriales décentralisées et du Ministère de Genre, Famille et Enfant, le projet appuiera la réalisation d'une analyse genre comme situation de référence. Celle-ci permettra d'approfondir la connaissance des groupes bénéficiaires, avec des données désagrégées par sexe, pour comprendre plus précisément, les barrières existantes et les opportunités de genre en ce qui concerne les aspects socio-économiques (revenus, gestion des ressources des ménages, capital, prise de décision surtout dans les ménages polygames de la zone du centre). Cette analyse genre permettra de fonder les actions programmatiques, relatives à la réduction des inégalités genre, sur les réalités, les

perceptions et les opportunités dans les ménages et dans les communautés, afin d'atteindre une bonne nutrition des enfants et de la femme et le bien-être socio-économique de ces ménages.

Pour que les femmes bénéficient également du projet comme les hommes, des activités spécifiques à leur intention devront être conçues pour redynamiser l'économie rurale. Pour ce faire, le projet devra chercher à : (i) appuyer les actions qui promeuvent l'autonomisation socio-économique, (ii) accroître la participation des deux sexes à la promotion de l'agroalimentaire dans les zones du projet; (iii) créer les conditions d'accès équitable des hommes, des femmes et des jeunes aux ressources du projet et (iv) accroître la participation des femmes dans le processus décisionnel tout au long de la filière du projet.

Le projet encouragera une approche de : a) transformation du genre par le renforcement des capacités dans tous les aspects de la production, ainsi que de la chaîne de valeurs agricoles y compris dans la création des coopératives/associations d'entreprises dirigées par des femmes et le développement de leurs compétences techniques, en leadership et en entrepreneuriat; b) réhabilitation/construction des infrastructures sensibles au genre. Durant la mise en œuvre, l'Unité de coordination du projet devra veiller à ce que les femmes soient représentées au niveau de toutes les instances décisionnelles. Des indicateurs liés au genre doivent être pris en compte dans le système de suivi-évaluation du projet à partir de données désagrégées par sexe, etc.

Le projet appuiera la création des conditions de participation des femmes et des jeunes au développement socioéconomiques de leurs localités (ETD), en favorisant leur intégration dans les chaînes de valeurs dans le seul but de mettre fin aux obstacles que rencontrent les femmes en ce qui concerne l'accès à la terre, l'accès aux services financiers, l'accès aux marchés et à la technologie. A cet effet, le projet appuiera la mise en place d'une stratégie durable pour l'entrepreneuriat agricole qui s'appuiera sur l'approche PPP (Partenariat Public Privé basée sur le genre), autour de la construction des centres multifonctionnels Genre (Kwilu, Kwango, Kasai), la réhabilitation de la maison de la femme au Kongo Central (Matadi) et leurs équipements, suivant le modèle de la maison de la femme de Mbuji-Mayi. Les activités genre cibleront 9600 femmes et nécessiteront l'implication de différents services impliqués du Ministère du Genre, du Développement rural et de l'Agriculture.

#### ***2.2.2.4. Sous-composante 4 - Appui à l'agroforesterie communautaire***

En RDC, l'économie est insuffisamment diversifiée, la croissance économique dépend largement du secteur de l'extraction, qui représentait en 2017, 99% de la valeur des exportations, 34% des recettes publiques totales et 2 points de la croissance du PIB. La base productive de l'économie doit donc être diversifiée pour assurer une croissance soutenue, durable et résiliente. Pour y parvenir, plusieurs contraintes doivent être levées.

L'agriculture est caractérisée par de mauvaises pratiques culturales, la faible fertilité naturelle des sols, la diminution de la diversité des cultures par l'abandon de certaines cultures, le manque d'accès aux semences améliorées, le faible accès aux intrants agricoles et la faiblesse de l'encadrement des producteurs. L'usage des engrais chimiques constitue un obstacle majeur au développement de l'agriculture en raison de son coût élevé et de son effet polluant de la nature. Une des alternatives à l'usage de la fertilisation chimique, est la pratique de l'agroforesterie, qui consiste à utiliser les arbres comme agent de la fertilisation des sols notamment les légumineuses. Il est ainsi nécessaire de promouvoir les technologies existantes d'agroforesterie

pour sa mise à l'échelle par les producteurs afin de réduire la perte de la fertilité des sols liée à des pratiques d'agriculture itinérante sur brûlis et la lutte contre la déforestation et dégradation. Les résultats de la recherche mettent en évidence l'importance des légumineuses et des arbustes dans la restauration de la qualité des sols et sa fertilisation et par là, dans l'augmentation des rendements.

Ainsi, l'agroforesterie est considérée comme une approche dynamique et écologique de gestion des ressources naturelles qui, à travers l'intégration des arbres dans les champs et les terres agricoles, diversifie et soutient la production tout en apportant aux communautés locales des bénéfices sociaux, économiques et environnementaux. L'agroforesterie peut fournir des biens et des services clés; les produits ligneux ou non ligneux comprenant le bois d'œuvre, de construction ou de chauffe, les fibres et pailles, mais aussi des aliments : fruits, champignons, chenilles, fourrage, médicaments, et cosmétiques. Les services comprennent la sécurité alimentaire, l'augmentation de la conservation et fertilité du sol, l'amélioration des conditions microclimatiques, les brise-vents, haies vives, la démarcation des terres, la séquestration du carbone, la stabilisation et la protection des bassins hydrographiques, la protection de la biodiversité, la restauration des terres dégradées et la lutte contre les mauvaises herbes. Le système agro forestier utilise l'eau plus efficacement en améliorant la filtration et résiste mieux à la sécheresse, fournit du bois de feu et du fourrage et séquestre le carbone.

Dans le cadre du PROADER, le modèle du système agro forestier à promouvoir est celui de la production vivrière et la production de charbon de bois avec *l'Acacia auriculiformis* comme espèce phare pour la fertilisation des sols en association avec les principales cultures vivrières (manioc et maïs) et les arbres fruitiers en se basant sur la réussite du projet Agroforesterie de Mampu avec le financement de la Commission Européenne sur 8000 hectares.

La composante 2 du PROADER est basée sur la promotion de l'entrepreneuriat en milieu rural. Parmi les actions prioritaires, la RDC peut compter sur les systèmes agro forestiers. Différents modèles agroforestiers ont déjà été testés dans beaucoup de pays africains avec des résultats positifs et aussi les essais en RDC ont été conduits avec succès. La sous-composante Agroforesterie vise à : i) l'augmentation de la production et du rendement du manioc de 9 tonnes par ha à 15 t/ha sur au moins 10 000 ha, avec un coût de production réduit d'environ 30% et ii) l'augmentation de la production et du rendement de maïs de 1,5 t/ha à 3 t/ha sur au moins 5000 ha, avec un coût de production réduit d'environ 25%. iii) l'augmentation des revenus des fermiers par au moins 20%.

A travers cette sous-composante, le PROADER envisage de mettre trois sites Agro forestiers dans la savane des provinces de Kinshasa, du Kwango et du Kwilu visant à augmenter la production et le rendement des cultures du manioc, maïs, arbres fruitiers, ainsi de la fabrication du charbon de bois avec la forte implication des fermiers. Pour atteindre cet objectif, le projet travaillera avec les Agences Locales d'Exécution « ALE ». Il s'agit du Centre d'appui au développement intégré de Mbankana (CADIM) pour les OP et fermiers des provinces de Kinshasa et Kwango et, EARDI pour les fermiers et OP de Kilembe et Ngudi dans le territoire de Gungu, province du Kwilu. Les bénéficiaires contribueront aux travaux par un apport en nature.

Dans le cadre des activités d'agroforesterie, PROADER appuiera la réalisation des activités suivantes : (i) élaboration d'une étude de base et recherche-action ; (ii) sensibilisation des communautés ; (formation des bénéficiaires) ; (iii) mécanisation agricole ; et ; (iv) production des plants d'Acacia, arbres fruitiers, approvisionnement en semences et boutures pour les cultures vivrières et appui en matériel et formation des bénéficiaires en apiculture.

Le projet va contribuer au renforcement de la résilience économique et à l'adaptation au changement climatiques pour les populations rurales.

#### **2.2.2.5. Sous-composante 5 : Développement d'infrastructures structurantes.**

A travers cette sous-composante, le PROADER mettra en place des provisions pour appuyer (i) la construction et la réhabilitation/l'entretien des infrastructures publiques de désenclavement des bassins de production et leur accès aux marchés ; d'accès à l'eau et à l'assainissement ; (ii) la construction ou la réhabilitation des infrastructures de marché ; (iii) les infrastructures en appui aux initiatives privées de transformation et de production, etc.

Les actions de désenclavement du projet seront assujettis aux critères suivants : (i) approche par la demande ; (ii) raccordement impératif du tronçon projeté à un réseau classé fonctionnel (route nationale ou départementale ) ou sa complémentarité avec des pistes praticables toute l'année débouchant sur un réseau classé fonctionnel en permanence ou à port fluvial important ; (iii) signature avant les études technico-économiques d'un protocole d'engagement avec chaque ETD pour la prise en charge des tronçons réhabilités ; et (iv) la mise en place d'un mécanisme durable d'entretien des pistes rurales.

La durabilité des investissements sera au centre des interventions du projet en matière d'infrastructures. Le projet adoptera à cet effet, une approche d'intervention privilégiant la participation et la responsabilisation des acteurs des filières et des collectivités locales à toutes les étapes de mise en œuvre (de la planification des activités à la réalisation des travaux) ainsi que la représentation des femmes dans toutes les instances de décision afin de garantir la pérennisation des infrastructures réalisées.

### **2.2.3. La Composante 3 : Coordination& gestion du projet**

Cette composante assurera la planification opérationnelle des activités du projet, le suivi et évaluation, la mise en œuvre des activités de communication; les audits techniques et financiers, etc.

Le tableau qui suit, présente la synthèse des composantes, sous-composantes et activités du projet.

*Tableau 1: Composantes et sous-composantes du projet*

<b>Composantes</b>	<b>Sous-composantes</b>	<b>Activités</b>
<b>A. Renforcement de la gouvernance locale et des Capacités institutionnelles</b>	Appui au développement local.	(i) Revue et actualisation du guide méthodologique existant en vue de la prise en compte des dimensions liées au développement de l'économie rurale, la résilience et la fragilité) ; (ii) Elaboration de trente Plans locaux de développement (PLD) ; (iii) Promotion de la Communication Sociale sur la base du plan de communication élaborée ; (iv) Renforcement de capacités des ETD.

Composantes	Sous-composantes	Activités
	Appui institutionnel aux services et techniques et structures impliquées	(i) Appui à l'élaboration de documents de pilotage sectoriel (ii) Appui à la vulgarisation de textes et documents de politiques de développement Rural ; (iii) Appui en moyens logistiques (iv) Renforcement des capacités en gestion financière, passation des marchés, planification/élaboration de projet et suivi-évaluation ; (v) Appui Programme GIRE/économie bleue : appui à la réalisation du diagnostic et à l'évaluation du potentiel « vert et bleu » des zones ciblée ; élaborations des plans d'actions intégrés de ressources en eau et mise en place des projets pilotes dans les domaines de l'écotourisme, de l'aquaculture, de la valorisation des produits forestiers non ligneux ; appui au renforcement des capacités dans les domaines des ressources en eau, du changement climatique et du développement durable ; etc.
	Appui à la nutrition.	(i) Révision et reproduction des outils de CCC en nutrition et hygiène, adaptés ; (ii) Élaboration et diffusion de livres de recettes alimentaires adaptées ; (iii) Mise en place de mesures incitatives (avicultures; semences améliorés et produits bio fortifiés, etc.) ; (iv) Sensibilisation et plaidoyer pour l'implication des hommes dans la planification familiale, le suivi de grossesses (CPN) et la croissance des enfants (CPS).
<b>B. Promotion des investissements productifs et sociaux</b>	Développement de partenariats commerciaux	(i) Conseil agricole (application des bonnes pratiques culturales), (ii) Accès aux intrants agricoles résilients et de bonne qualité (semences et matériels végétatifs améliorés, engrais, pesticides, etc.) permettant aux producteurs d'accroître la productivité de leurs systèmes de production; (iii) Achat du surplus de production commercialisable auprès des petits producteurs et/ou des unions, à un prix rémunérateur qui prend en compte le coût de production et le prix sur le marché
	Développement compétences et innovation dans le secteur agricole et rural	(i) Appui aux Centres de formation professionnelle agricole ; (ii) Fond compétitif d'innovation pour la promotion des métiers agricole et ruraux
	Autonomisation des Femmes rurales	(i) Appui à la réalisation d'une analyse genre (situation de référence)., (ii) Appui actions de promotion de l'autonomisation socio-économique, (ii) Renforcement participation des deux sexes à la promotion de l'agroalimentaire; (iii) Création conditions d'accès équitable des hommes, des femmes et des jeunes aux ressources du projet et (iv) Renforcement de la participation des femmes dans le processus décisionnel tout au long de la filière du projet.
	Appui à l'agroforesterie communautaire	(i) Elaboration d'une étude de base et recherche-action ; (ii) sensibilisation des communautés ; (formation des bénéficiaires) ; (iii) Mécanisation agricole ; et ; (iv) Production des plants d'Acacia, arbres fruitiers, approvisionnement en semences et boutures pour les cultures vivrières et appui en matériel et formation des bénéficiaires en apiculture.
	Développement d'infrastructures structurantes	(i) Construction et réhabilitation/l'entretien des infrastructures publiques de désenclavement des bassins de production et leur accès aux marchés ; d'accès à l'eau et à l'assainissement ; (ii) Construction ou la réhabilitation des infrastructures de marché ; (iii) Infrastructures en appui aux initiatives privées de transformation et de production (petits aménagements pour alimenter en eau les étangs piscicoles, les pépinières forestières, faire des extensions de réseaux électriques entre autres); et (iv) Appui à l'implantation à titre pilote, de deux Domaines Agricoles Communautaires Ruraux (DACR),
<b>C. Coordination et Gestion du Projet</b>	Le Projet sera sous la tutelle du Ministère du Développement Rural (MDR). Le pilotage sera assuré par le Comité de Pilotage (COPIL) des projets et programmes du secteur agricole et rural, déjà en place. L'équipe de l'UGP comprendra un Coordinateur du Projet, un Responsable des opérations, un Expert en Suivi et Evaluation (RPSE), un Informaticien /Gestionnaire de la Base des données, un Responsable Administratif et Financier (RAF), un Expert en Passation des Marchés, un Expert en Communication (RCOM), un Expert en Genre,	

Composantes	Sous-composantes	Activités
	un Expert en Infrastructures Rurales, un Comptable, et le personnel d'appui nécessaire (caissier, secrétaire, chauffeurs, gardiens, etc.). Trois antennes du Projet seront établies pour couvrir les provinces ciblées. Elles seront placées à Matadi, Kikwit et Mbuji Mayi. Les inspecteurs provinciaux du développement rural seront les points focaux du projet au niveau de chaque district.	

### 2.3. Résultats attendus

Les principaux résultats attendus sont les suivants :

- Le milieu rural a une économie forte
- Les populations rurales sont fières de leur travail
- Les capacités des Institutions des ETD et des communautés locales ciblées à gérer les ressources naturelles et à participer aux discussions nationales et internationales sur le changement climatique sont renforcées ;
- Les marchés sont facilement accessibles avec les bassins de production
- Les conditions de production des vrais producteurs sont améliorées
- Les activités génératrices de revenus pour les communautés locales ciblées sont développées ;
- Les activités de gestion durable des ressources naturelles sont développées ;
- Les activités de sécurisation foncière sont renforcées.

### 2.4. Stratégie de mise en œuvre

La stratégie de mise en œuvre du projet consiste à concentrer les investissements dans une zone et cette concentration ainsi que l'implication des structures de gouvernance locale (Territoires, Cités, Conseils Villageois de Développement ou Comité Local de Développement). Les activités prévues dans le cadre du PROADER seront spécifiquement orientées vers les populations locales (Communautés locales) des sites se trouvant dans les provinces cibles du projet.

Le PROADER interviendra dans des Secteurs localisés dans les provinces suivantes : Kongo-Central, Kwilu, Kwango, Kasai, Kasai Central, Kasai-Oriental et le Mai-Ndombe. Les secteurs prioritaires d'intervention seront retenus sur la base des critères suivants :

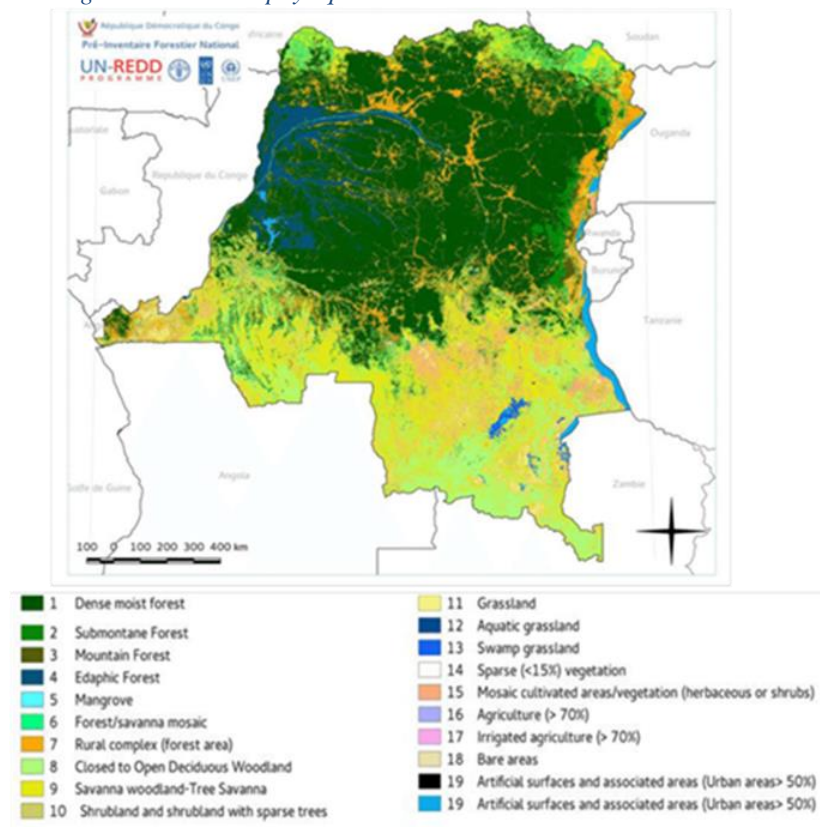
- (i) Existence de bassins de productions actifs ;
- (ii) Volonté de l'ETD à s'engager dans une dynamique de gouvernance locale avec l'élaboration d'un plan de développement local participatif, la facilitation de la mise en œuvre des projets économiques et un engagement pour l'entretien des infrastructures publiques ;
- (iii) Existence d'organisations actives de producteurs, désireuses d'évoluer vers une agriculture commerciale ;
- (iv) L'intérêt d'entreprises agricoles spécialisées dans les services agricoles et ruraux, qui améliorent la productivité agricole avec un recours aux innovations technologiques. Ces services comprennent entre autres, l'amélioration de l'accès aux voies de desserte agricole, à la mécanisation entre autres.

### III. CARACTERISTIQUES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES DE LA ZONE DU PROJET

La République Démocratique du Congo, vaste pays d'une superficie de 2 345 409 km<sup>2</sup> est située au centre du continent africain. Un positionnement qui lui confère un rôle stratégique dans le développement économique-sociale de la sous-région. Il partage ses frontières avec neuf pays. Seulement 37 km de ses frontières donnent sur l'océan Atlantique.

Pays potentiellement riche en ressources naturelles, il compte un peu plus de 81,3 millions d'habitants en 2018, nombre projeté à environ 120,4 millions d'habitants en 2030 (PNUD, 2018). La RDC possède des ressources en eau mobilisables qui représentent environ 50% de l'eau douce du continent, 80 millions d'hectares de terre arable, des étendues de pâturages et de savanes susceptibles de supporter une charge animale de 40 millions de têtes de bétail, contre moins de 7 millions actuellement, de forêts occupant plus de 125 millions d'ha dont la majorité est exploitée et gérée de manière peu appropriée, des ressources en bois d'œuvre évaluée à 6 millions de m<sup>3</sup>, largement sous-exploitées. La forêt constitue aussi une réserve importante de biodiversité ainsi qu'une source d'énergie et de revenu non négligeable pour les populations pauvres.

Figure 2: Carte biophysique de la RDC



Près de 80 % de la population vit en milieu rural, avec comme activités principales : l'agriculture, la pêche, l'artisanat et les activités connexes. Sa partie méridionale qui comprend les provinces visées par le PROADER est vouée à une forte activité agro-sylvo-pastorale et halieutique.

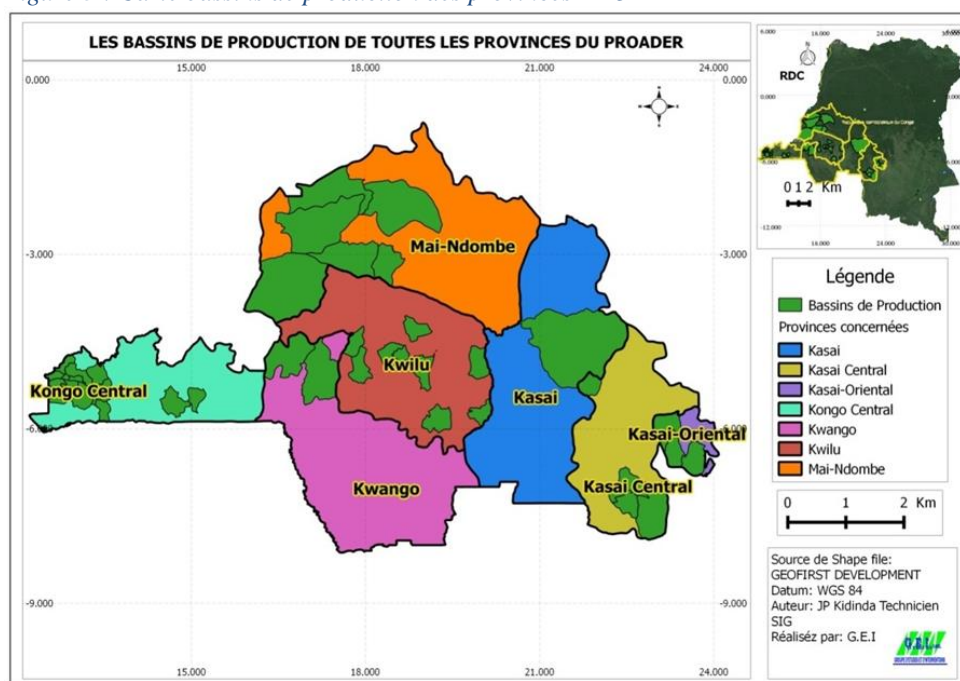


### 3.1. Délimitation de la zone du projet

Le corridor ciblé par le PROADER, fait partie des zones les plus affectées par la crise humanitaire en RDC. En avril 2017, plusieurs provinces de cette région centre ont été fortement touchées par l'insécurité élevée, motivée par des tensions interethniques et des affrontements entre les groupes armés. La crise humanitaire en RDC s'est aggravée et étendue, affectant des personnes dans cette zone auparavant considérée comme stables. La RDC est récemment devenue le pays africain le plus affecté par les mouvements de population avec 1,7 million de nouveaux déplacés internes en 2017, portant à 4, 3 millions leur nombre total sur le territoire national, dont 52% de femmes (au 30 novembre 2018).

L'aire du projet regorge d'un potentiel de production agro-sylvo-pastorale et halieutique avéré, et de vecteurs favorables au développement de l'agro-industrie.

Figure 3 : Carte bassins de production des provinces PROADER



### 3.2. Description de l'état initial de la zone du projet

. Les activités du PROADER se dérouleront dans la partie centre de la RDC où la composante environnementale dominante est la présence de la cuvette centrale du fleuve Congo sur une plusieurs provinces. Les activités du projet seront concentrées dans les provinces du Kasai Central, Kassai, Kasai Orientale, Kwilu, Kwango, Kongo Central et Mai-Ndombe. Toutefois, ses effets et impacts seront ressentis à travers tout le pays.

#### 3.2.1. Description du milieu biophysique

Les provinces ciblées par le projet présentent les caractéristiques d'ensemble suivantes :

### **. Province du Kongo-central**

La Province s'étendant entre 4° et 6° de latitude Sud et 12° et 16° de longitude Est, avec une superficie de 53.920 Km<sup>2</sup>. Elle est bordée au Nord par la République du Congo, au Sud par l'Angola, à l'Est par la Ville de Kinshasa et la Région de Bandundu et enfin à l'Ouest par l'Océan Atlantique et l'enclave Angolaise de Cabinda. Cette province constitue la seule porte ouverte du Pays sur l'Océan.

#### **3.2.1.1.1. Le Climat**

Le Kongo-central est caractérisée par un climat tropical de type soudanien dont la saison sèche bien marquée s'étend sur un peu plus de 4 mois (du 15 mai au 25 septembre). La longue saison des pluies est souvent interrompue par une petite saison sèche au mois de février. Selon le système de classification des climats de Koppen, le climat du Bas-Congo peut être subdivisé en deux types, à savoir :

- Le premier s'étend sur l'Hinterland côtier (littoral) est un climat tendant vers le type de climat steppique avec une variabilité très élevée des précipitations ;
- Le deuxième type de climat, qui couvre la quasi-totalité de la Province, appartient au type climatique AW avec quatre mois de saison sèche.

La température moyenne oscille autour de 25°C. Les précipitations sont de courte durée ; elles sont concentrées sur une dizaine de jours par mois et totalisent pour la saison des pluies, une hauteur mensuelle moyenne d'environ 130 mm, avec un maximum pouvant dépasser 200 mm en janvier. Les précipitations moyennes annuelles varient de 900 mm (extrême Sud-Ouest de la Province) à 1.500 mm (extrême Est de la Province).

#### **3.2.1.1.2. La Végétation**

Le Kongo-Central est une province extrêmement hétérogène sur le plan végétal, depuis les forêts denses humides du Mayumbe jusqu'aux formations steppiques du plateau de Batéké. Mais à l'exception des forêts du Mayumbe, prolongement de la forêt équatoriale et gabonaise, la formation dominante est la savane herbeuse ou plus fréquemment arbustive, traversée par les galeries forestières, le long des cours d'eau. En réalité, le climat du Kongo-central est favorable à des formations boisées. Les savanes ne sont que les conséquences des actions anthropiques (Déboisements inconsidérés, Jachères de plus en plus courtes (3 à 4 ans), Feux de brousse, Défrichement dû à la demande accrue des produits vivriers pour les villes, Abattage des arbres en vue de fabriquer le charbon de bois (makala), pratiques culturelles inappropriées, etc.

#### **3.2.1.1.3. Hydrographie**

Le Kongo-central fait partie du grand bassin du fleuve Congo, à l'exception du Mayumbe qui est drainé par le fleuve Shiloango. La partie navigable du fleuve dans le Kongo-central n'est que de 168 km entre Matadi et Banana sur 400 km que constitue la longueur de ce majestueux fleuve dans cette province. Les 202 km (Kinshasa- Matadi) ne sont pas navigables à cause des chutes et des rapides. En outre, le fleuve Congo regorge un formidable potentiel hydro-électrique estimé à 100.000 Mégawatts dont 58.000 Mégawatts entre Kinshasa et Matadi sur le territoire du Bas-Congo. En dehors du fleuve Congo, le réseau hydrographique du Kongo-central est formé de nombreuses rivières aux dimensions plus modestes dont les plus importants sont : Inkisi, Nsele, Mfidi, Lubishi, Lumene, Bombo, Lufimi, Luidi, Lukunga, Ngufu, Mosi, Mobi, Luguga, N'djili, dans le District de la Lukaya ; Kwilu, Lukunga, Lufu, Mfumu, Yambi,

Luala, Tombe, Lunionzo, Madiadia, Luima, Sanzikua, Lukasu, Ngudi, Luozi, Luenda, Mbu, Lubuzi, dans le District des Cataractes; et Lukula, Lubuzi, Mbavu, Lemba, ainsi que le Fleuve Shiloango dans le District du Bas-Fleuve; sans oublier le lac Ntela vers la frontière Kabinda et le territoire de Kakongo.

#### **3.2.1.1.4. Relief et sol**

Le Kongo Central a un relief très varié dans le détail ; mais il est essentiellement une province des plateaux plus ou moins vivement disséqués et jamais très élevés. L'altitude dépasse rarement 750 m.

Nous pouvons distinguer quatre régions dans le Kongo Central : la région côtière, la région de Mayombe, la région des Cataractes et les confins du Kongo Central (aux abords du Kwango).

Les sols appartiennent à la famille des sols intertropicaux qui peuvent aboutir à des sols pauvres ferralitiques, c'est-à-dire de valeur agricole médiocre. En effet, ces sols ont une faible teneur en humus car les matières organiques sont rapidement décomposées et lessivées.

La végétation reflète la nature du sol et contribue en même temps à sa formation. Ainsi, les forêts denses humides (Mayombe, massifs des Cataractes, forêts-galeries), grâce à leur apport en matières organiques protègent le sol contre les variations de température et le ruissellement ; Les savanes plus ou moins arbustives, dominantes, n'offrent qu'une faible protection contre la sécheresse et le ruissellement ; d'où des sols moins riches. La valeur agricole de ces sols est variable. Les sols de peu d'intérêt agronomique ou de valeur agricole faible se retrouvent entre Songololo et Matadi, en bordure du fleuve, au nord de la cité de Luozi, sur les plateaux de Batéké et du littoral. Par contre, le Mayombe présente une variété des sols dont certains particulièrement fertiles notamment les alluvions des vallées et les pentes. De même, on trouve aussi d'excellents sols agricoles dans les plaines alluviales de l'Inkisi, du Kwilu, de Luala/Luozi, et de la Lukunga.

### **. Province de Kwilu, Kwango et Mai-ndombe**

Ces provinces sont issues du démembrement de l'ancienne province du Bandundu depuis 2015.

#### **3.2.1.1.5. Climat**

La partie de la RDC qui comprend ces trois provinces connaît deux types de zone climatique. La différenciation climatique ainsi observée dans cette zone est établie en fonction de la quantité et de la répartition des précipitations, à savoir : (i) La zone équatoriale occupe la partie Nord-est c'est-à-dire l'actuelle Province du Mai-Ndombe. Elle est caractérisée par l'absence d'une saison sèche régulière. Cette zone appartient au type climatique "AF" relevé dans la classification de KÖPPEN dont la hauteur mensuelle des pluies du mois le plus sec est supérieur à 60 mm, (ii) La zone tropicale qui couvre les deux autres nouvelles Provinces à savoir le Kwilu et le Kwango connaît deux saisons bien marquées à savoir : une saison des pluies (ou saison chaude) qui s'étend de septembre en avril (8 mois) et caractérisée par de fortes chutes de pluies et une saison sèche caractérisée par une période plus ou moins longue de sécheresse. La durée de cette saison augmente au fur et à mesure que l'on s'écarte de la zone équatoriale ; de manière générale, la saison sèche s'étend du mois de juin à la première quinzaine du mois d'Août (+ 3 mois). Les températures moyennes annuelles observées s'élèvent à 25°C. Elles sont de 30°C

dans la zone de climat équatorial et elles varient entre 20°C et 25°C dans la zone de climat tropical.

Dans la zone équatoriale, les précipitations sont à hauteur de 1.500 à 2.000 mm/an. Tandis que dans la zone tropicale les hauteurs des précipitations sont comprises entre 800 et 1.500 mm/an.

#### **3.2.1.1.6. Végétation**

Ces trois provinces sont couvertes par trois zones végétales naturellement distinctes à savoir :

##### **- La zone forestière**

Cette zone compte environ 15.000.000 ha de réserve forestière. Elle est entièrement située dans la Province de Mai-Ndombe. Cette partie est couverte de poches de forêts denses et humides faisant partie intégrante de la grande forêt équatoriale, parce que reflétant toutes les caractéristiques de cette dernière avec les essences et faunes y afférentes.

##### **- La zone des savanes**

La zone de savanes est située au centre de la Province et couvre les Provinces de Kwilu et du Kwango. Elle est une zone de hautes herbes et entrecoupée de galeries forestières. Elle constitue l'habitat de la faune de type herbivore.

##### **- La zone des steppes.**

Cette zone s'étend sur les haut-plateaux du Sud de la Province, à l'exception de la zone constituée par le triangle Kikwit-Feshi-Gungu (Province de Kwilu et Kwango) où l'on trouve des forêts claires, mêlées de savanes et de steppes.

Il y a lieu de signaler que la couverture végétale de la Province du Bandundu est menacée continuellement de dégradation issue du comportement de l'homme caractérisé par : les feux de brousse, la coupe de bois et brûlure de forêt, la recherche des ressources pour assurer sa survie, etc.

#### **3.2.1.1.7. Hydrographie**

Cette partie de l'aire du projet est dotée d'un réseau hydrographique très dense et varié. Ruisseaux, rivières, lacs et fleuve s'y retrouvent. La localisation géographique des principaux cours d'eau et lacs se présente dans le tableau qui suit :

*Tableau 2: Les principaux cours d'eau de l'ancienne grande Province du Bandundu*

<b>Localisation</b>	<b>Cours d'eau</b>
Province Mai-Ndombe	Le Fleuve Congo, Lac Mai-Ndombe , les rivières Lotoy, Lokoro, Lukeni , Mfimi et Kwa
Province du Kwango	Les Rivières Kwango, Wamba, Bakali et Konzi
Province du Kwilu	Les Rivières Kasai, Kwilu, Inzia, Kwenge, Lutshima, Lufuku, Bwele, Luie, Gobari, Nko, Kamutsha, etc.

Outre les rivières ci-haut indiquées, il existe des centaines de petits lacs et rivières aussi importantes que les premières : et ce, en termes de navigation, de production halieutique, énergétique, et autres.

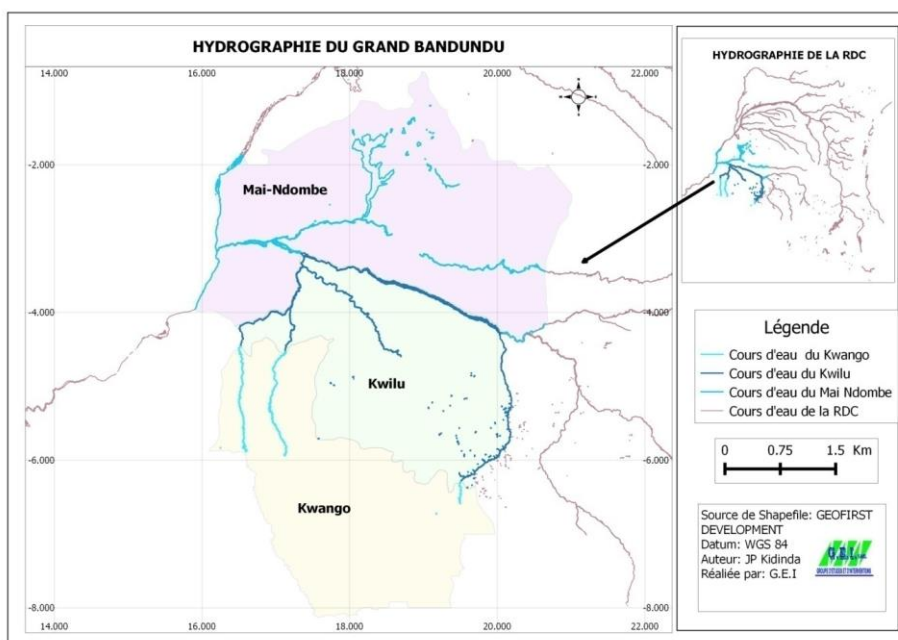


Figure 4 : Les principaux cours d'eau des anciennes provinces de Bandundu

### 3.2.1.1.8. Relief et sol

Le potentiel des sols de cette zone est extrêmement varié. Dans l'ensemble, ces sols sont constitués d'une texture de sables limons-argileux et de limons sableux et se répartissent de manière ci-après à travers la Province :

Tableau 3 : Répartition des sols dans la Province

Localisation	Type de sol	Observation
Province du Mai-Ndombe	- Limon argileux - Ferrasols et arènes ferralliques	- Teneur élevée en limon argileux et environne le Lac Mai-Ndombe - Une fertilité qui va de moyenne à médiocre
Province du Kwango	Sols sableux et sablo-argileux	Texture et composition pauvre, sol de type Kalahari
Province du Kwilu	Sol d'arènes-ferralliques	Sol forestier médiocres à moyens. Bon sol de savane, sol sablo-argileux sur les pentes des vallées et fonds sableux sur les plateaux
Kwango et Kwilu	Arènes ferralliques	Sol à prédominance et texture sablonneuse.

Source : Monographie de la Province de Bandundu, 2005

## . Province de Kasai et Kasai-Central

Ces deux provinces sont aussi issues de l'éclatement de l'ancienne province de Kasai-Occidental.

### 3.2.1.1.9. Climat

Selon la classification de KOPPEN, ces deux Kasai jouissent d'un climat de type équatorial soudanais ; (équatorial au Kasai Central et Soudanais au Kasai)

Le premier type, qui est le prolongement de l'influence climatique de l'Equateur, se distingue par l'absence de saison sèche qu'on observe dans l'extrême nord de la zone.

Le second type est caractérisé par un climat chaud et humide caractérisé par une saison sèche de plus en plus longue au fur et à mesure que l'on descend vers le sud.

De ces considérations il ressort que la Province connaît deux saisons sèches : la grande de 3 mois qui va du 15 mai au 15 août et la petite de plus ou moins d'un mois qui se situe du 15 janvier au 15 février de chaque année.

La saison B, bien que courte par rapport à la saison A, permet de réaliser le meilleur rendement des cultures si ces dernières sont semées tôt. C'est le cas du maïs dans les Territoires de Mweka et d'Ilebo ; de l'arachide dans les Territoires de Kazumba et Luiza, du Soja et du Niébé dans les Territoires de Dibaya, de Dimbelenge et de Demba.

Cette zone présente une amplitude thermique annuelle de 10,74° C en moyenne. La moyenne provinciale se situe autour de 24,18° C avec des pointes de 31,4°C en mai à Kananga et 32,4° C en juin à Tshikapa. Le point le plus bas 15,7° C est atteint en juillet à Tshikapa.

Les hauteurs annuelles de pluie exprimées en millimètres varient de plus de 1.900 mm à 1.400 mm. Les hauteurs pluviométriques moyennes annuelles supérieures sont constatées dans le Nord de la Province : 2.000 m (Climat Af). Elles décroissent progressivement jusqu'à 1 400 mm à l'extrême Sud de la Province (Climat Aw). Le nombre de jours de pluie oscille entre 130 et 110 à Luiza.

#### **3.2.1.1.10. Végétation**

La végétation de ces deux nouvelles provinces correspond aux différents types climatiques rencontrés dans cet espace territorial. Les formations végétales se présentent sous trois types :

- La forêt dense humide (forêt équatoriale) dans le Kasai central couvre le Nord de la Province, le Parc National de la Salonga et occupe environ la moitié du Territoire de Dekese. Le taux de boisement est estimé à 75 % en massif hétérogène ou homogène. Dans cette partie de la Province, on note des chutes de pluies annuelles variant entre 1.700 et 1.900 mm.
- La forêt dense humide de semi-décidue (subéquatoriale) alternant avec la zone de savane (pluies de 1.600 mm). Le taux de boisement s'évalue à 60 % et cette zone comprend le Sud qui concerne les deux Kasai (les Territoire de Dekese, le Demba, Dimbelenge, Mweka, Luebo, Ilebo et de ville de Tshikapa).
- La zone de savane : ces vastes étendus de savane entrecoupées de forêts-galeries couvrent la partie Sud-Ouest et le reste de la Province. Ces savanes sont de deux types suivant la nature du territoire qui les porte à dominance d'hyperrhénia sur sol sablonneux et d'imperata sur le sol le plus lourd.

### **3.2.1.1.11. Hydrographie**

Ces deux provinces disposent d'un réseau hydrographique qui baigne toute la Province. Le principal cours d'eau est la rivière Kasai qui est alimentée par les affluents suivants : Lulua, Lukenie, Sankuru et Loange. Ses principaux lacs sont Mukamba et Fwa à Dibelenge et Tosambe à Dekese.

La plupart de ces rivières et lacs sont peu riches en poissons mais disposent de potentialités hydroélectriques. Les algues qui y poussent constituent des aliments riches en protéines végétales.

Ces rivières forment un réseau navigable, favorable pour le transport des marchandises et des personnes. Ilebo sur la rivière Kasai constitue le principal port de la Province et fait la jonction de la voie ferrée et la voie fluviale, du Katanga à Kinshasa et vice-versa.

Les principaux cours d'eau par Territoire sont les suivants : Lulua, Mwanza-Ngoma, Lubudi, Lukula, Luekeshi-Moyo, Lubi, Tshimayi, Mofwayi, Sankuru, Lubuishi, Kunduye, Miao, Kasai, Lutshatshia, Kaluebo, Lueta, Kashinde, Lueta, Kabelekes, Lusanza, Luambo, Wizel, Kajikulu, Mulavudi, Bomboy, etc.

### **3.2.1.1.12. Sols**

Ces deux Kasai comprennent, eu égard au degré d'altération atteint, les sols sableux du Kalahari, de Salonga et de recouvrement des plateaux qui appartiennent à l'ordre des Kaolisols.

Du point de vue de la pédologie ces sols se présentent comme suit :

- Zone forestière dense dans le Kasai-central, précisément au nord du Territoire de Dekese, le long de la rivière Lukenie avec des sols de bonne structure, sablo-argileux, réserve en humus appréciable tandis que réserve minérale faible, valeur agronomique moyenne. Elle constitue la zone de grandes cultures pérennes : caféier, elæis, hévéa ainsi que cacaoyer. Ces terrains présentent une bonne économie en eau. Ceci s'explique par l'absence de ruissellement, la structure favorable du terrain et la présence d'une couverture morte importante. Les cultures annuelles donnent un meilleur rendement.
- Zone forestière subéquatoriale (de transition) avec des sols sablonneux à faible teneur en éléments fins et faible réserve en humus, avec fertilité moyenne sous-forêt et très faible en savane. Pour cette zone et tant que l'agriculture se pratiquera sans restitution des éléments nutritifs exportés par les cultures, on est enclin à penser que les cultures annuelles sont mieux que les cultures pérennes pour la seule raison que la longue jachère que les premières cultures impliquent permet au sol de se régénérer en vue d'un nouveau cycle d'exploitation. Par contre, les cultures pérennes présentent son bon départ des plants les premières années de culture puis suit une période des biens de production et enfin une chute de productivité qui perdure. Après 5 ans de production, un caféier se met en vieille plantation, par exemple. Les savanes qui entrecoupent ces massifs forestiers répondent mieux aux spéculations d'élevage qu'aux cultures. Cette zone couvre les Territoires de Luebo, d'Ilebo, le nord de Demba, de Dimbelenge, de Mweka et de Tshikapa ainsi que le Sud de Dekese.



- Zone de savane avec deux types des sols à savoir les Sols sablonneux et les Sols argilo-sableux.

Du point de vue géologique, le sous-sol du Kasai Occidental est constitué essentiellement par les roches granitiques dont l’affleurement fait l’objet de deux carrières à Kananga dans le Kasai-Central. Il regorge beaucoup de ressources géologiques notamment le diamant dans les Territoires de Tshikapa, Luebo, Demba, Kazumba, Mweka, Ilebo, Dibaya et Dimbelenge ; l’Or et l’Etain dans les Territoires de Luiza et Kazumba ; le Fer dans les Territoire de Luebo, Tshipapa et Kzumba ; le Nickel, le Chrome et le Cobalt à Kananga et dans le Territoire de Kazumba ainsi que le pétrole dans le Territoire de Dekese.

### **. Province de Kasai Oriental**

La nouvelle province de Kasai-Central est aussi issue du démembrement de la grande province qui porte le même le nom et a donné naissance aux provinces de Lomami, Sankuru et Haut-Lomami.

#### **3.2.1.1.13. Climat**

La province du Kasai-Oriental appartient au type Aw de la classification de KOPPEN. C’est un climat tropical humide où la température diurne du mois le plus froid est supérieure à 18°C. La température moyenne annuelle est de 25°C. Les précipitations annuelles moyennes diminuent du Nord au Sud. Elles passent de 2.000 mm au Nord de Lomela à 1.500 mm à Mwene-Ditu. On rencontre d’une manière générale deux saisons de pluies bien marquées : de janvier – février à avril et de septembre à décembre). Le régime des pluies permet deux campagnes agricoles par an. La première (saison A) débute avec la reprise des pluies en septembre pour s’achever en janvier à la diminution des précipitations. La seconde (saison B) commence en février lorsque les pluies redeviennent plus abondantes pour se terminer en mai (saison sèche). La saison sèche apparaît en mai et juin, et se termine en août et septembre.

#### **3.2.1.1.14. Végétation**

La végétation du Kasai-Oriental est constituée par un couvert végétal composé de la savane. Elle occupe la grande partie de la Province du Kasai-Oriental où la hauteur des pluies varie entre 1400 et 1500 mm. Ce sont les savanes guinéennes entrecoupées de forêts semi-décidues, subéquatoriales et guinéennes, en galeries ou massifs isolés. Le taux de boisement est très faible. La végétation varie suivant la nature du terrain. Elle est dominante d’Hyparrhenia, sur sols sablonneux et d’Imperata sur les sols lourds.

#### **3.2.1.1.15. Hydrographie**

La Province du Kasai Oriental comprend 2 principaux bassins hydrographiques : le Sankuru et la Lukenie. Elle partage ces deux bassins avec les deux autres provinces issues de l’éclatement (Lomami et Sankuru). Les principaux cours d’eau qui baignent ces bassins sont le Sankuru et la Lukenie.

Le cours des rivières est tranquille pour l’ensemble des sections situées à une altitude inférieure à 500 m. Le passage à un niveau supérieur est marqué par la présence de rapides et même de chutes. C’est le cas de Lubi à Mulowaie – Nord du District de Tshilenge et du Sankuru – Lubilashi en amont de Pania Mutombo.

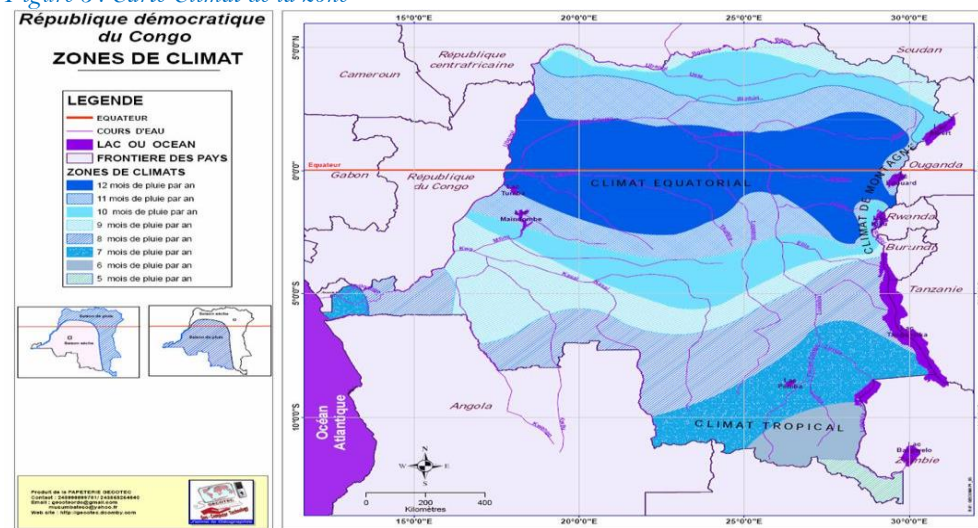


**3.2.1.1.16. Sol**

Les caractéristiques du sol permettent de dégager 2 zones agricoles. Il s'agit de la zone de savanes à prédominance sablonneuse et La zone de savanes sur sols moyens et riches. Les limites entre ces zones ne sont pas toujours nettement marquées, mais on peut illustrer cette subdivision des formations végétales, climatiques d'après le schéma tiré de l'aperçu de l'économie agricole de la province de Kasai-Oriental, Direction de l'Agriculture, des Forêts, de l'Elevage. Bruxelles 1955 : (Source : Monographie de l'ancienne Province de Kasai-Oriental, 2005).

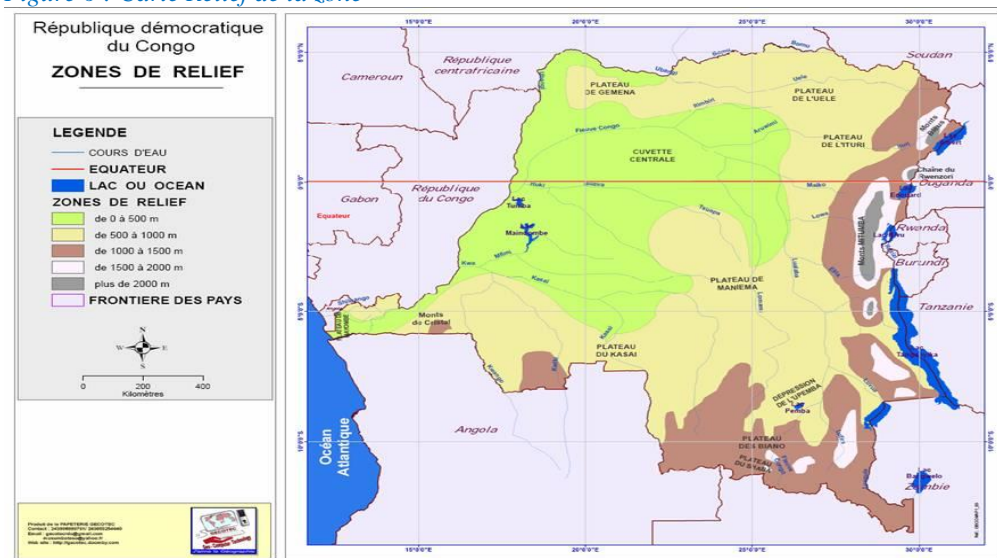
On peut donc dire que dans l'ensemble, les climats de la zone d'influence du projet sont de types, tropical, et équatorial dans la partie Nord. Les précipitations moyennes sont comprises entre 1000 et 2000 mm, et les températures entre 20° et 28°C. La durée de la saison sèche varie entre 2 et 4 mois, selon la zone.

Figure 5 : Carte Climat de la zone



Le relief est marqué par la présence de la Cuvette Centrale qui est une immense dépression, drainée par le fleuve Congo et ses affluents, et également par la présence de plaines, collines et autres Plateaux. Le réseau hydrographique y est très dense.

*Figure 6 : Carte Relief de la zone*

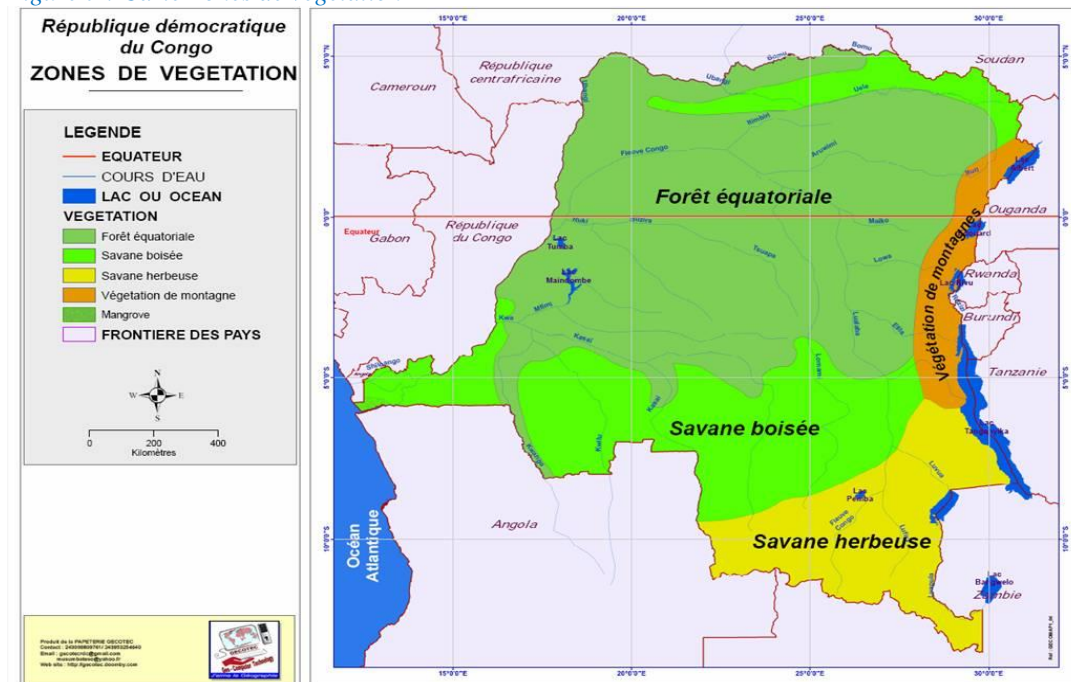


La zone est couverte par deux principales formations végétales : les forêts (ombrophiles sempervirentes, mésophiles semi-caducifoliées, galerie, etc.) et la savane, avec des formations de type guinéen.

Les principales espèces arborées sont : *Albizia adianthifolia* ; *Albizia coriaria* ; *Bridelia ferruginea* ; *Combretum celastroides* subsp. *Laxiflorum* ; *Crossopteryx febrifuga* ; *Daniellia alsteeniana* ; *Dialium englerianum* ; *Encephalartos poggei* ; *Entada abyssinica* ; *Erythrophleum africanum* ; *Hymenocardia acida* ; *Loudetia bequaertii* ; *Maprounea africana* ; *Parinari curatellifolia* ; *Pericopsis angolensis* ; *Piliostigma thonningii* ; *Protea petiolaris* ; *Psychotria eminiana* ; *Pterocarpus angolensis* ; *Terminalia mollis* ; *Vitex madiensis* ; etc.

La strate herbacée se compose quant à elle des espèces dominantes suivantes : *Loudetia arundinacea*, *Loudetia bequaertii*, *Tristachya hubbardiana* ; *Hyparrhenia dissoluta*, etc.

Figure 7 : Carte Zones de végétation



### 3.2.2. Description du Milieu Social

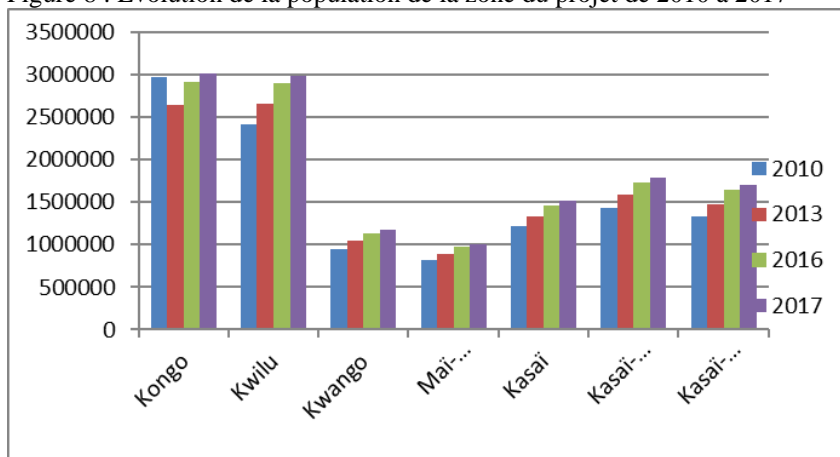
#### 3.2.2.1. Caractéristiques sociodémographiques

En RDC, près de 70 % de la population vit en milieu rural avec comme activités principales : l'agriculture, la pêche, l'artisanat et les activités connexes, contre 30% en milieu urbain (EDS RDC II 2014). La densité moyenne actuelle est estimée à 30 habitants au kilomètre carrée.

La population de la RDC se caractérise par son extrême jeunesse. La proportion de personnes de moins de 20 ans est estimée à 61 % de la population totale du pays dont 52 % ont moins de 15 ans. La population d'âge économiquement actif (20-64 ans) représente 37 % de la population totale (EDS RDC II 2014).

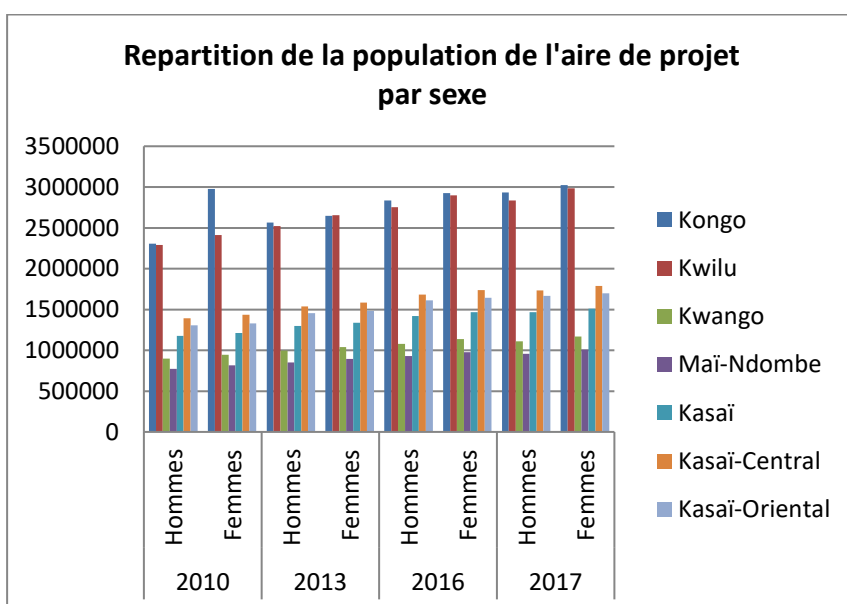
La population des provinces de l'aire d'intervention du projet est estimée à 26 millions d'habitants en 2017, soit près d'un tiers de la population de la RDC ; les femmes sont légèrement majoritaires par rapport aux hommes avec 51% contre 49% (INS, 2018).

Figure 8 : Evolution de la population de la zone du projet de 2010 à 2017



Source : Projection de l'INS 2018

Figure 9: Répartition de la population de l'aire du projet par sexe



Source : Projection de l'INS 2018

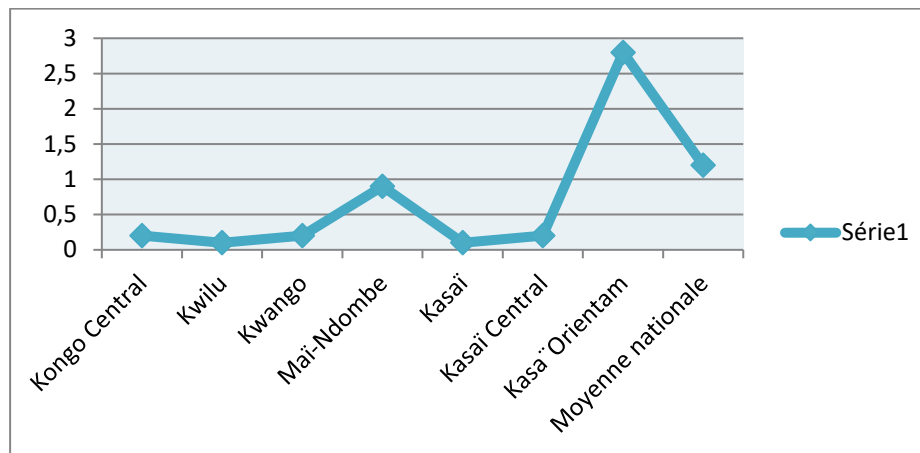
Dans les provinces couvertes par le projet, celles du Kongo-Central et de Kwilu sont les plus peuplées. Dans l'ensemble du pays, 20% des individus âgés de 15 ans et plus n'ont jamais fréquenté l'école primaire. Or le niveau d'instruction est un facteur discriminant dans le niveau de vie en la RDC. L'accès aux infrastructures socio-économiques et services (éducation, santé, eau et assainissement, emploi, transport, logement...) dépend de la répartition spatiale. Ceux qui habitent les milieux urbains bénéficient d'un accès plus facile que ceux des milieux ruraux.

La partie concernée par le projet ainsi que l'ensemble de la RDC connaissent un sévère problème de pauvreté. Le taux de la pauvreté est de 71.34%, un de plus élevé du continent (PNUD, RDC 2013, Pauvre et Condition de vie des Manages). Le milieu rural est plus pauvre que le milieu urbain. 59% de la population vivant en milieu urbain sont pauvre contre 79% en milieu rural. L'Indice de développement humain (IDH), bien que faible, a connu une

progression de 1,52% entre 2010 et 2014 et de 2,18% entre 2010 et 2014, faisant gagner au pays plus de dix positions dans le classement mondial de l'IDH 2015. (PNUD 2017).

L'IDH moyen de la RDC est de 0,465. Dans la zone du Projet seules les provinces de Kongo-Centrale et du Kwilu présentent un IDH qui dépasse la moyenne nationale.

*Figure 10 : Indice de Développement Humain dans l'aire du Projet*



Source : (PNUD 2017)

L'indice de pauvreté révèle que, dans la zone du projet, l'ancienne Grande Province de Bandundu (Kwilu et Kwango) est plus touchée par ce problème que le reste des provinces.

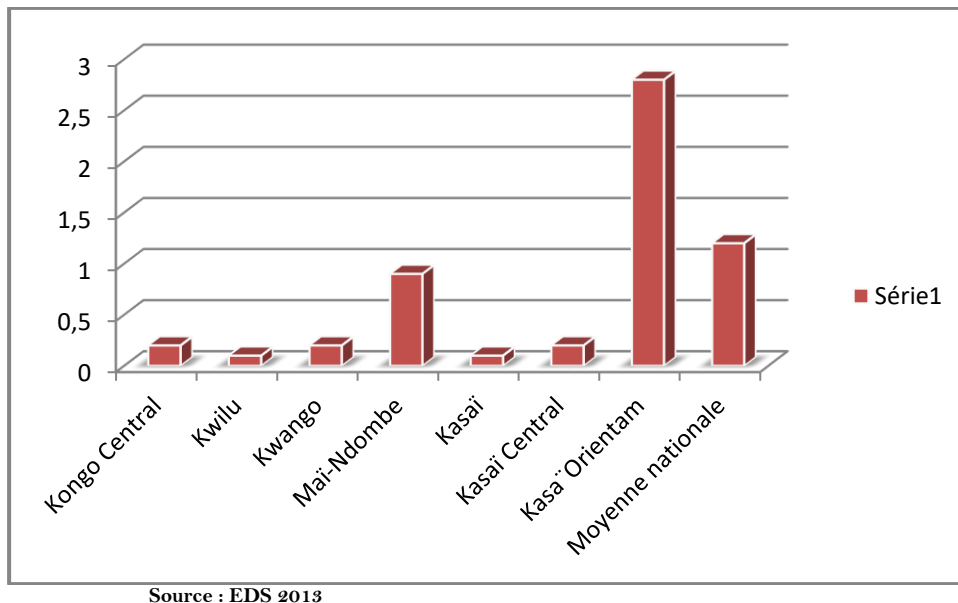
### 3.2.2.2. Santé

Les informations et données recueillies auprès des services de santé (Zones de Santé et Infirmiers Titulaires des Centre de santé) ont fait voir que le paludisme, les infections respiratoires Aigües et les maladies hydriques (diarrhée et le cholera) sont les causes de la forte morbidité et mortalité dans la zone du projet. Les populations font recours pour boisson et autres activités ménagères aux eaux de cours d'eau ou des sources non aménagées. Cela a comme conséquence le développement des maladies citées ci-hauts. Les personnes vulnérables sont pour la plupart les enfants et les femmes. Les aménagements des sources, la protection des berges des cours d'eau, la sensibilisation sur les Pratiques Familiales Essentielles sont des actions à mener pour lutter contre les maladies. Certains PTF œuvrant dans certaines Provinces dans ce secteur notamment UNICEF avec son Programme Villages et Ecoles Assainis et le Cluster WASH ont contribué en termes d'accès aux services d'assainissement adéquat pour environ 223 000 personnes dans les villages et 27 000 personnes dans les centres de santé et en termes d'accès à l'eau potable pour environ 245 000 personnes dans les villages et 99 000 personnes dans les centres de santé (Consortium WASH RAPPORT DE LA REVUE TECHNIQUE, Juin 2018)

La situation nutritionnelle est critique 43 % d'enfants de moins de cinq ans souffrent la malnutrition chronique sur l'ensemble du pays. Un million d'enfants sont touchés par la malnutrition aigüe et six millions sont en retard de croissance (PNIA, 2013). Les provinces les plus touchées sont les Kasai.

Un autre problème dans la zone, demeure les Maladies Sexuellement Transmissibles. Le VIH/SIDA est présent dans presque toutes les provinces de la Zone du projet. Le taux de prévalence est presque nul dans le Kwango, tandis que la Province de Kasai-Orientale dépasse le taux de prévalence nationale qui est de 1.2% (Enquête EDS, 2013-2014). Avec une population estimée à 26 millions, le nombre de personnes atteints du VIH/SIDA peut être évalué à un million cent septante mille ; d'où la nécessité de focaliser une attention très particulière sur l'information auprès des communautés rurales sur la prévention de la transmission de cette pandémie.

*Figure 11 : Taux de prévalence du VIH dans la zone du Projet*



### **3.2.2.3. Infrastructures**

#### **3.2.2.3.1. Routes et pistes de dessertes agricoles**

Le désenclavement des zones de production fait partie des objectifs du projet. La cellule des infrastructures du Ministère de l'infrastructure révèle que le réseau routier de la RDC comprend au total 153.209 km de routes, et a défini un réseau prioritaire de 23.140 km, qui présente les caractéristiques principales suivantes :

- il s'articule sur les 3 principaux corridors de transport - Ouest/Nord-Est, Nord/Sud, Ouest/Sud-Est - qui relient les chefs-lieux des Provinces et les principaux centres administratifs ;
- il draine à lui seul 91% du trafic routier ;
- il fait jonction avec le réseau ferré et fluvial ;
- il dessert toutes les zones à fortes potentialités économiques et densité de population ;
- il comprend les principales voies d'intégration régionale.

Les routes et pistes de la zone sont dans un état de délabrement avancé, rendant les trafics très difficiles avec comme conséquence l'impossibilité d'évacuer toutes les productions agricoles des grands bassins vers les centres de commercialisation. La BAD, à travers les projets



PARSAR et PRESAR a pu financer la réhabilitation de près de 2000 km de pistes de dessertes agricoles et 1300km sur 1700 prévu pour le projet PADIR, ainsi que la réhabilitation de la RN1, Tronçon Kinshasa – Tshikapa. Les autres PTF à l’instar de ENABEL (Ex CTB) à travers les Projet PRODADEK ont assuré l’entretien des pistes dans les provinces de Kwilu et Kwango, l’UE réhabilité la RN1, etc.

Sur ce point, la faiblesse pour maintenir les pistes réhabilitées en état de praticabilité reste le fameux problème d’entretien courant. Le PROADER devra, pour une efficacité et une durabilité des ouvrages, contractualiser avec les autorités des ETD pour assurer ces travaux en vue d’une pérennisation et consolider des actions des projets antérieurs et de ce projet.

Le PROADER, dans ces activités dans la zone, va entretenir/réhabiliter 300km de pistes agricoles qui désenclaveront les bassins de production et permettront l’acheminement des produits jusqu’aux marchés.

### **3.2.2.3.2. Les aménagements hydro-agricoles et Forages**

Les systèmes d’irrigation et de drainage sont peu pratiqués dans les activités agricoles et d’élevage. Même les cultures à forte demande hydrique (Par exemple riz de marais à forte productivité) sont pour la plupart soumis à la volonté de la pluie. Les étangs piscicoles sont aménagés d’une façon rudimentaire dans tous les sites du projet. Les micros-barrages hydro-électriques n’existent pratiquement pas, conséquence : réduction de la transformation des produits agricoles parce que l’énergie électrique est soumise à l’utilisation des hydrocarbures (gasoil), augmentation du prix pour les produits transformés, impossibilité de conserver les produits dans les chambres froides, difficulté de pratique de maraichage dans les ceintures vertes des villes...



*Image 1: Forage manuel dans le Kongo-Central*

Ces infrastructures ne sont pas au nombre requis dans l’ensemble de la zone du projet, d’où un taux élevé des pertes post-récolte. La BAD par le PADIR a eu à financer des travaux de construction de marchés, entrepôts et abattoirs.



*Image 2: Les entrepôts des produits agricoles construits sous financement de BAD dans le cadre du PADIR*

Le projet, dans sa composante B, pour consolider les actions de PADIR devra envisager pour une réduction de pertes post récolté par la construction en matériaux durables des entrepôts, magasins de stockage des produits agricoles, des aires de séchages, etc. L'entretien des pistes rurales et le maintien de ces ouvrages sont aussi des activités du projet. La mise en place de ces infrastructures qui pourraient bien être gérées par les associations communautaires sous la supervision de l'ETD.



*Image 4: Entrepôt des produits agricole au PK 316 RN, Province du Kwango*



*Image 3 : Aire de séchage des poissons salé dans la cote de Moanda*

#### **3.2.2.4. Description des activités Socio-économiques**

Les conditions naturelles telle que décrite ci-haut démontrent une forte possibilité de relancer l'économie rurale de la zone projet malgré la situation de pauvreté actuelle. 80 % de la population habitants les milieux ont pour activités principale l'agriculture. Les conditions Agro-climatiques et pédologique de la zone du projet offrent la pratique d'un éventail de cultures sur toute l'année. L'agriculture à ce stade, bien qu'elle soit l'activité principale de la population, est encore de subsistance, basée sur des pratiques rudimentaires (sur brulis, non usage d'intrants améliorés, emblavure sur de petites superficie – 0.8 à 1.5 ha/ménage- susceptibles de ne pas couvrir les besoins et apporter un bien être attrayant à ses pratiquants et à la populations entières, etc.).

Les cultures les plus importantes rencontrées dans la zone du projet sont : le Manioc, les Maïs, haricot, arachide, riz, banane plantain, Niébé, soja, les cultures maraichères...

Les cultures pérennes et de rentes (café, palmier à huile, cacao, hévéa, coton, etc.) se sont considérablement effondrés au fil des années, depuis l'époque de la « Zaïrianisation » période

pendant laquelle la gestion et l'administration des grandes entreprises agricoles ont été nationalisées, qui a abouti à des plantations naturelles non entretenues, manque d'approvisionnement en matières premières entraînant une baisse sensible de la production et comme conséquence une baisse importante des recettes d'exportations agricoles pour le pays, une forte importation et la disparition totale de ces entreprises.

La relance de ces cultures demande la mise en place d'une politique incitative envers le secteur privé et d'un programme de régénération et de réhabilitation à grande échelle des plantations et des infrastructures industrielles comme l'exemple du HPEK –PAPAKIN, de transformation comme Stratagos dans la Province du Kwilu et CIVAK à Kimpese au Kongo-Central, la ferme Espoir dans le Haut-Lomami, etc.

Les immenses superficies de végétation dans l'aire du projet se prêtent à l'activité d'élevage de gros et petit bétail. La pratique actuelle est un système traditionnel extensif. Les animaux vivent en liberté, seul dans la nature. La prophylaxie n'est pas suivie par des techniciens. Les pharmacies vétérinaires n'existent pas dans les milieux ruraux. Le nombre de techniciens (vétérinaires, zootechniciens) ne correspond pas au besoin de développement de l'élevage. L'élevage des gros bétails (bovin de race Ndama) existe en nombre moins important dans les provinces de la zone du Projet, seul la Province de Kwango dispose d'un cheptel de près de trois millions de têtes.

Les petits bétails se rencontrent dans tous les ménages de toutes les provinces de l'aire du projet. On retrouve dans cette catégorie les animaux ci-après : porcs, chèvres, moutons, lapins, volailles... leurs races sont locales et hybride (cas du porc). Elles sont résistantes aux maladies et autres fléaux naturels, généralement de croissance tardive. L'élevage de petits bétails constitue une source économique importante des ménages du monde rural. Ces animaux sont vendus pour résoudre certaines dépenses comme frais de scolarités, soins médicaux, mariage, amande ou sacrifice lors des circonstances spéciales.

#### **3.2.2.5. Aspect Genre**

Environ 52 % de la population congolaise est constituée de femmes, cependant elles occupent rarement des positions de pouvoir et leur représentation au sein des instances politiques reste encore faible. Selon l'EDS 2013-2014, la taille moyenne des ménages est de 5,2 personnes, et de 4,3 pour ceux dirigés par des femmes. Dans l'ensemble, les femmes sont proportionnellement moins nombreuses à être alphabétisées (53,2 %) que les hommes (77,3%).

La Constitution de la RDC, en ses articles 14 et 15 consacrent respectivement la parité homme-femme et l'élimination des violences sexuelles ; la Loi n° 15/013 du 1er Août 2015 porte sur les modalités d'application des Droits de la Femme et de la Parité ; le nouveau Code de la famille (2016) a supprimé plusieurs dispositions discriminatoires comme la nécessité d'obtenir la permission de son mari pour signer un contrat, enregistrer une propriété au cadastre ou immatriculer une société, porter l'âge minimum légal du mariage de 15 à 18 ans pour les filles etc. Toutefois, la mise en application de ces politiques et lois n'est pas encore effective.

En dépit des politiques et des lois qui traitent de l'égalité des genres, des considérations socioculturelles persistantes restreignent les femmes dans leur accession à un statut social et leur participation aux sphères publique et politique, et au processus de prise de décision. Les



femmes congolaises sont aussi exposées à la violence sexuelle, en particulier en période de conflits. D'après l'EDS de 2013-2014, plus de la moitié (52 %) des femmes ont subi, au cours de leur vie, des actes de violence physique depuis l'âge de 15 ans.

La femme occupe une place prépondérante dans l'activité agricole et de développement rural. Elles sont plus actives que les hommes sur toute la chaîne de production. Elle représente plus de 80% de l'effectif des activités du développement des filières agricoles.



*Image 5 : Photo d'ensemble de la participation des femmes lors de la consultation public et Dynamique des femmes dans la chaîne de valeur des produits agricoles dans la Province de Kasai Oriental*



*Image 6 : Marché des produits agricoles à Kananga*

Les infrastructures faisant défaut, ce sont des abris en pailles soit des parapluies de fortune et des tables en bambou qui constituent des étales des marchés ruraux ; Ces édifices de fortune procurent juste de l'ombrage mais ne protègent pas les vendeurs et vendeurs lors des intempéries et sont vulnérable au feu. Par manque même de ces abris, certaines vendeurs étales leurs marchandises à même le sol ce qui expose les produits au risque de contamination.

La BAD a financé par PADIR la réhabilitation de l'abattoir de Matadi au Kongo-central ainsi que la construction des latrines dans les marchés.

### **3.3. Enjeux environnementaux et sociaux du projet**

#### **3.3.1. Forte vulnérabilité des communautés**

Le pays se caractérise par une forte vulnérabilité des communautés et des écosystèmes. En effet, la plupart des habitants en RDC vivent avec moins de 1,25 dollar par jour. La RDC se situe encore loin du standard international pour une population bien nourrie (2,3% d'enfants en insuffisance pondérale). La proportion des ménages utilisant une source d'eau potable améliorée a considérablement augmenté, malgré des disparités persistantes entre milieux urbain et rural. Les ménages résidant en milieu rural restent fortement discriminés : seuls 48,9 % d'entre eux ont accès à une source d'eau potable améliorée, contre 87,8 % en milieu urbain. Les conflits armés, insurrection, conflits interethniques ont provoqué beaucoup de déplacements et ont rendu très vulnérables les populations déplacées internes, qui ont quitté leurs terres agricoles pour des nouveaux horizons sans aucun encadrement structurel. L'envahissement des terres par des activités minières incontrôlées rend aussi les communautés très vulnérables.

#### **3.3.2. Déforestation et dégradation des forêts**

Dans le domaine de l'environnement et de la gestion des ressources naturelles, la déforestation constitue l'une des principales menaces. Les causes du déboisement sont multiples, et incluent la demande soutenue en bois énergie et le développement de l'agriculture, et dans une moindre mesure les feux de brousse et de forêt et la demande en bois par le secteur de la construction. L'érosion des sols qui découlent du déboisement, couplée à la forte densité de la population et à l'installation des communautés dans des zones à risque (en contrebas des bassins versants, etc.) augmentent particulièrement la vulnérabilité de la population aux catastrophes naturelles, en particulier aux éboulements dus aux érosions des sols. L'agriculture itinérante sur brûlis mode de production dominant constitue un des fléaux à combattre par de bonnes pratiques culturelles durables et efficaces. Toutes ces pratiques sont monnaies courantes dans les pratiques et techniques agricoles dans l'aire du projet. L'agroforesterie et les pratiques agricoles adéquates en respectant les normes environnementales contribueraient à l'amélioration de l'état naturel de cette zone.

#### **3.3.3. Vulnérabilité par rapport aux aléas naturels et au changement climatique**

L'importante déforestation conduit à une diminution de la production et à une malnutrition dans le pays. En plus du ravinement, le déboisement est la cause de la dégradation des forêts et des sols provoquant la plupart du temps l'insuffisance alimentaire pour plusieurs personnes dans le milieu rural. Il faudra ajouter à cela la perturbation des saisons due aux changements climatiques qui entraîne une baisse de production par la perte des récoltes saisonnières.

En RDC, les modèles climatiques prévoient que d'ici à 2050, la température annuelle moyenne pourrait augmenter de 2,5 à 3,7°C, et la précipitation annuelle moyenne, passant de 1758,1 mm pour se situer entre 1.810,8-1866,8 mm en 2050. Présentement, la zone du projet est confrontée à des sécheresses récurrentes, parfois alternées par des périodes de fortes pluies. Ces phénomènes naturels produisent des impacts négatifs sur les écosystèmes, sur les systèmes de production et sur les communautés.

Le projet a prévu différentes mesures d'adaptation et d'atténuation de la vulnérabilité aux changements climatiques qui vont contribuer à renforcer la résilience des écosystèmes et des communautés, grâce à l'amélioration des systèmes de production, la réduction de la pratique

du système extensif, l'application de bonnes pratiques agricoles, les actions de restauration et de préservation des écosystèmes, l'appui à l'agroforesterie communautaire, le volet GIRE/économie bleue, etc.

Le projet va réaliser des ouvrages hydrauliques et l'aménagement de périmètres irrigués permettant une gestion optimale de l'eau, et favoriser la diffusion et la vulgarisation des cultures à haut rendement, ainsi que des essences forestières et agroforestières réadaptées aux milieux, qui vont permettre une réduction des émissions de CO2 par une accumulation de carbone dans les sols (notamment par l'accroissement de la teneur en matière organique des sols cultivés).

#### **IV. CADRE POLITIQUE, INSTITUTIONNEL, LEGAL ET JURIDIQUE**

Ce point analyse le cadre politique, institutionnel, légal et juridique dans lequel s'inscrit le PROADER. L'implication de la Banque Africaine de Développement (BAD) dans le financement du projet exige que celui-ci soit conforme à ses directives et politiques, mais également au cadre politique, réglementaire et institutionnel de la République Démocratique du Congo, pays concerné.

L'objectif du PROADER de booster l'économie rurale par le développement d'activités agricoles et de développement rural, s'inscrit largement dans le programme 1 du Plan National d'Investissement Agricole 2014-2020 de la RDC, qui se veut d'assurer les besoins du pays en produits vivriers (manioc, maïs, riz, haricot, banane plantain et l'arachide), en produits d'élevage (bovin, ovin, caprin, porcin et avicole, principalement) et en produits halieutiques.

Le programme vise la relance des cultures vivrières (Manioc, Maïs, Arachide, Haricot...) et l'agroforesterie. A travers la généralisation de Pôles d'Entreprises Agricoles, le programme vise à accroître durablement les revenus des ménages ruraux. Ceci passera par un meilleur accès au crédit agricole, à la structuration des organisations paysannes existantes, la mise en place des entreprises agricoles, l'autonomisation des femmes, la responsabilisation des jeunes dans la gestion des entreprises à créer, la sécurisation foncière, par une augmentation significative de la valeur ajoutée des productions et la facilitation de leur mise en marché, etc.

Les implications politiques, économiques, sociales, environnementales, institutionnelles et réglementaires, en rapport avec le PROADER couvrent donc plusieurs domaines (développement économique et sociale ; la décentralisation, les aspects genre, la gestion de l'environnement et des ressources naturelles, la gouvernance, etc.). Plusieurs structures (institutions) et différents acteurs sont également impliqués directement ou indirectement dans la mise en œuvre du projet.

##### **4.1. Cadre politique**

Parmi les instruments de politique et de stratégies, nous pouvons citer entre autres :

#### **4.1.1. Politiques et programmes environnementaux**

##### **4.1.1.1. *Le Plan National d'Action Environnemental (PNAE)***

Le PNAE élaboré en 1997 met un accent particulier sur la dégradation et l'érosion des sols dues aux mauvaises pratiques culturales ; la pollution de l'air et de l'atmosphère provenant, à de degrés divers, des activités agricoles et énergétiques des installations classées et industries ; la déforestation, l'exploitation forestière illégale, le braconnage intensif et l'exploitation minière sauvage dans certaines aires protégées.

Le PNAE insiste sur l'urgence d'élaborer le cadre juridique de la protection de l'environnement et de développer les procédures relatives aux études d'impacts environnementaux des activités de mise en œuvre des projets.

##### **4.1.1.2. *La Stratégie Nationale et Plan d'Action de la Diversité Biologique***

Cette Stratégie Nationale et le Plan d'Action de la Diversité Biologique, élaborée en 1999 et actualisée en octobre 2001 constitue un cadre de référence pour la gestion durable des ressources biologiques de la RDC.

Elle définit ainsi différentes stratégies pouvant mettre terme aux activités humaines qui ont un impact négatif sur les écosystèmes naturels, à savoir : la récolte des combustibles ligneux, la pratique de l'agriculture itinérante sur brûlis, l'exploitation de bois d'œuvre et d'industrie, la récolte des produits forestiers non ligneux, la pratique des feux de brousse et l'exploitation forestière illégale.

##### **4.1.1.3. *Le Plan d'Action National d'Adaptation aux Changements Climatiques (PANA)***

Concernant le Changement Climatique, le Gouvernement de la RDC, avec l'assistance des partenaires au développement (FEM, PNUD) a élaboré le Plan d'Action National d'Adaptation aux Changements Climatiques (PANA) en 2007.

Le PANA a permis entre autres d'établir l'inventaire des risques climatiques les plus courants ainsi que leur tendance et les mesures d'adaptations urgentes et de résilience appropriées à envisager.

#### **4.1.2. Politiques et programmes de développement économique et social**

Pour faire face aux défis du développement, la RDC s'était dotée d'un **Document de Stratégie Nationale de Croissance et de Réduction de la Pauvreté (DSCR)**, élaboré à travers un processus participatif et adopté en 2014. Le DSCR était le premier cadre global de référence des politiques publiques et programmes de développement du Gouvernement de la RDC, pour le quinquennat (2011-2015).

Par la suite d'autres documents de politiques économique et social, ont été mises en place, en rapport avec le projet, on peut citer principalement:

- (i) le **Programme Congo émergent à l'horizon 2030, pour un Congo puissance mondiale à l'horizon 2060**, dont l'**engagement 3** vise le développement du secteur agricole ; le taux de croissance de la production agricole devra atteindre au moins 5% par an grâce à l'augmentation de la production des principales cultures vivrières et commerciales (manioc, maïs, riz, huile de palme, caoutchouc, café, cacao, thé). Le taux de pauvreté en milieu rural devra ainsi baisser sensiblement. Dans le **domaine du genre**, l'**Engagement 6**, vise à améliorer la qualité de la réponse apportée aux besoins des orphelins et des enfants vulnérables, d'accroître la proportion de personnes vulnérables assistées, d'atteindre la parité totale filles/garçons dans le Primaire, d'augmenter le pourcentage des femmes salariées dans le secteur non agricole et d'assurer la parité à l'Assemblée Nationale ; etc.
- (ii) le **Plan National Stratégique de Développement (PNSD, 2018-2022)**, qui constitue le cadre de structuration, d'harmonisation et de programmation des interventions dans les secteurs jugés prioritaires, comme l'agriculture;
- (iii) le **Plan d'Investissement Agricole (PNIA, 2014-2020)** et le **Cadre Stratégique de Développement (CSD, 2016-2021)**. Le PNIA a pour objectif global de stimuler une croissance annuelle soutenue du secteur agricole de plus de 6% indispensable pour réduire la pauvreté, assurer une sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations et générer durablement des emplois et des revenus.
- (iv) la **Politique Nationale Genre (2009)** et la **Stratégie nationale de lutte contre les violences basées sur le genre (SNVBG, 2009)**, traduisent les engagements du pays en faveur du genre et de l'autonomisation des femmes, etc.

Après près de 10 ans de lutte contre la pauvreté, le Gouvernement de la RDC a décidé de changer de paradigme et de passer à la phase de développement, en mettant en place des plans nationaux de développement économique et social, pour mieux lutter contre la pauvreté.

C'est dans cette perspective que le gouvernement de la RDC a pris l'option en 2015 d'élaborer un Plan National Stratégique de Développement, P.N.S.D. 2018-2022. Ce plan constitue un cadre de structuration, d'harmonisation et de programmation de ses interventions dans les secteurs jugés prioritaires et sur tout le territoire national.

Le PNSD se présente comme une plate-forme de coopération et de collaboration avec les partenaires et financiers, qui peuvent aligner leurs appuis aux priorités nationales en vue d'en garantir l'efficacité, dans l'optique d'une gestion tournée vers les résultats.

Une nouvelle vision de développement à long terme et les principales orientations stratégiques à moyen terme (cinq prochaines années) ont émergé de ce Plan. Elle s'énonce comme suit : *«En 25 ans, les potentiels des secteurs extractifs et agricoles de la RDC auront été mis en valeur, dans l'optique de construire une économie à croissance inclusive et à revenu intermédiaire, qui bénéficie à la majorité de congolais ».*

#### **4.1.3. La Politique de la décentralisation**

La constitution de la RDC du 18 février 2006, telle que modifiée et complétée ce jour, prescrit la décentralisation comme un nouveau mode d'organisation et de gestion des affaires publiques. Elle définit les Entités Territoriales Décentralisées (ETD) dans son article 3. Ce sont « la ville, la commune, le secteur et la chefferie ».

Le même article 3 de la Constitution stipule que ces entités sont dotées de la personnalité juridique et sont gérées par les organes locaux, tout comme les provinces. Elles jouissent de la libre administration et de l'autonomie de gestion de leurs ressources économiques, humaines, financières et techniques. Elles détiennent ainsi un niveau de responsabilité et de pouvoir qui leur sont propres et sont parallèles au gouvernement central et aux provinces. Tandis que la commune est une subdivision de la ville, le secteur et la chefferie sont des ETD érigées en zone rurale.

En ce qui concerne donc **la décentralisation**, la **Constitution du 18 février 2006** consacre le principe d'un l'Etat unitaire décentralisé. Les provinces et les entités territoriales décentralisées de la R.D.C sont dotées de la personnalité juridique et sont gérées par les organes locaux. Le processus de décentralisation enclenchée en 2006, s'est poursuivi par l'adoption et la promulgation des principales lois suivantes: la loi n°08/012 du 31 juillet 2008, portant principes fondamentaux relatifs à la libre administration des provinces ; la loi organique n°10/11 du 18 mai 2010, portant fixation des subdivisions à l'intérieur des provinces ; l'Ordonnance-loi n°013/001 du 23 février 2013 fixant la nomenclature des impôts, droits, taxes et redevances des provinces et des Entités Territoriales Décentralisées ainsi que leurs modalités de répartition ; l'adoption en juillet 2012 d'une stratégie nationale de transfert des compétences et des ressources aux Provinces et aux ETD ; la loi de programmation n°15/004 du 28 février 2015 déterminant, en application de l'article 226 de la Constitution telle que modifiée par la loi n° 11/002 du 20 janvier 2011, les modalités d'installation de nouvelles provinces dont 25 provinces et la Ville de Kinshasa, etc.

Le **Cadre Stratégique de Mise en Œuvre de la Décentralisation** (CSMOD, juillet 2009), vise à contribuer à la promotion du développement humain durable et à la prévention de risques de conflits. Il s'agit également de créer les meilleures conditions de développement et d'enracinement de la démocratie locale. Les axes stratégiques qui vont guider la mise en œuvre du cadre stratégique de la décentralisation sont :

- l'appropriation effective du processus de décentralisation,
- la progressivité du processus,
- le renforcement des capacités,
- le développement des outils de planification,
- l'harmonisation de la décentralisation et la déconcentration,
- la coordination entre l'Etat central et les provinces et le financement de la décentralisation.

#### **4.2. Directives de la BAD applicables au projet**

L'appui de la Banque Africaine de Développement, en RDC fait en sorte que le projet doit se conformer aussi aux politiques de sauvegarde de cette institution internationale.

La Banque requiert que les emprunteurs/clients se conforment à ses sauvegardes lors de la préparation et l'exécution des projets. La déclaration de politique de sauvegardes intégrée (SSI) établit les principes qui fondent l'approche de la Banque en matière de sauvegarde et constitue la stratégie de la BAD pour la promotion d'une croissance socialement inclusive et écologiquement durable.

La BAD s'est dotée d'un ensemble de politiques opérationnelles qui fournissent un mécanisme d'intégration des préoccupations environnementales et sociales dans la prise de décision sur le développement.

Les sauvegardes opérationnelles (SO) de la Banque Africaine de Développement sont les suivantes :

- **SO 1 : Évaluation environnementale et sociale** : Cette SO faitière régit le processus de détermination de la catégorie environnementale et sociale d'un projet, et les conditions d'évaluation environnementale et sociale qui en découlent.
- **SO 2 : Réinstallation involontaire, acquisition de terres, déplacement et indemnisation des populations** : Cette SO consolide les engagements et conditions politiques énoncés dans la politique de la Banque sur la réinstallation involontaire, et incorpore un certain nombre d'améliorations visant à accroître l'efficacité opérationnelle de ces conditions.
- **SO 3 : Biodiversité et services éco systémiques** : L'objectif primordial de cette SO est de conserver la diversité biologique et de promouvoir l'utilisation durable des ressources naturelles.
- **SO 4 : Prévention et contrôle de la pollution, gaz à effet de serre, matières dangereuses et utilisation efficiente des ressources** : Cette Société couvre toute la gamme des pollutions, déchets ainsi que les effets des matières dangereuses pour lesquelles il existe des conventions internationales ainsi que des normes complètes spécifiques à l'industrie, qui sont appliquées par les autres BMD.
- **SO 5 : Conditions de travail, santé et sécurité** : Cette SO définit les exigences de la Banque Africaine de Développement envers ses emprunteurs ou ses clients, relatives aux conditions des travailleurs, à leurs droits et protection contre les mauvais traitements ou l'exploitation.

Les **directives et politiques de sauvegarde de la Banque applicables** au projet, en rapport avec les activités et le contexte sont les SO suivantes : **la Sauvegarde opérationnelle 1 (SO1)** ; **la Sauvegarde opérationnelle 3 (SO3)**, Biodiversité et services écosystémiques ; **la Sauvegarde opérationnelle 5 (SO)** : Conditions de travail, santé et sécurité.

### **Stratégie de la BAD relatives à l'égalité Homme-femme**

La banque a mis en œuvre une stratégie en matière de genre ; laquelle repose sur le fait que l'égalité hommes-femmes constitue plus que jamais une composante à part entière du développement économique de l'Afrique et qu'elle est au centre de la vision ambitieuse de la Banque pour le continent. Cette vision consiste à créer des perspectives pour les femmes et les populations défavorisées et marginalisées, à leur offrir une chance de participer au développement de leur communauté et de leur pays, et d'en tirer pleinement parti. Seule la croissance inclusive et la cohésion sociale permettront d'instaurer des sociétés paisibles, stables et épanouies.

Cette stratégie s'articule sur trois piliers :

### **Pilier 1: Statut légal et droits de propriété.**

La stratégie considère le statut légal des femmes et leurs droits de propriété comme les pierres angulaires de la croissance inclusive et de l'égalité des genres. Dans ce domaine, la Banque soutiendra la gouvernance orientée vers le genre, les réformes des lois, un régime foncier sûr pour les agricultrices, la réduction de la violence fondée sur le genre, et l'instauration d'un secteur privé et d'un climat des affaires favorables aux femmes.

### **Pilier 2: Autonomisation économique**

Ce pilier implique d'augmenter l'accès des femmes aux ressources financières et aux services ainsi que leur contrôle sur ceux-ci, la mobilisation des infrastructures pour l'égalité des genres, le plaidoyer pour la discrimination positive en faveur des femmes et des entreprises dirigées par des femmes, l'augmentation de la productivité des agricultrices et la facilitation de leur inclusion sur le marché, et la fourniture de formation en compétences dans le domaine des sciences et technologies à l'intention des femmes.

### **Pilier 3: Gestion du savoir et renforcement des compétences**

Dans ce domaine, la Banque fournira des ressources et une assistance technique pour la gestion du savoir en matière d'égalité des genres, améliorera ses rapports de résultats sur le genre, renforcera les capacités de son personnel pour la promotion de l'égalité des genres dans les opérations, soutiendra les PMR dans le renforcement de leurs capacités à promouvoir et intégrer l'égalité des genres dans les politiques et les programmes, et produira de meilleures données et statistiques ventilées par genre.

## **4.3. Cadre institutionnel de mise en œuvre du projet**

Le Projet PROADER est domicilié au sein du Ministère du Développement Rural (MDR). Mais plusieurs autres structures techniques et institutions seront impliquées dans sa mise en œuvre. Le cadre institutionnel de mise en œuvre du PROADER impliquera donc toutes les structures parties prenantes pertinentes en vue d'en assurer une bonne mise en œuvre.

### **4.3.1. Ministère du Développement Rural**

Ce Ministère a dans ses attributions entre autres celles qui suivent :

- L'élaboration et le suivi des projets de développement dans les campagnes, milieux **ruraux** et péri urbains ;
- L'organisation et l'encadrement des paysans dans des coopératives et associations en milieu rural, en collaboration avec le Ministère ayant l'Agriculture dans ses attributions ;
- L'élaboration et la conduite des politiques et stratégies de développement rural ;
- L'organisation et l'encadrement de la population rurale pour l'accroissement de la production agricole, en collaboration avec le Ministère ayant l'Agriculture dans ses attributions;
- L'aménagement et l'équipement de l'espace rural ;
- La coordination et l'intégration des programmes de développement en milieu rural ;
- La promotion du bien-être social des populations rurales par la sensibilisation et l'animation rurales ;



- La promotion et le soutien de la pêche en milieu rural ;
- L'aménagement, la construction, la réhabilitation, l'entretien des infrastructures socio-économiques de base en milieu rural et péri urbain dont :
  - Les voies de desserte agricole et cours d'eau ;
  - Les sources d'eau, l'adduction granitaire et le forage des puits;
  - L'électrification rurale, en collaboration avec les Ministères ayant les Travaux Publics et Infrastructures ainsi que l'Energie et Ressources Hydrauliques dans leurs attributions.

#### **4.3.2. Ministère de l'Environnement et Développement Durable**

Ce Ministère a dans ses attributions entre autres celles qui suivent :

- L'exécution des politiques nationales de gestion durable de l'environnement et de la préservation de la biodiversité et des écosystèmes ; Elaboration des plans de mise en œuvre desdites politiques, leur suivi et évaluation ;
- La gestion durable des forêts, des ressources en eau, des ressources fauniques et de l'environnement ;
- La gestion des établissements humains ;
- L'évaluation et suivi des études environnementales et sociales de tout projet susceptible de porter atteinte à l'environnement;
- La réglementation de toutes les activités susceptibles de porter atteinte à l'environnement et à la biodiversité et aux écosystèmes ainsi qu'à la salubrité des milieux;
- L'élaboration et la mise en application des normes relatives à l'assainissement des milieux ;
- La création et l'aménagement des zones vertes et parcs d'attraction;
- L'élaboration des normes relatives au respect de l'environnement dans les secteurs des mines, carrières et hydrocarbures ;
- La réglementation de la chasse et de la pêche, le cas échéant en collaboration avec le Ministère ayant la Pêche dans ses attributions ;
- La protection de la faune et de la flore ;
- La promotion et coordination de toutes les activités relatives à la gestion durable de l'environnement, des ressources forestières, fauniques et aquatiques, et à la conservation de la nature ;
- Le suivi et l'audit environnementaux des Etablissements publics et des entreprises privées ainsi que des organisations non gouvernementales œuvrant dans les secteurs de l'environnement et conservation de la nature;
- La détermination et la gestion des écosystèmes;
- La gestion des services environnementaux;
- La création des aires protégées autres que les réserves naturelles intégrales et propositions de création de ces dernières;
- La création et gestion des stations de capture de la faune sauvage;
- L'élaboration, la vulgarisation et la gestion des programmes d'éducation environnementale.

Deux établissements publics à caractère scientifique et technique, régis par la loi n°08/099 du 07 juillet 2008 et sont placés sous tutelle technique du Ministère de l'Environnement et Développement Durable, interviennent respectivement en matière de la Conservation de la Nature, pour l'ICCN et en matière d'Evaluation Environnementale et Sociale, pour l'ACE.

#### **4.3.3. Agence Congolaise de l'Environnement (ACE)**

L'Agence Congolaise de l'Environnement (ACE) est un établissement public à caractère technique et scientifique, doté d'une personnalité juridique et d'une autonomie de gestion, régis par la loi n°08/099 du 07 juillet 2008, ayant vu le jour par le décret n°14/030 du 18 novembre 2014 fixant les Statuts d'un Etablissement public dénommé Agence Congolaise de l'Environnement, en sigle « ACE ».

Elle pour mission l'évaluation et l'approbation de l'ensemble des études environnementales et sociales ainsi que le suivi de leur mise en œuvre dans tout projet de développement ou d'investissement en République Démocratique du Congo.

#### **4.3.4. Institut Congolais pour la Conservation de la Nature (ICCN)**

L'Institut Congolais pour la Conservation de la Nature (ICCN) est un établissement public à caractère technique et scientifique, doté d'une structure paramilitaire, d'une personnalité juridique et d'une autonomie de gestion. L'ICCN a pour missions d'assurer la conservation in-situ et ex-situ ainsi que la gestion de la biodiversité et des écosystèmes dans les aires protégées. De valoriser la biodiversité par l'organisation et la promotion de la recherche scientifique et du tourisme dans les aires protégées, dans le strict respect des principes fondamentaux de la conservation de la nature.

#### **4.3.5. Ministère de l'Agriculture**

Ce Ministère a dans ses attributions entre autres celles qui suivent :

- La production agricole et autosuffisance alimentaire ;
- La planification des objectifs nationaux de production dans les domaines de l'agriculture, et de l'agroforesterie ;
- La promotion et l'encadrement des Associations et Coopératives agricoles ;
- La conception, l'exécution, le suivi et l'évaluation des programmes et projets de développement agricole ;
- La promotion des produits de l'agriculture destinés à l'alimentation intérieure, à l'industrie nationale et à l'exportation ;
- La surveillance phytosanitaire et la gestion de la quarantaine végétale à l'intérieur du pays et aux postes frontaliers et la mise à jour permanente des mesures réglementaires y relatives ;

- L'orientation et l'appui des opérateurs économiques intéressés à investir dans les secteurs de l'agriculture vers les sites à hautes potentialités de production, de manière à minimiser les coûts d'exploitation;
- La collecte, l'analyse et la publication des données statistiques d'agriculture sous forme d'annuaire.

#### **4.3.6. Ministère de Pêche et Elevage**

Ce Ministère a dans ses attributions entre autres celles qui suivent :

- La production animale et halieutique et l'autosuffisance alimentaire;
- La planification des objectifs nationaux de production dans les domaines de la pêche, de l'aquaculture, de la pisciculture et de l'élevage ;
- L'agrément et le contrôle des dispensaires, cliniques, laboratoires et pharmacies vétérinaires ;
- La promotion et l'encadrement des paysans, éleveurs, pêcheurs, associations et coopératives avicoles, piscicoles, aquacoles et pastorales ;
- La conception, l'exécution, le suivi et l'évaluation des programmes et projets de développement avicole, piscicole, aquacole et pastoral ;
- La promotion des produits de la pêche et de l'élevage destinés à l'alimentation intérieure, à l'industrie nationale et à l'exportation ;
- La surveillance zoo-sanitaire et gestion de la quarantaine animale et halieutique à l'intérieur du pays et aux postes frontaliers et mise à jour permanente des mesures réglementaires y relatives;
- L'orientation et appui des opérateurs économiques intéressés à investir dans les secteurs de la pêche et de l'élevage vers les sites à hautes potentialités de production, de manière à minimiser les coûts d'exploitation ;
- La collecte, l'analyse et la publication des données statistiques de pêche et d'élevage, sous forme d'annuaire.

#### **4.3.7. Ministère de la Santé**

Ce Ministère a dans ses attributions entre autres celles qui suivent :

- L'organisation, la création et le contrôle des Services publics médicaux et pharmaceutiques ;
- L'organisation de l'enseignement technique médical du niveau secondaire ;
- L'agrément et le contrôle technique des établissements privés médico-sanitaires, pharmaceutiques, laboratoires et d'enseignement médical technique ;
- L'hygiène et la santé publiques ;
- L'inspection et la prévention sanitaires et médicales et les actions médicales humanitaires ;
- La police sanitaire aux frontières (quarantaine humaine internationale) ;
- L'organisation, la réglementation et la promotion de la médecine traditionnelle, y compris le domaine des plantes médicinales ;
- L'organisation du système de santé ;
- La gestion du personnel mis à sa disposition ;
- L'élaboration du programme de formation du personnel de santé, en collaboration avec le Ministère ayant l'Enseignement Supérieur et Universitaire dans ses

attributions ; Elaboration de normes à la salubrité du milieu humain, en collaboration avec le Ministère ayant l'Environnement dans ses attributions :

- L'élaboration des normes relatives à la santé ;
- L'analyse et le contrôle des aliments, des médicaments et des produits phytosanitaires ;
- La collaboration avec l'Ordre des médecins, l'Ordre des pharmaciens et les autres Associations des professionnels de santé pour l'assainissement du milieu médical ;
- Le contrôle des produits cosmétiques et d'hygiène corporelle.

#### **4.3.8. Ministère du Travail, Emploi et Prévoyance Sociale**

Ce Ministère a dans ses attributions entre autres celles qui suivent :

- L'organisation et mise en œuvre de l'inspection en matière de travail, de la formation professionnelle et de prévoyance sociale ;
- Le contrôle de l'application des dispositions légales et réglementaires relatives aux conditions de travail et à la protection des travailleurs dans l'exercice de leurs fonctions ;
- L'organisation du Conseil National du Travail ;
- La protection de la main d'œuvre nationale face à la concurrence étrangère ;
- La promotion de l'emploi et organisation du marché de l'Emploi ;
- La santé et Sécurité au travail ;
- L'enseignement et gestion des Organisations Professionnelles d'Employeurs et des Travailleurs ;
- L'organisation, la promotion et l'agrément des Mutuelles de Prévoyance Sociale ;
- Le Conseil et les recommandations aux employeurs et les travailleurs en matière de travail, de l'emploi, et de la formation professionnelle et de la prévoyance sociale, le cas échéant en collaboration avec le Ministère ayant la Formation professionnelle dans ses attributions Collecte et tenue à jour des données statistiques relatives aux conditions d'emploi, de travail et aux opérations de la prévoyance sociale ;
- La gestion des relations avec les organisations régionales et internationales en matière de travail, de formation professionnelle et de prévoyance sociale.

#### **4.3.9. Ministère des Affaires Foncières**

Ce Ministère a à sa charge la réalisation des tâches suivantes :

- L'application et la vulgarisation de la législation foncière et immobilière ;
- Le notariat en matière foncière et cadastrale ;
- La gestion et octroi des titres immobiliers ;
- Le lotissement en collaboration avec le Ministère ayant l'Aménagement du Territoire, l'Urbanisme et l'Habitat dans ses attributions ;
- L'octroi des parcelles de terre en vue de la mise en valeur.

#### **4.3.10. Ministère de l'Energie et Ressources Hydrauliques**

Ce Ministère a dans ses attributions entre autres celles qui suivent :

- La politique de l'énergie sous toutes ses formes notamment l'élaboration de la stratégie de l'énergie électrique, la mise en place d'un plan directeur d'électricité et des mécanismes de régulation ;
- Le développement du potentiel de production, de transport et de distribution de l'eau et l'électricité;
- Le développement des capacités d'exportation de l'énergie électrique et des fournitures domestiques;
- Les réformes et restructurations afférentes nécessaires pour améliorer l'efficacité du secteur, en collaboration avec le Ministère ayant le Portefeuille dans ses attributions;
- L'application de la législation en vigueur et, au besoin, son adaptation ;
- L'octroi d'agrément pour la fourniture des biens et services en matière d'énergie électrique;
- L'octroi des droits, par convention, en matière de construction des barrages hydroélectriques et des lignes de transport ;
- Le suivi et le contrôle technique des activités de protection, transport et distribution d'eau et de l'électricité ;
- La politique de distribution d'eau et d'électricité;
- Le contrôle technique des entreprises de production, de transport et de commercialisation d'eau et d'électricité ;
- La gestion des ressources énergétiques ;
- La gestion du secteur d'eau potable et hydraulique ainsi que du secteur de l'électricité.

En résumé, le **cadre institutionnel** de mise en œuvre du projet, en plus du Comité de pilotage, différents autres services, structures et organisations intervenant aux niveaux national, provincial et local seront impliqués. Il s'agit principalement des collectivités décentralisées, les services techniques provinciaux en charge du développement rural (agriculture pêche, élevage, etc.), de la gestion de l'eau, de la gestion foncière ; du développement social, de l'environnement, les organisations de producteurs, les ONG, etc.

Afin de s'inscrire dans le processus de décentralisation en cours, les Services techniques provinciaux et les collectivités seront fortement impliquées dans la mise en œuvre du projet. Les **Coordinations Provinciales pour l'Environnement (CPE) et les collectivités décentralisées**, vont participer à la mise en œuvre des mesures environnementales et sociales des sous-projets. **L'Agence Congolaise de l'Environnement (ACE)**, sera chargée de l'évaluation et de l'approbation de l'ensemble des études environnementales et sociales ainsi que le suivi de leur mise en œuvre.

**L'Agence Congolaise de l'Environnement (ACE)** est créée par **Décret n°14/030 du 18 novembre 2014**, qui précise également le cadre général de la mise en œuvre du processus de l'évaluation environnementale et sociale en RDC. Le **Décret n° 14/019 du 02 Août 2014 fixe les règles de fonctionnement** des mécanismes procéduraux de la protection de l'environnement qui encadre toute la procédure de réalisation des études environnementales et Sociales (EES).

#### **4.4. Cadre légal et juridique**

Le cadre légal comprend les lois nationales, les conventions internationales ratifiées, en matière de protection de l'environnement et du milieu social. En tout état de cause, les conventions internationales ayant une prééminence sur les lois nationales, une convention cadre de crédit signée avec la Banque Africaine de Développement s'inscrirait dans ce cadre. En cas de conflit entre les deux cadres juridiques, c'est la sauvegarde opérationnelle de la BAD qui prévaut, ou le cadre le plus avantageux pour les personnes affectées.

##### **4.4.1. Constitution de la RDC**

L'article 53 de la Constitution du 18 février 2006, telle que modifiée et complétée ce jour par la Loi n° 011/002 du 20 janvier 2011 portant révision de certains articles de la Constitution, reconnaît à toute personne le droit à un environnement sain et propice à son épanouissement intégral. La Constitution fait également obligation à l'Etat de veiller à la protection de l'environnement et à la santé des populations.

Pour traduire cette volonté politique, la RDC a signé ou ratifié de nombreux accords multilatéraux sur l'environnement sur lesquels elle adapte actuellement sa législation nationale.

La Constitution donne également des règles de partage des compétences entre le pouvoir central et les provinces, qui d'une certaine manière, orientent la décentralisation.

##### **4.4.2. Les autres instruments du cadre légal et juridique national**

Outre la Constitution précitée, le cadre juridique de la RDC relative à la protection de l'environnement et à la nécessité de réaliser des Études Environnementales et Sociales (EES) s'articule autour de la loi cadre relative à la protection et à la gestion de l'environnement qui est la loi n° 11/009 du 09 juillet 2011 portant principes fondamentaux relatifs à la protection de l'environnement. Cette loi édicte les principes généraux qui servent de base aux lois particulières (sectorielles) pour régir les différents secteurs de l'environnement. Elle stipule dans ses articles 19, 21 et 22 que :

- Toute politique, tout plan ou programme élaboré par l'Etat, la province, l'entité territoriale décentralisée ou un établissement public dont la réalisation est susceptible d'avoir des incidents notables sur l'environnement fait l'objet d'une évaluation environnementale préalable.
- Tout projet de développement, d'infrastructures ou d'exploitation de toute activité industrielle, commerciale, agricole, minière, de télécommunication ou autre susceptible d'avoir un impact sur l'environnement est assujéti à une étude d'impact environnemental et social préalable, assortie de son plan de gestion dûment approuvés.
- L'évaluation et l'approbation de l'étude d'impact environnemental ainsi que le suivi de sa mise en œuvre sont confiés à un établissement public.

Cette loi est complétée par :

- le Décret n° 14/030 du 18 novembre 2014 fixant les règles de fonctionnement des mécanismes procéduraux de la protection de l'environnement.
- le Décret n°14/030 du 18 novembre 2014 institue l'Agence Congolaise de l'Environnement (ACE). Ce Décret confère à l'ACE des compétences précises en matières :
  - D'évaluation environnementale stratégique des politiques publiques, plans et programmes ;
  - D'examen et d'approbation d'études d'impacts environnemental et social et
  - De conduite de l'audit environnemental

En dehors de la loi cadre portant principes fondamentaux relatifs à la protection de l'environnement ; quelques lois sont aussi appliquées dans le cadre du PROADER à savoir :

- Loi n° 11/022 du 24 décembre 2011 portant principes fondamentaux relatifs à l'agriculture.
- Décret n° 10/15 du 10 avril 2010 fixant les statuts d'un établissement public dénommé Institut Congolais pour la Conservation de la Nature en sigle « I.C.C.N. »
- La loi n°9-2004 du 26 Mars 2004 portant code du domaine de l'état
- La loi n°11-2004 du 26 Mars 2004 portant procédure d'expropriation, pour cause d'utilité publique ;
- La loi n° 011/2002 du 29 août 2002 portant le code forestier qui fait mention dans le titre IV (protection des forêts) et titre VI (de l'exploitation forestière) de plusieurs recommandations pour la préservation de l'environnement et la prise en considération des impacts des activités
- La loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002 portant Code minier telle que modifiée et complétée par la Loi n°18/001 du 09 mars 2018 portant révision du Code Minier de 2002
- Décret-loi 081 du 02 juillet 1998 portant organisation territoriale et administrative de la République Démocratique du Congo, article 190.
- Loi no 82/002 du 28 mai 1982 portant réglementation de la chasse ;
- Loi n°77-001 du 22 février 1977 organisant l'expropriation pour cause d'utilité publique.
- Loi foncière « code foncier » n°73/021 du 20 juillet 1973 portant régime général des biens, régime foncier et immobilier et régime des suretés telle que modifiée et complétée par la loi n°80/008 du 18 juillet 1980. Cette loi consacre que le sol est la propriété exclusive, inaliénable et imprescriptible de l'Etat (article 53).
- Ordonnance no 71-016 du 15 mars 1971 relative à la protection des biens culturels ;
- Loi n° 14/003 du 11 février 2014 relative à la Conservation de la Nature ;
- Loi n° 15/026 du 31 décembre 2015 relative à la gestion des ressources en eau
- Loi n° 14/011 du 17 juin 2014 qui régit le secteur de l'électricité en RDC ;

#### 4.5. Les Conventions Internationales

La RDC a ratifié de nombreuses conventions internationales environnementales. Les plus pertinentes pour l'EES relativement au projet PROADER sont les suivantes :

- **La Convention (d'Alger, 1968) africaine sur la conservation de la nature et des ressources naturelles** a été adoptée par la conférence des chefs d'Etats et de

gouvernements de l'Union africaine. La RDC a ratifié la convention d'Alger en 1976. Elle a pour objectifs d'améliorer la protection de l'environnement, de promouvoir la conservation et l'utilisation durable des ressources naturelles, et d'harmoniser et de coordonner les politiques dans ces domaines en vue de mettre en place des politiques et des programmes de développement qui soient écologiquement rationnels, économiquement sains et socialement acceptables.

- **La Convention (de Ramsar, 1971) relative aux zones humides d'importance internationale** : est un traité intergouvernemental qui incarne les engagements de ses États membres à maintenir les caractéristiques écologiques de leurs zones humides d'importance internationale et à planifier l'utilisation rationnelle de toutes les zones humides se trouvant sur leur territoire. Elle vise notamment à la protection des populations d'oiseaux aquatiques sauvages qui y résident. La RDC a ratifié en 1996 et a désigné trois sites Ramsar dont le PNVI.
- **La Convention (du 23 novembre 1972) concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel (UNESCO) et Déclaration de Kinshasa sur les Sites de patrimoine mondial de la RDC (du 14 Janvier 2011)** : la Convention a été ratifiée par 185 États Parties dont la RDC en 1974. Elle pose pour principe que certains sites naturels doivent être protégés dans l'intérêt des générations présentes et futures parce qu'ils constituent un patrimoine de tous les peuples du monde qui est irremplaçable et doit être conservé pour le bien de l'humanité. Elle protège ainsi les sites reconnus par l'UNESCO comme faisant partie du patrimoine mondial, dont le PNVI. La Déclaration de Kinshasa souligne la mise en œuvre des mesures rectificatives décidées par le Comité du Patrimoine mondial ; salue le plan stratégique d'actions ; et lance un appel à la Communauté internationale pour la poursuite de son soutien aux efforts de sécurisation et de réhabilitation des sites du patrimoine mondial de la RDC.
- **La Convention (de Bonn, 1983) sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage**. La CMS a pour but d'assurer la conservation des espèces migratrices terrestres, aquatiques et aériennes dans l'ensemble de leur aire de répartition. Depuis son entrée en vigueur, le nombre de ses membres n'a cessé d'augmenter et compte actuellement 116 Parties. La RDC a ratifié la CMS en 1990 et a signé des Accords multilatéraux concernant les gorilles et les oiseaux de proie.
- **La Convention (de Rio, 1992) sur la diversité biologique** adoptée lors du Sommet de la Terre. Ses trois buts principaux sont : la conservation de la diversité biologique, l'utilisation durable de ses éléments et le partage juste et équitable des avantages découlant de l'exploitation des ressources génétiques. La RDC a ratifié la convention en 1994.
- **la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants** (2001) ;
- **la Convention de Rotterdam** sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international (1999) ;
- **le Traité de Brazzaville** relatif à la Conservation et à la gestion durable des écosystèmes forestiers d'Afrique Centrale (5 février 2005).

Il convient de souligner que **la Constitution de la RDC**, en son article 215, spécifie que « les traités et accords internationaux régulièrement conclus ont, dès leur publication, une autorité



supérieure à celle des lois ». Ceci donne entre autres une prééminence à ces conventions sur les lois nationales relatives à la conservation des ressources naturelles.

#### **4.6. Procédures d'analyse et de tri des sous-projets**

##### **4.6.1. Processus et étapes de sélection environnementale des activités**

L'autorisation de la réalisation de tout projet assujetti à une étude d'impact environnemental et social est sanctionnée par la délivrance d'un Certificat Environnemental par l'Agence. Cependant, le décret n° 14/019 du 02 août 2014 fixant les règles de fonctionnement des mécanismes procéduraux de la protection de l'environnement constitue le texte qui encadre toute la procédure de réalisation d'une Étude d'Impact Environnemental et Social (ÉIES) en RDC, ne mentionne aucune catégorisation des EIES. Il précise juste que l'EIES devra être réalisée par le promoteur et sous sa seule responsabilité. Les termes de référence seront établis par l'administration de tutelle du secteur d'activité concerné en liaison avec le promoteur du projet, sur la base des orientations générales et sectorielles qui seront alors élaborées par l'Agence Congolaise de l'Environnement (ACE).

De fait, c'est la procédure de la BAD qui présente un standard plus élevé, qui sera appliquée. En effet, toutes les opérations de la Banque, en faveur du secteur tant public que privé sont classées, dans le cadre du Système de Sauvegarde Intégré (SSI), dans les quatre catégories prévues dans la Sauvegarde Opérationnelle I (SO1) et dans les Procédures d'Evaluation Environnementale et Sociale (PEES)

La catégorie détermine le type et la portée de l'évaluation environnementale et sociale qui doit être menée, et elle doit être conforme avec les SO spécifiques déclenchées par le projet proposé.

La décision d'attribuer une catégorie à un projet est prise à l'aide de l'information disponible au moment de l'identification du projet. Elle est fondée entre autres sur une appréciation basée sur les informations suivantes :

- le type et la portée du projet;
- l'emplacement du projet et la présence de composantes environnementales et sociales sensibles ;
- la portée de l'impact potentiel sur les composantes environnementales et sociales, la possibilité de réduire ou d'atténuer cet impact, la possibilité que cet impact soit irréversible ;
- la pertinence, la sensibilité et la valeur de la composante environnementale ou de la question sociale probablement en cause ;
- le risque qu'une sauvegarde opérationnelle spécifique soit déclenchée, c'est-à-dire la nécessité d'établir un PAR complet, la non-conformité avec les normes de protection de l'environnement, d'hygiène et de sécurité spécifiques, l'impact sur un habitat sensible, etc.
- la vulnérabilité du projet aux effets des changements climatiques.

Les impacts potentiels ont été triés en prenant en compte la zone d'influence du projet, laquelle est déterminée sur appréciation de professionnel et englobe :

- la zone susceptible d'être touchée par le projet lui-même et ses diverses composantes (les corridors, les voies d'accès ou les sites d'élimination des déchets) ;
- la zone susceptible d'être touchée par des installations connexes qui n'auraient pas été construites si le projet n'existait pas ou qui ne seraient pas viables sans le projet;
- les zones et les communautés susceptibles d'être touchées par le projet.

## **V. CONSULTATION DES PARTIES PRENANTES**

Dans le cadre de l'étude, il a été développé une série de consultations avec toutes les parties prenantes.

Durant la mission de préparation du projet (du 18 avril au 03 mai 2019) des rencontres avec des autorités ministérielles, des Experts des ministères du Développement Rural, de la décentralisation, de l'Agricultures, du Genre, de l'Environnement, Pêche et Elevage, etc., ont eu lieu, ainsi que consultations avec les autorités politico-administratives provinciales et locales, les opérateurs agricoles et économiques, les organisations paysannes (OP) et les services techniques de l'Etat, au niveau des provinces ciblées. Ces consultations se sont poursuivies durant la préparation du CGES avec les populations et les organisations à la base, du 10 au 18 juin 2019. Les consultations ont eu lieu dans les provinces, villes et ETD (Entité Territoriale de Développement suivants : Kasai, Kasai Oriental, Kasai Central, Kongo Central, Kwango, Kwilu, Mbuji-Mayi, Moanda, Kalemie, Matadi, etc.

Les inquiétudes émises par les populations cibles, sur l'ensemble de l'aire du projet, sont relatifs aux points suivants :

- Le non emploi de la population locale ;
- Le risque de déforestation et d'accroissement de la pression sur les ressources naturelles ;
- Les contraintes et insécurité foncières ;
- La défektivité des infrastructures et équipements ;
- L'impraticabilité des pistes de desserte agricoles ;
- La faible capacité en gestion environnementale des services techniques.

### **Les principales suggestions et recommandations suivantes ont été émises :**

- Renforcer les capacités des différents acteurs par des formations dans les domaines de la gestion de l'environnement et des pesticides
- Intégrer la dimension environnementale dans la réalisation des activités agricoles;
- Impliquer de manière effective les collectivités locales dans la gestion des différents projets ;
- Insérer les femmes dans la prise de décision des activités du projet
- Former les paysans en méthodes de culture durables ;
- Renforcer la concertation entre les différents acteurs pour réduire les conflits ;
- Renforcer les capacités des services techniques impliqués dans la mise en œuvre du projet en Gestion Environnementale ;

Le projet PROADER est un projet qui a gagné l'adhésion des autorités administratives, locales, des opérateurs économiques, des organisations de producteurs et de tous les acteurs du monde rural. Malgré certaines méfiances et craintes soulevées (notamment sur la question foncière et le mode de choix des bénéficiaires), les attentes sont énormes et le projet suscite de réels espoirs à tous les niveaux.

Toutes les recommandations formulées ont été prises en compte aux niveaux suivants : (i) dans les listes des mesures d'atténuation ; (ii) dans la procédure de sélection environnementale et sociale; (iii) dans les programmes de renforcement des capacités (formation et sensibilisation) et (iv) dans le plan de suivi et les arrangements institutionnels.



*Image 7: Consultation du public dans le bassin de production avec les producteurs le 18 juin 2019*



*Image 8 : Consultation du public dans le bassin de Production de Kalemie*



*Image 9 : Après l'entretien avec les associations des pêcheurs de Moanda*



*Image 10 : Séance de travail avec les inspecteurs de l'environnement, Développement Rural, Agricultures, pêche et élevage*



*Image 11 : Consultation du public avec les associations de développement local*



*Image 12 : Consultation du public avec les femmes des périmètres maraichers de Mbuji-Mayi, Province du Kasai-Oriental*



*Image 13 : Consultation public avec les organisations de développement et les services techniques étatique dans la Province de Kasai-Central*



*Image 14 : Travail en atelier avec le Groupe thématique Genre, Environnement dans le Kasai-Central*



*Image 15 : Séance d'explication avec l'autorité politique de la ville de Matadi, Province de kongo-Central*



*Image 16 : Séance d'explication avec les services techniques des ministères sectoriels dans la province de Kasai-central*



## **VI. ANALYSE DES IMPACTS POTENTIELS DU PROJET**

### **6.1. Identification des impacts potentiels du PROADER**

Pendant sa phase d'exploitation et celle de réalisation de travaux, le PROADER va générer des impacts environnementaux et sociaux positifs pour les bénéficiaires ou les zones d'interventions, mais peut également aussi produire des impacts négatifs.

Cette partie expose les différents impacts potentiels tels qu'identifiés pour prévoir les mesures d'intensification ou de bonification pour les impacts positifs et de mitigation, de compensation ou d'atténuation pour les impacts négatifs.

#### **6.1.1. Impacts sociaux et environnementaux positifs**

La résultante du PROADER est l'amélioration des conditions de vie des populations du monde rural. Les activités des sous-projets qui seront retenus dans le cadre du PROADER auront pour effet positif de relancer la vie économique du monde rural. L'augmentation des productions agricoles, de l'élevage et de la pêche par l'utilisation des semences améliorées, autres intrants nécessaires ainsi que les pratiques agricoles appropriés contribuera l'augmentation des revenus des agriculteurs qui constitue la majorité de la population rurale.

Pendant les travaux de désenclavement des bassins de production et de construction des autres infrastructures nécessaires au projet, le recrutement de la main locale et d'ouvriers locaux spécialisés contribuera à la promotion de l'emploi de jeunes, à l'augmentation des revenus et à l'amélioration des conditions de vie de ces derniers et de leurs dépendants. L'exploitation des infrastructures facilitera l'écoulement et la valorisation de la production agricole des bassins de production. Cela va réduire considérablement les pertes post-récolte et encourager les paysans à produire davantage pour satisfaire les besoins des grands centres de consommation et des pays limitrophes. Ces infrastructures auront un impact positif socio-économique sur la santé, la scolarité, les conditions d'hygiène, l'assainissement la création d'emploi et d'autres activités économiques. Elles vont assurer un accroissement de la production et un écoulement plus facile des produits sur les marchés. Ces infrastructures de stockage par exemple (entrepôts, etc.) permettra également de mieux conserver les produits avant et après leur transformation de manière à optimiser la commercialisation et minimiser les pertes.

La conservation, le stockage des produits agricoles et la disponibilité de l'énergie contribueront positivement dans la chaîne de valeurs.

Le Projet entraînera donc une diminution de la pauvreté et de la précarité des conditions de vie en milieux ruraux.

L'amélioration des systèmes de production par l'encadrement sur les techniques culturales appropriées (irrigation, drainage, respect du calendrier agricole, respect des opérations culturales, assolement, rotation des cultures, agroforesterie, l'utilisation des semences

améliorés...) va permettre d'accroître de façon significative la production et augmenter les revenus familiaux.

Le projet constitue un moyen de promotion d'un développement local durable via spécifiquement les organisations paysannes en général et celle dirigées par les femmes en particulier et aussi par l'amélioration des capacités des services agricoles, de l'élevage et de la pêche.

Les effets induits de développement des activités économique dans la zone du projet permettra l'intégration massive des femmes, fille et des jeunes dans les tissus économiques afin de réduire le taux de pauvreté et lutter contre la malnutrition dans les milieux ruraux.

L'amélioration de niveau d'organisation des associations, ONG et services techniques étatiques, la formation, la création et l'appui aux IMF, le mutation des Unions d'agriculteurs en coopérative, appui à l'élaboration de PDL, l'intensification de sensibilisation à la prévention des IST et VIH/SIDA, paludisme et autres maladies d'origines hydriques ou fécales sont tant d'effet positif que pourra apporter la composante renforcement de capacité de ce projet sur le plan humain et socio- économique.

En résumé donc le projet aura les impacts positifs suivants :

- Amélioration des conditions de vie des populations rurale
- Désenclavement de plusieurs bassins de production par la réhabilitation et la maintenance des pistes rurales
- Augmentation des revenus
- Facilité d'évacuation des productions
- Réduction des pertes poste-récoltes par la construction des entrepôts et autres infrastructures de stockage et par la facilité d'évacuation des produits des bassins de production aux centres de commerce
- Amélioration des systèmes de production
- Augmentation de la production agricole, de l'élevage et de la pêche par l'utilisation des intrants (engrais, produits vétérinaires, pirogues motorisés, filet de pêches...) et des pratiques agricoles appropriées
- Facilité des échanges sociaux et commerciale dans la zone du projet et les autres pays limitrophes
- Amélioration d'accès à l'eau potable et Réduction du taux de maladies hydrique par l'aménagement des sources, l'AEP et mise en place de latrines
- Amélioration d'accès aux marchés
- Création d'emplois pendant les travaux de désenclavement des bassins de production et de constructions des autres infrastructures (entrepôts, unité de stockage, marché, maison de la femme...)
- Collaboration entre les institutions de recherche et les paysans en vue de développer l'approche PPP
- Accroissement des petits commerces
- Maintien de l'équilibre dans le changement climatique dû aux activités de boisement et reboisement

- Accroissement significatif des revenus des petits commerçants (surtout les femmes et les jeunes) pendant la phase d'exploitation par l'augmentation des activités génératrices des revenus
- Diminution des pressions exercées sur les ressources naturelles, notamment les PNF et PFNL fragile par une attention très soutenue de la population dans les activités agricoles, d'élevage et de développement rural et une éducation environnementale
- Réduction des cas de malnutrition par la disponibilité de la nourriture due à la l'augmentation de la production agricoles.
- Intégration d'un taux élevé des femmes, filles et jeunes dans le tissu économique à travers les formations et l'appui aux centres de formation et des Institutions de Microfinance
- Réduction du taux de prévalence de VIH/SIDA et IST par la sensibilisation et l'éducation sexuelle autour des grands centres commerciaux et les lieux d'exécution des travaux.
- Renforcement des capacités des institutions étatiques et des structures d'appui au développement (Association, ONG, OP, Artisans...)
- Etc.

#### **6.1.2. Impact environnementaux et sociaux négatifs**

Les risques environnementaux seront beaucoup plus liés aux activités d'aménagement hydro agricole, aux travaux de réhabilitation des pistes, la construction des marchés et autres bâtiments, ou encore à la gestion des unités de transformation des produits agricoles.

Ainsi, de l'analyse faite et des avis de toutes les parties prenantes de la zone du projet, il ressort les impacts suivants

- Risque de destruction de la végétation et des habitats naturels pendant les travaux de réhabilitation et de construction des infrastructures
- Perturbation de l'écosystème et modification de la Faune aquatique par les produits agrochimiques
- Risque de pollution du sol par l'utilisation des produits chimiques minéraux (engrais, pesticides...)
- Risque de pollution des eaux de surface et des nappes phréatiques pendant les travaux de réhabilitation des pistes et autres infrastructures et de l'utilisation des produits chimiques
- Risque de pollution de l'air par des fumées et aérosols émanant des unités de transformations des produits agricoles et de la machinerie durant les travaux
- Erosions, éboulements, affaissements dans les zones de terrassement, d'excavation et d'extraction des matériaux d'emprunt (carrière)
- Les risques de la propagation des IST et VIH/SIDA du fait de l'attraction qu'aura le milieu rural pendant la phase de l'exploitation du projet et pendant le déroulement des travaux dans plusieurs chantiers ou pendant les formations
- Augmentation du volume de déchets solides et liquide dans les lieux de transaction, les chantiers des travaux et dans les unités de transformation des produits agricoles



- Les risques sanitaires dus à la qualité de l'eau (augmentation de la turbidité et autres facteurs physico-chimiques) lors des travaux d'aménagements hydro-agricoles, hydraulique, AEP et des étangs
- Augmentation des cas d'accident de circulation suite à l'état de praticabilité des pistes rurales
- Risque des conflits dans le lieu de travail
- Etc.

Les activités susceptibles de générer les effets négatifs les plus significatifs sur l'environnement résulteront des travaux de réhabilitation et/ou construction des infrastructures (les aménagements hydro-agricoles et hydrauliques, la réhabilitation et l'entretien des pistes, la construction d'entrepôt, marché et unité de stockages, de transformation). Dans la phase opérationnelle, ce sont les marchés qui auront des impacts négatifs avec l'augmentation de volume de déchets solides et liquides. Ces activités sont également reconnues comme susceptibles d'engendrer des impacts en termes d'acquisition de terrain ou de pertes de ressources.

En phase d'exploitation, des pollutions de l'air et de l'eau pourront être générées par les unités de transformation agroalimentaire ainsi que le risque d'incendie dans les aires de stockage des produits agricoles.

La construction des infrastructures entraînera la perte de la végétation (débroussaillage et élagage) dans les emprises des pistes et dans les lieux où seront installées les bases-vies des entreprises de travaux. La perte de la surface de sol causée par l'ouverture de carrière, des zones d'emprunt, les voies d'accès aux carrières accentuent l'érosion, la turbidité des eaux, la sédimentation des cours d'eau et l'envasement des bas-fonds.

Ne connaissant pas précisément les localisations d'exécution des sous-projets, PROADER n'appuiera que les sous-projets avec impact négatifs mineurs sur l'environnement (Catégorie 2).

L'engouement des gens dans les lieux des travaux et durant l'exploitation pourraient entraîner des risques de transmissions de IST et VIH/SIDA et d'accidents. Les conflits et frustrations peuvent aussi surgir pendant les travaux et lors de la phase opérationnelle du projet.

L'installation de chantier peut occasionner des occupations non autorisées de sites privés pour les bases-vies, chose qui peut entraîner aussi des conflits et frustrations sur le plan social et humain.

Tableau 4 : Evaluation des impacts négatifs du projet

	Composante	Impact	Type	Phase	Evaluation			
					Intensité	Etendue	Durée	Importance
1	Milieu naturelle				Faible	Localisé	Permanent	Modéré
		Destruction de la végétation et des habitats naturels des animaux pendant des travaux et d'exploitation des infrastructures (forages, pistes, marchés, entrepôts...)	Négatif	Travaux et exploitation	Faible	Localisé	Permanent	Modéré
		Perturbation de l'écosystème et mutation de la Faune	Négatif	Travaux	Faible	Localisé	Temporelle	Mineur
		Risque de pollution du sol	Négatif	Travaux	Faible	Localisé	Temporelle	Mineur
		Risque de la pollution des eaux de surface et de nappes phréatiques	Négatif	Travaux et exploitation	Moyenne	Régionale	Temporelle	Majeur
		Risque de pollution de l'air	Négatif	Travaux et exploitation	Moyenne	Localisé	Permanent	
		Erosions, éboulements, affaissements dans les zones de terrassement, d'excavation et d'extraction des matériaux d'emprunt (carrière)	Négatif	Travaux	Faible	Localisé	Temporelle	Mineur
		Augmentation du volume de déchets solides et liquides	Négatif	Travaux et exploitation	Forte	Régionale	Permanent	Majeur
2	Humain	Les risques de la propagation des IST et VIH/SIDA du fait de l'attraction qu'aura le milieu rural pendant la phase de l'exploitation du projet et pendant le déroulement des travaux dans plusieurs chantiers ou pendant les formations	Négatif	Travaux et exploitation	Moyenne	Régionale	Permanent	Majeur
		Les risques sanitaires dus à la qualité de l'eau	Négatif	Travaux	Forte	Localisé	Temporelle	Modéré
		Augmentation des cas d'accident de circulation suite l'état la praticabilité des pistes rurales	Négatif	Travaux et exploitation	Faible	Localisé	Permanent	Modéré
		Risques des conflits et frustration	Négatif	Travaux et exploitation	Faible	Localisé	Temporelle	Mineur

## VII. PLAN CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (PCGES)

Le présent PGES décrit les mécanismes relatifs : (i) à la sélection environnementale et sociale ou screening, devant permettre l'identification des impacts environnementaux et sociaux potentiels pouvant découler des activités des sous-projets et la mise en œuvre des mesures d'atténuation proposées; (ii) au suivi et à la mise en œuvre des mesures d'atténuation des impacts négatifs qui résulteraient de la mise en œuvre des activités des sous-projets, (iii) au renforcement des capacités et (iv) à l'estimation des coûts y relatifs.

### 7.1. Mode de sélection, d'approbation et d'exécution des projets

La force des mesures environnementales et sociales requises pour les activités du projet dépendra des résultats du processus de sélection.

Ce processus vise à : (i) déterminer les activités du projet qui sont susceptibles d'avoir des impacts négatifs au niveau environnemental et social, y compris les activités qui conduiraient à engendrer des impacts en termes d'acquisition de terrain ou de pertes de ressources; (ii) déterminer les mesures d'atténuation appropriées pour les activités ayant des impacts préjudiciables; (iii) identifier les activités nécessitant des études d'impact environnemental et social (EIES) séparées et d'éventuels plans de réinstallation; (iv) décrire les responsabilités institutionnelles pour l'analyse et l'approbation des résultats de la sélection, la mise en œuvre des mesures d'atténuation proposées, et éventuellement la préparation de certains instruments de sauvegarde; (v) assurer le suivi des paramètres environnementaux et sociaux.

Ce processus de screening comporte les étapes suivantes

#### a) L'identification des activités à réaliser

Cette étape consiste surtout, suite à l'identification et la localisation des sites et les principales activités des sous-projets, au remplissage du formulaire de sélection et classification environnementale et sociale des sous-projets, de la manière suivante :

- Catégorie 1 : Projet avec risque environnemental et social majeur certain;
- Catégorie 2 : Projet avec risque environnemental et social majeur possible (ou risques mineurs cumulatifs de multiples sous-projets);
- Catégorie 3 : Projet sans impacts significatifs sur l'environnement.

Il faut souligner que le projet PROADER en RDC a été classé en catégorie « 2 », aucun sous-projet de catégorie 1 ne sera pas éligible au financement.

Le projet PROADER ne pourra lancer les dossiers techniques que lorsque toutes les diligences environnementales et sociales seront effectivement prises en compte notamment, l'intégration dans les dossiers d'appel d'offres, des clauses environnementales et sociales avec obligation pour les entreprises en charge des travaux de préparer des PGES des Chantiers.

## **b) L'exécution du travail environnemental**

Il s'agit de procéder à l'intégration des clauses environnementales et sociales dans les dossiers d'appel d'offre (DAO) et d'exécution des travaux, processus qui devra se faire selon les deux cas de figure suivants :

### **- Lorsqu'une EIES n'est pas nécessaire**

Pour les sous-projets ne nécessitant pas un travail environnemental supplémentaire mais uniquement de simples mesures d'atténuation, l'Expert en sauvegardes environnementales et sociales du Projet va puiser dans la liste des mesures environnementales et sociales proposées dans le CGES, les mesures jugées appropriées pour les inclure dans les dossiers d'appel d'offre et d'exécution

### **- Lorsqu'une EIES est nécessaire**

Pour les sous-projets nécessitant un travail environnemental supplémentaire, l'Expert en sauvegardes environnementales et sociales du Projet, avec l'appui de l'ACE, effectue les activités suivantes : préparation des Termes de Référence (TDR) pour l'EIES ; recrutement des consultants agréés pour élaborer l'EIES ; conduite des consultations du public ; revues et approbation des EIES. L'EIES déterminera les clauses environnementales et sociales à inclure dans les dossiers d'appel d'offre et d'exécution.

## **c) La Consultation du public**

Lorsqu'une EIES est nécessaire, les dispositions de la législation environnementale Congolaise doivent être suivies, notamment celles relatives à la réalisation de l'enquête publique pour l'explication du projet aux populations riveraines.

Le processus de validation de l'EIES se déroule en deux phases : l'audience publique ou la consultation du public et l'analyse technique. L'audience publique comporte notamment: (i) une ou plusieurs réunions de présentation du Projet regroupant les autorités locales, les populations, les ONG et associations de la Société Civile ; (ii) l'ouverture d'un registre accessible aux populations où sont consignées les appréciations, les observations et suggestions formulées par rapport au projet (craintes et aspirations/attentes des populations).

L'Expert en sauvegardes environnementales et sociales du Projet, en connivence avec les collectivités concernées, conduiront tout le processus de consultation et ce, à charge du projet.

## **d) L'examen des rapports de l'EIES**

La Banque Africaine de Développement commente et donne son avis sur les rapports de l'EIES qui sont préparés par des Consultants et ensuite, l'ACE valide lesdits documents et délivre le certificat environnemental.

## **e) La Mise en œuvre du projet**

La mise en œuvre du projet sera effectuée suivant la nature des activités, elle sera assurée soit, au besoin par des prestataires privés (entreprises en charge de travaux, ONG...) soit, directement par l'équipe du Projet.

## 7.2. Rôles et responsabilité dans la démarche de la gestion environnementale et sociale

Le tableau ci-dessous donne un récapitulatif des étapes et des responsabilités institutionnelles pour la sélection environnementale et sociale, la mise en œuvre et le suivi des mesures de sauvegarde environnementale.

*Tableau 5 : Etapes de gestion environnementale et sociale du projet et responsabilités*

N°	Etapes	Responsabilités
1	<b>Identification et classification des activités</b>	EES/CEP Experts/PROADER Experts/Banque Africaine de Développement
2	<b>Exécution du travail environnemental</b>	EES/CEP ACE
3	<b>Consultation du public</b>	EES/CEP ACE
4	<b>Examen des rapports</b>	Banque Africaine de Développement ACE CEP
5	<b>Mise en œuvre</b>	Prestataires privés (Entreprises en charge des travaux, Consultants, ONG...) et Projet
6	<b>Suivi et Evaluation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La supervision des activités sera assurée par les Experts du projet et le Comité de Pilotage.</li> <li>- La surveillance de proximité de l'exécution des travaux sera assurée par des MdC/AEL recrutées par le Projet ;</li> <li>- Le suivi sera effectué par les services de l'ACE ;</li> <li>- L'évaluation sera effectuée par des Consultants à la fin du Projet</li> </ul>

## Arrangements pour le suivi et la supervision des sous-projets

### 7.3. La Supervision, la surveillance, le suivi et l'évaluation

La supervision, la surveillance, le suivi et l'évaluation environnementale et sociale des activités du projet seront menés dans le cadre du système de suivi général du projet, de la manière suivante:

- La supervision des activités sera assurée par l'Expert en Sauvegardes Environnementales et Sociales du Projet, l'UGP et le Comité de Pilotage du projet ;
- La surveillance de proximité de l'exécution des travaux sera assurée par les Missions de Contrôle (MdC) ou ALE recrutées par le projet;
- Le suivi environnemental et social sera effectué par l'Agence Congolaise de l'Environnement (ACE);
- L'évaluation sera effectuée par des Consultants, à la fin du projet.

### 7.4. Surveillance et suivi environnemental et social

#### 7.4.1. Surveillance environnementale et sociale

Par surveillance environnementale, il faut entendre toutes les activités d'inspection, de contrôle et d'intervention visant à vérifier que (i) toutes les exigences et conditions en matière de protection de l'environnement soient effectivement respectées avant, pendant et après les travaux ; (ii) les mesures de protection de l'environnement prescrites ou prévues soient mises en place et permettent d'atteindre les objectifs fixés ; (iii) les risques et incertitudes puissent être gérés et corrigés à temps opportun et quotidiennement.

La surveillance environnementale et sociale devra être effectuée par les Missions de Contrôle (MdC) et le ChE que la coordination du Projet devra recruter. Ces acteurs auront l'obligation de désigner un Expert Environnement et Social (EES/BC) qui aura comme principales missions de :

- Faire respecter toutes les mesures d'atténuation courantes et celles du projet,
- Rappeler aux entrepreneurs leurs obligations en matière environnementale et sociale;
- S'assurer que celles-ci sont respectées lors de la période de construction,
- Rédiger des rapports de surveillance environnementale tout au long des travaux,
- Inspecter quotidiennement les travaux et demander les correctifs appropriés le cas échéant,
- Rédiger le compte-rendu final de la surveillance environnementale et sociale.

La supervision du travail des MdC sera effectuée par l'Expert en sauvegardes environnementales et sociales du Projet.

#### 7.4.2. Suivi environnemental et social

Par suivi environnemental et social, il faut entendre les activités d'observation et de contrôle des mesures visant à déterminer les impacts réels d'une installation comparativement à la prédiction d'impacts réalisée.

Le suivi et l'évaluation sont complémentaires. Le suivi vise à corriger « en temps réel », à travers une surveillance continue, les méthodes d'exécution des activités du projet.

Quant à l'évaluation, elle vise (i) à vérifier si les objectifs ont été respectés et (ii) à tirer les enseignements d'exploitation pour modifier les stratégies futures d'intervention.

*Tableau 6 : Canevas indicatif de suivi environnemental et social*

Éléments	Impacts et mesures de suivi	Responsables	
		Surveil.	Suivi et supervision
<b>Eaux</b>	<u>Pollutions des eaux :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Surveillance de la pollution et de la perturbation des cours d'eau</li> <li>- Surveillance activités d'utilisation des ressources en eaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- ChE</li> <li>- EES</li> <li>- MdC</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- ACE</li> <li>- Experts en sauvegarde du Projet</li> </ul>
<b>Sols</b>	<u>Dégradation des sols :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Contrôle des mesures de remise en état des terrains</li> <li>- Surveillance des rejets (déblais) et pollutions diverses des sols</li> <li>- Surveillance de la dégradation des sols</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- EES</li> <li>- MdC</li> <li>- ChE</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- ACE</li> <li>- Experts en sauvegarde du Projet</li> </ul>

Éléments	Impacts et mesures de suivi	Responsables	
		Surveil.	Suivi et supervision
<b>Flore</b>	<u>Déboisement :</u> - Contrôle du déboisement et de l'abattage des arbres - Évaluation des mesures de reboisements/plantations et du taux de régénération	- EES - MdC - ChE	- ACE - Experts en sauvegarde du Projet
<b>Cadre de vie et milieu naturel</b>	<u>Pollutions et nuisances :</u> - Surveillance des pratiques de collecte et d'élimination des déchets - Contrôle des lieux de rejets de déblais et autres résidus au niveau des chantiers - Surveillance des procédures de rejet des eaux usées	- EES - MdC - ChE	- ACE - Experts en sauvegarde du Projet
	<u>Conflits sociaux :</u> - Contrôle du respect des sites culturels - Contrôle de la cohabitation du personnel de chantier avec les populations d'accueil	EES-MdC ChE	- ACE - Experts en sauvegarde du Projet - Ministère du travail - FNPSS
	<u>Mesures sanitaires, hygiène et sécurité :</u> - Application des mesures d'hygiène et de sécurité + Port d'EPI adéquat pour le personnel de chantier - Contrôle de la mise à disposition de consignes sécuritaires - Contrôle de l'application de la législation du travail.	EES-MdC ChE	- ACE ; - Experts en sauvegarde du Projet; - Ministère de la Santé; - Ministère du travail

## . Dispositions pour la communication de l'information

### 7.5. Contexte et objectif disposition pour la communication et l'information

Les dispositions communicationnelles de l'information dans le cadre de PROADER visent à:

- Fournir premièrement aux acteurs intéressés, une information juste et pertinente sur le projet,
- Assurer l'acceptabilité sociale du projet à l'échelle communautaire, en mettant tous les acteurs dans un réseau de partage de l'information aussi bien sur l'environnement que sur le projet proprement dit.
- Amener les acteurs, à l'échelle des communautés et les ETD, à avoir une vision commune et des objectifs partagés des actions entreprises par le projet pendant la phase de préparation, d'exécution et d'exploitation.
- associer pleinement les populations locales dans l'identification des besoins, le suivi des activités et leur évaluation dans une perspective de contrôle citoyen, de partage des informations, de participation et d'efficacité sociale.
- Recueillir les avis et considérations sur les propositions de solutions et instaurer un dialogue
- Asseoir les bases d'une mise en œuvre concertée et durable des actions prévues par le projet.

La finalité de ces dispositions est de maintenir le même flux d'informations aux différentes parties prenantes pertinentes et d'en partager en temps réel pour la réussite du projet.

## **7.6. Stratégies**

Les dispositions à prendre pour la communication de l'information devra alimenter et régulariser le jeu interactif d'information sur l'environnement et sur le projet entre tous les acteurs. Ce plan devra mettre l'accent sur le contexte environnemental et social en rapport avec les composantes du projet.

Le moyen simple et accessible pour assurer une communication efficace de l'information sur la mise en œuvre du projet devra être les consultations du publique. Les échanges constants entre la partie en charge de son élaboration et les porteurs d'information sont essentiels. Les points de vue des populations et des autres acteurs devront être rigoureusement pris en compte. La mise à disposition de l'information environnementale et sociale du projet devra être marquée par l'organisation des ateliers de concertation avec une série d'annonces publiques tant au niveau national, que des ETD et des acteurs du projet.

Ces consultations devront être menées par des experts pluridisciplinaires et intégrer harmonieusement des méthodes participatives et celles quantitatives.

Les consultations publiques devront s'articuler autour des axes suivants :

- (i) la préparation de dossiers de consultations publiques comprenant les rapports d'étude (Etude de faisabilité, CGES et autres)
- (ii) le descriptif des activités déjà identifiées (localisation, caractéristiques, etc.) et des fiches d'enquêtes ;
- (iii) les missions préparatoires sur les sites de projet et de consultation ;
- (iv) les annonces publiques ;
- (v) les enquêtes publiques et la collecte des données sur les sites de projets ;
- (vi) la validation des résultats.

## **7.7. Cadre de communication sur le projet**

Le plan de communication devra tenir compte de l'environnement socio-économique et culturel dans ses objectifs stratégiques et opérationnels. L'esprit de l'exercice sera d'amener les différents acteurs à en avoir une compréhension commune sur la base de convictions mutuelles, de principes communs et d'objectifs partagés.

Les outils et techniques de consultations devront se conformer à une logique de communication éducative et de communication sociale :

- La communication éducative devra s'articuler avec des stratégies (démarches pour atteindre un objectif ou une famille d'objectifs) de manière directe, localisée dans le cadre d'un cheminement participatif où chaque étape est réalisée avec un support de communication adéquat. Ce système de communication s'assimile à une démarche de « négociation » pour amener les populations et les bénéficiaires du projet par le biais de groupes organisés à participer à la gestion durable du projet ;



- La communication sociale permettra de renforcer la réflexion et la prise de conscience sur les enjeux qui structurent l'information environnementale et sociale. De manière plus spécifique, elle visera le dialogue, la concertation et la participation.

Le volet communication du projet est sous la responsabilité du PROADER qui devra préparer un cadre de communication approprié et adapté sur le projet et les cibles

### Aperçu des mesures d'atténuation et de renforcement proposées

Les activités du PROADER sont susceptible d'engendrer plus d'impact positifs que négatifs tant sur les plans socio-économiques qu'environnemental.

#### 7.8. Les Mesure de bonification des impacts positifs

Tableau 7: Mesure de bonification des impacts positifs du PROADER

N°	Impacts	Mesures proposées
01	Amélioration de condition de vie des populations rurales par la relance de l'économie	- Identifier les vrais producteurs des bassins respectifs - Organiser les vrais producteurs en structures (Coopérative) pour assurer la durabilité après le projet
02	Désenclavement de plusieurs bassins de production par la réhabilitation et la maintenance de pistes rurale	- Instauration des mesures d'entretien courant sous la surveillance du responsable de l'ETD du Bassin
03	Augmentation des revenus	- Appui aux producteurs dans l'usage des nouvelles techniques susceptible d'accroître les revenus
04	Facilité d'évacuation des productions	- Maintien des pistes rurales en bon état de praticabilité
05	Réduction des pertes poste-récoltes par la construction des entrepôts et autres infrastructures de stockage et par la facilité d'évacuation des produits de bassin de production au centre de commerce	- Création de Comités Locaux de Gestion de ces infrastructures pour une bonne organisation - Renforcement les capacités de ces Comité en gestion et organisation des affaires
06	Amélioration des systèmes de production	- Appui aux producteurs dans l'usage des nouvelles techniques susceptible d'accroître les revenus
07	Augmentation de la production agricole, de l'élevage et de la pêche par l'utilisation des intrants (engrais, pesticides, produits vétérinaires, pirogues motorisés, filet de pêches...) et des pratiques agricoles appropriées	- Encadrement des producteurs dans les bonnes pratiques de l'usage des intrants agricoles basées sur le respect de l'environnement
08	Facilité des échanges sociaux et commerciaux dans la zone du projet et les autres pays limitrophes	- Maintien des pistes rurales en bon état de praticabilité
09	Amélioration d'accès à l'eau potable et Réduction du taux de maladies hydrique par l'aménagement des sources, l'AEP et mise en place de latrines	- Mise en place des Comités de Gestion des infrastructures
10	Amélioration d'accès aux marchés	- Renforcement des capacités et organisateurs des producteurs
11	Création d'emploi pendant les travaux de désenclavement des bassins de production et de constructions des autres infrastructures (entrepôts, unité de stockage, marché, maison de la femme...)	-
12	Collaboration entre l'état, les institutions de recherche et les paysans en vue de développer l'approche PPP	- Maintien un bon niveau de collaboration par des échanges réguliers par rapport aux besoins qui se présentent
13	Accroissement des petits commerces	- Maintien de la dynamique du marché

N°	Impacts	Mesures proposées
14	Accroissement significatif des revenus des petits commerçants (surtout les femmes et les jeunes) pendant la phase d'exploitation par l'augmentation des activités génératrices des revenus	- Maintien de la dynamique du marché - Encadrement des femmes et jeune entrepreneurs
15	Diminution des pressions exercées sur les ressources naturelles, notamment les PNF et PFNL fragile par une attention très soutenue de la population dans les activités agricoles, d'élevage et de développement rural et une éducation environnementale	- Maintenir les populations dans les activités de l'agriculture pêche et élevage en valorisant l'activité
16	Réduction des cas de malnutrition par la disponibilité de la nourriture due à la l'augmentation de la production agricoles.	- Maintenir les populations dans les activités de l'agriculture pêche et élevage en valorisant l'activité
17	Intégration d'un taux élevé des femmes, filles et jeunes dans le tissu économique à travers les formations et l'appui aux centres de formation et des Institutions de Microfinance	Encadrement des femmes et jeunes entrepreneurs Promotion et explication de fonctionnement des IMF
18	Réduction du taux de prévalence de VIH/SIDA et IST par la sensibilisation et l'éducation sexuelle autour des grands centres commerciaux et les lieux d'exécution des travaux.	- Accentuation des séances de Sensibilisation sur la lutte contre le VIH/SDA et distribution des préservatifs
19	Renforcement des capacités des institutions étatiques et des structures d'appui au développement (Association, ONG, OP, Artisans...)	- Suivi des programmes de mise en œuvre de session de formation et de renforcement des capacités

## 7.9. Les mesures d'atténuation ou de compensation des impacts négatifs

Tableau 8: Mesure d'atténuation des impacts négatifs

N°	Impacts	Mesures proposées
01	Destruction de la végétation et des habitats naturels des animaux pendant les travaux de réhabilitation et de construction des infrastructures	- Inventaire floristique avant le démarrage des travaux pour indiquer les espèces et le nombre d'individus à abattre ainsi que la superficie à déboiser - Reboiser les espaces déboisées - Consolidation des talus dans les zones escarpées pour lutter antiérosive dans les sites où pourrait être construit les infrastructures
02	Perturbation de l'écosystème et modification de la Faune aquatique par lessivage des produits agrochimiques	- Réglementation des activités utilisatrices des produits agrochimique dans des endroits distants de pas moins de 100 mètres des écosystèmes (cors d'eau, source d'eau)
03	Risque de la pollution du sol par l'utilisation des produits chimiques minéraux (engrais, pesticides...)	- Sensibilisation des producteurs sur l'utilisation des produits minéraux dans les activités agro-agropastorales - Vulgarisation des mesures environnementales de méfaits de ces produits sur les ressources naturelle
04	Risque de la pollution des eaux de surface et de nappes phréatiques pendant les travaux de réhabilitation des pistes et autres infrastructures et de l'utilisation des produits chimiques	- Collectes, tris et évacuation de ces produits dans des endroits aménagés pour les accueillir tout en minimisant l'apport des sédiments - Interdiction de brulure ni de déversement de déchets liquides le long des cours d'eau ni à moins de 100 mètres d'une source
05	Risque de pollution de l'air par des fumées et aérosols émanant des unités de transformations des produits agricoles et les engins roulants (véhicules)	- Régulation la vitesse de circulation des véhicules dans les pistes pour éviter des grades quantité d'envol des poussières - Installation des cheminées dans les usines de transformation pour faire échapper les aérosols pour de la population - Favoriser les haies arbustives (espèces végétales à croissance rapide) le long des pistes et dans les unités de transformations - Port obligatoire de cache-nez pour les travailleurs dans les unités de transformation et sur les chantiers lors de travaux

N°	Impacts	Mesures proposées
		- Arrosage régulier des sites des travaux
06	Risque de la perte de fertilité par la pratique de feux de brousse	- Encourager les producteurs à l'agriculture intensive avec des intrants améliorés
06	Erosions, éboulements, affaissements dans les zones de terrassement, d'excavation et d'extraction des matériaux d'emprunt (carrière)	- Plantation des espèces à forte enracinement pour la lutte antiérosive - Reboisement et revegetalisation des sites dénudés - Repeuplement du site avec un nombre et/ou une superficie représentant le double de ce qui a été détruits.
07	Les risques de la propagation des IST et VIH/SIDA du fait de l'attraction qu'aura le milieu rural pendant la phase de l'exploitation du projet et pendant le déroulement des travaux dans plusieurs chantiers ou pendant les formations	- Organisation des campagnes soutenues et de sensibilisation sur le danger du VIH/SIDA - Sensibilisation sur éducation sexuelle et l'utilisation de préservatifs - Distribution gratuite de préservatif dans les marchés, les chantiers, les lieux de transformation des produits agricoles
08	Augment du volume de déchets solides et liquide dans les lieux de transaction, le chantier des travaux et dans les unités de transformation des produits agricoles	- Collectes, tris et évacuations dans les lieux aménagés pour les accueillir - Interdiction de brulure ni de déversement des déchets liquides le long des cours d'eau ni à moins de 100 mètres d'une source
09	Les risques sanitaires dus à la qualité de l'eau (augmentation de la turbidité et autres facteur physico-chimiques) lors des travaux d'aménagements hydro-agricoles, hydraulique, AEP et des étangs	- Interdiction de brulure ni de déversement des déchets liquides le long des cours d'eau ni à moins de 100 mètres d'une source
10	Augmentation des cas d'accident de circulation suite l'état la praticabilité des pistes rurales	- Mise en place de casse vitesse (dos d'ânes) - Installation des panneaux de signalisation indiquant la vitesse maximale, la présence d'une agglomération, d'une ferme, d'une école, une pente ou un virage
11	Risque des conflits dans le lieu de travail	- Mise en place de comité de Gestion de conflit

Les activités de toutes les composantes de PROADER dans toutes ces phases vont produire des effets plus positifs que négatif dans le domaine environnemental et socio-économique. Les quelques impacts négatifs majeurs sont autant réversibles.

### **Exigences relatives à la formation et au renforcement des capacités pour permettre la mise en œuvre du PCGES**

La prise en compte des aspects environnementaux et sociaux dans le CGES doit être garantie afin de s'assurer que les sous-projets n'engendreront pas des impacts négatifs considérables qui pourraient annihiler tous les effets positifs escomptés.

La gestion environnementale et sociale des activités du Projet nécessitera également la mise en place des mesures de renforcement des capacités pour toutes les parties prenantes pertinentes.

#### **7.10. Mesures de renforcement institutionnel**

Ces mesures consisteront à recruter un Expert en Sauvegardes Environnementales et Sociales pour accompagner la préparation et la mise en œuvre du projet, aider à la formation et au renforcement des capacités des EES/CEP.

L'Expert aura aussi les principales tâches de :

- Mettre en œuvre le cadre de gestion environnementale et sociale et les documents d'application qui en découlent dont les PGES, EIES et plans de réinstallation éventuels;
- Assurer l'interface de la CEP pour tout ce qui concerne l'application du CGES ;
- S'assurer que les entreprises en charge des travaux et la mission de contrôle respectent leurs engagements environnementaux et sociaux;
- Effectuer des contrôles au niveau des chantiers pour s'assurer que les mesures environnementales et sociales prévues sont prises en compte;
- Intervenir en urgence pour tout cas d'incident ou d'accident qui demande une vérification et un contrôle;
- Notifier tout manquement des entreprises associées au projet aux engagements contractuels en matière de gestion environnementale et sociale ;
- Informer les populations concernées et les ONG de leur droit et obligation en ce qui concerne la mise en œuvre du projet;
- S'assurer que les plaintes éventuelles sont relevées et traitées adéquatement;
- S'assurer à ce que la réglementation nationale et les politiques de sauvegarde de la Banque Africaine de Développement sont respectées dans les phases de préparation et lors de l'exécution des travaux...

Afin d'assurer la prise en compte effective des questions environnementales et sociales durant la mise en œuvre du projet, il est nécessaire que le projet organise un atelier de renforcement des capacités des acteurs impliqués dans la gestion environnementale et sociale du projet, notamment : CPL, ACE, CEP, EES/CEP, EES/MdC et les ChE des entreprises.

Par ailleurs, l'atelier permettra de faire comprendre aux participants entre autres : les enjeux environnementaux et sociaux du projet et des impacts potentiels, les réglementations environnementales et sociales applicables au projet ; les outils de sauvegarde de la Banque Africaine de Développement; la procédure de sélection environnementale et les responsabilités dans la mise en œuvre, les bonnes pratiques environnementales et sociales ; le contrôle environnemental des chantiers et le suivi environnemental.

### **7.11. Information et sensibilisation des populations**

L'Expert en Sauvegardes Environnementales et Sociales devra coordonner la mise en œuvre des campagnes d'information et de sensibilisation auprès des collectivités locales bénéficiaires des activités du projet, notamment sur la nature des travaux et les enjeux environnementaux et sociaux lors de la mise en œuvre des activités du projet.

Dans ce processus, les associations locales et les ONG devront être impliquées au premier plan. Dans cette optique, les élus locaux et leurs équipes techniques doivent être davantage encadrés pour mieux prendre en charge ces activités.

La production des matériels pédagogiques doit être développée et il importe d'utiliser rationnellement tous les canaux et supports d'information existants pour la transmission des messages appropriés.

Les médias publics jouent un rôle important dans la sensibilisation de la population. Les structures fédératives comme des ONG et des CLD devront aussi être mises à contribution dans la sensibilisation des populations.

### 7.12. Clauses environnementales et sociales pour les DAO et Marchés

Les clauses environnementales et sociales sont destinées à aider les personnes en charge de la rédaction de Dossiers d'Appels d'Offres (DAO) et des marchés d'exécution des travaux afin qu'elles puissent y intégrer des prescriptions permettant d'optimiser la protection de l'environnement.

Les clauses environnementales et sociales sont spécifiques à toutes les activités de chantier pouvant être sources de nuisances environnementales et sociales. Elles constituent une partie intégrante des DAO et seront intégrées dans les contrats des marchés de travaux.

### 7.13. Coûts des mesures environnementales et sociales

Les coûts des activités proposées seront inclus dans le budget du Projet. Les activités de gestion environnementale et sociale pressenties sont répertoriées dans le tableau ci-dessous.

*Tableau 9 : Répartition des coûts des activités socio-environnementales*

Mesures	Coûts en US
Campagnes d'information et de sensibilisation sur le projet, l'implication des acteurs locaux, les enjeux environnementaux et sociaux, le mécanisme de règlement des griefs, etc.	100 000
Formulation et mise en œuvre d'un programme de lutte contre les maladies hydriques/ Sensibilisation sur les IST/VIH/SIDA	50 000
Elaboration et mise en œuvre d'un programme de renforcement des capacités dans les domaines des évaluations environnementales et sociales et la gestion des pesticides	50.000
Provision pour l'élaboration d'éventuelles études d'impacts environnementales et sociales (EIES) et la prise en charge des réinstallations éventuelles	500.000
Suivi de la mise en œuvre du PGES	50 000
Audit environnemental/Evaluation à mi – parcours et final	100 000
<b>Total</b>	<b>850 000</b>

### 7.14. Calendrier de mise en œuvre des mesures environnementales

*Tableau 10 : Calendrier de mise en œuvre et de suivi des activités environnementales et sociales du projet s'établira comme suit, sur les années du Projet*

Mesures	Actions proposées	Période de réalisation				
		An 1	An 2	An 3	An 4	An 5
<b>Mesures d'atténuation</b>	Application des mesures d'atténuation des impacts	Durant la mise en œuvre				

Mesures	Actions proposées		Période de réalisation				
			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5
<b>Mesures techniques</b>	Réalisation des PGES des chantiers par les entreprises et éventuellement des EIES pour certaines activités du projet		1ère année, ou avant la mise en œuvre				
<b>Sensibilisation</b>	Sensibilisation et mobilisation des populations locales		Avant, pendant et après le projet				
<b>Mesures de suivi</b>	Suivi environnemental et surveillance environnementale du projet	Suivi proximité	Durant la mise en œuvre				
		Supervision	Tous les mois				
	Évaluation	Finale	À la fin du projet				

## CONCLUSION

Les activités prévues dans le cadre du projet PROADER visent l'amélioration des conditions de vie et des pratiques agricoles en vue de renforcer et de promouvoir le développement économique dans le monde rural et ce projet est extrêmement bénéfique en termes d'éviter des pertes liées aux aléas climatiques et à l'amélioration de la productivité des secteurs de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage dépendant du climat et de la gestion des ressources naturelles.

La mise en œuvre de ce projet laisse entrevoir une pollution de l'air, de l'eau et du sol lors des travaux de démantèlement, réparation, remplacement, ou réhabilitation des infrastructures et des équipements en vue de l'optimisation du système agricole, de pêche et d'élevage. Certes, ces travaux ne manqueront pas d'avoir des impacts sur les différentes composantes de l'environnement tant dans la phase de réalisation que celle d'exploitation. D'où, la nécessité d'un cadre de gestion environnementale et sociale pour déterminer et évaluer les impacts environnementaux et sociaux potentiels.

Il sied de signaler que, jusqu'à l'élaboration du présent CGES, le type d'activité qui seront utilisés dans le cadre du PROADER en RDC financé à travers les Fonds du Groupe de la Banque Africaine de Développement pour contribuer à la lutte contre la pauvreté, restaient encore inconnus et de ce fait, les mesures de mitigation proposées sont d'ordre général et pourraient être sujettes à certaines mises à jour lors de la précision des sous-projets qui seront mis en place.

Ce projet a été classé en catégorie « 2 » de la Banque Africaine de Développement car, les activités prévues n'auront que des impacts facilement gérables, réversibles, temporaires et de portée spatiale très limitée. Toutefois, les bénéfices environnementaux et sociaux qui découleront des activités prévues dépassent très largement les impacts négatifs que générera sa réalisation.

A cet effet, les impacts négatifs générés pourront être pris en compte efficacement par l'application de mesures environnementales et sociales appropriées et efficaces qui sont proposées dans le PCGES à savoir : mesures de bonnes pratiques de l'agriculture, de pêche et de l'élevage, mesures de surveillance et de suivi, mesures de renforcement de capacité des parties prenantes, des acteurs et de sensibilisation des populations bénéficiaires.

Sous ce rapport, la maîtrise de la gestion environnementale et sociale du PROADER sera assurée à trois niveaux : en phase de préparation des activités du projet, lors de leur mise en œuvre et pendant leur exploitation. La mise en œuvre des activités sera assurée sous la coordination des missions de contrôle et sous la supervision des Experts en Sauvegardes Environnementales et Sociales à prévoir au sein de la CEP, avec l'implication des ONGs et des associations de la société civile.

Le programme de suivi environnemental et social portera sur la surveillance permanente, la supervision et l'évaluation annuelle. Le suivi environnemental et social externe devra être assuré par l'ACE dont les capacités devront être renforcées à cet effet. Les membres du Comité de Pilotage et de la Banque Africaine de Développement participeront également à la supervision. Les coûts des mesures environnementales et sociales, d'un montant global de **850 000USD** ont été étalés sur toute la durée (nombre d'années) de l'exécution du Projet.

## ANNEXES

### 1.1. Liste des ouvrages des documents Consultés

1. **Jean HEBERT, Marcel BAGLO et all**, Evaluation des impacts environnementaux, Institut de l'Energie et du Pétrole de la Francophonie. Réseau d'expertise E7 pour l'environnement global, Québec, 2003, 102p.
2. **Lise Allard, Michel Barrière et all**, Méthodes d'évaluation environnementale des Lignes et des Postes, Hydro Québec, Québec, Canada, 2003.
3. **SOFRECO**, Evaluation de l'impact environnemental et social du PMURR : Cadre de gestion des déchets de chantier PMURR, SOFRECO, Kinshasa, Décembre 2005, 83p.
4. **CGES du Projet d'alimentation en Eau potable en Milieu Urbain en RDC**, PEMU-FA, Novembre 2015, 137p.
5. **Plan Stratégique National de Développement**, 2018-2022, Ministère de Plan, juillet 2016
6. **Procédures d'Évaluation Environnementale et Sociale (PEES)**, Groupe Banque Africaine de développement, 2015
7. **République Démocratique du Congo, Ministère de la Sante Publique en Collaboration Avec l'INS/Ministère Du Plan et le SNSA/Ministère de l'Agriculture SURVEILLANCE NUTRITIONNELLE, SECURITE ALIMENTAIRE ET ALERTE PRECOCE**
8. Document Stratégique de réduction de la pauvreté, 2<sup>e</sup> génération, Ministère du Plan, RDC ;2005
9. **Enquête Démographique et de Santé République Démocratique du Congo 2007**, Ministère du Plan avec la collaboration du Ministère de la Santé, Aout 2008
10. **Plan National D'investissement Agricole (PNIA)2014 – 2020**, Ministère De L'agriculture Et du Développement Rural, Septembre 2013
11. Les interventions EHA dans la RDC rurale et semi-urbains, plusieurs approches, des objectifs partagés, RAPPORT DE LA REVUE TECHNIQUE 8 Juin 2018 ; Les interventions EHA dans la RDC rurale et semi-urbaine : plusieurs approches, des objectifs partagés RAPPORT DE LA REVUE TECHNIQUE 8, Juin 2018 (Consortium Wash)
12. Enquêtes nutritionnelles dans quatre zones de sante de l'espace Kasai : Bunkonde et Lubondaie (Province du Kasai Central), Miabi (Province du Kasai Oriental), Kalonda Est (Province de la Iomami), Programme National Nutrition, collecte des données octobre 2017.
13. **PLAN DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE**, PADIR 2011
14. **Plan de Gestion Environnemental et Social**, PRESAR
15. **OSFAC** : Suivi de l'évolution de la couverture végétale de la RDC, Rapport Annuel, 2012-2013
16. **Cadre De Gestion Environnementale Et Sociale Du Projet D'appui Aux Communautés Dépendantes de la foret En République Démocratique du Congo, Août 2015**
17. **Kourouma D.L** Evaluation des Impacts Environnementaux du Projet d'exploitation des gisements de bauxite de N'Dangara et de Bondou Waadé en Guinée, Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie (IEPF), (2007).
18. E-QUIBB
19. Peltier R., Dubiez E., Diowo S., Gigaud M., Marien J.-N., Marquant B., Peroches A., Proces P., Vermeulen C. 2014. Assisted Natural Regeneration in slash-and-burn agriculture: Results in the Democratic Republic of the Congo. Bois et Forêts des Tropiques, 2014, N° 321(3).



20. Bisiaux F., Peltier R., Muliele J-P., 2009. Plantations industrielles et agroforesterie au service des populations des plateaux Batéké, Mampu, en République démocratique du Congo. Bois et Forêts des Tropiques, 2009, 301(3): 21-31.
21. Gond V., Dubiez E., Boulogne M., Gigaud M., Peroches A., Pennec A., Fauvet N., Peltier R. 2016. Forest cover and carbon stock change dynamics in the Democratic Republic of Congo: Case of the wood-fuel supply basin of Kinshasa. Bois et Forêts des Tropiques, 2016, n° 327
22. Michael Matondo KAPINGA., : La Province du Bas-Congo dans son aspect physique, 2009
23. PNUD, Rapport National sur le développement humain 2016, Thème : Croissance inclusive, développement durable et défi de la décentralisation en République démocratique du Congo, Aout 2017

## **1.2. Liste des personnes rencontrées**

**GROUPE D'ETUDES ET D'INTERVENTIONS**



INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHES ET D'ETUDES

Ministère du Développement Rural  
Secrétariat Général de l'Investigation Rural

Projet d'appui au développement des infrastructures rurales

N° DU PROJET : P-CD-ABO-00  
N° DU DON : 210015020111

**Liste de Présence :**

14/06/2013 : Séance de la Vae avec les acteurs impliqués

N°	Noms	Structures	N° Téléphones	E-mail	Signature
01	Willy LONDO MATURA	DEV. RURAL	0817760560 0848046046	willy.londonmatura@gmail.com	
02	BOMBELE JEANUETTE	DR. GENDRE SE	0827843601	jeanuettembombele@gmail.com	
03	BISAKA KEZEZA DAVID	KEPHEKE Kwanza	0830796302 0847809305	davidbisaka@gmail.com	
04	EKENRE MIRIAMO KAPPA	ITAGELITE	0847724531	—	
05	MBO-OPIT BOLEO	DPS/MND	0815733916	mboopitboleo@gmail.com	
06	G. ESTEBE AICHA	PROSSENGA COORDONNATRICE ENVIRONNEMENT	0819066558	—	
07	BOKAWI KEBENAU	—	0820439656	—	
08	AUBRE BOTSI'la	G.E.I	0814957249	aubrebotila@gmail.com	
09					
10					

## GROUPE D'ETUDES ET D'INTERVENTIONS



INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE RURALE

Ministère du Développement Rural  
Secrétariat Général du Développement RuralProjet d'appui au développement des infrastructures rurales  
(2e JIR)N° DU PROJET : P-CD-ADO-001  
N° DU DON : 2000/502/418

## Liste de Présence

12/01/2019 : présence le programme de  
la réunion

N°	Noms	Structures	N° Téléphones	E-mail	Signature
01	Esther Biondo N'IKALA	CADAGRA	0811484250	estherbiondo@cadagra.com	Esther Biondo
02	Willy LONGO MABUSA	INS. PROV. DE KAL	0841260560 0841046046	willylongo@ins.gov.rw	Willy Longo
03	ANDRE BOKISILA	G.C.D	0814577749	abokisila@gmail.com	Andre Bokisila
04					
05					
06					
07					
08					
09					
10					

## GROUPE D'ETUDES ET D'INTERVENTIONS



MINISTRE DE L'ÉNERGIE ET DE L'ÉLECTRICITÉ

 Ministère du Développement Rural  
 Direction Générale de l'Infrastructure Rural

Projet d'appui : 1 Développement des Infrastructures Rurales

(FSR)

N° DU PROJET : D-CD-ABO-001

N° DU DON : ZIC015021418

## Liste de Présence : 13/06/2013

Seau de l'eau avec les acteurs impliqués

N°	Noms	Signatures	N° Téléphones	E-mail	Signature
01	MESKIA MAUMBA Jony	CD - PRIMAIRE	0810113311 0811755527	jony.maumba@gmail.com	
02	MAKINANDA PHUMBU FIDELIS	CD - Développement	0814303865 0895320388	fidelpmbu@gmail.com	
03	Silbert BIONGO NTIKALA	C.D / AGRI	0811487257	silbertntika@gmail.com	
04	Willy LONGO MABUSA	MSR. pour AVRIL	0812760560 0842046046	willylongo@gmail.com @phaid.com	
05	Pascal BIONGO EKALATE	PLAN	0823444179	blongoeekalate@gmail.com	
06	M. Cheumt HULANBA - MABASWA	CD / Préd. et Agric. 0813120145		cheumthulamba@gmail.com	
07	EKEMBE MBONGO LOPO	I.T. AGRICULTURE	0817724531		
08	BOOTO NDOMBE RATHIEL	Animation	0886319043		
09	BI LE WINTERA	C.D. Développement	0816178506		
10	ANDRE BOTSA'la	C.E. I.	0814987749	belaudelaco@gmail.com	



**GROUPE D'ETUDES ET D'INTERVENTIONS**



RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE CONGO



Ministère du Développement Rural  
Secréariat Général du Développement Rural

Projet d'appui au Développement des Infrastructures Rurales

(RADIR)  
N° DU PROJET : P-CD-ABO-001  
N° DU DON : 200155021418

**Liste de Présence**

N°	Noms	Structures	N° Téléphones	E-mail	Signature
01	ALEXIS MPOSTH	AGRI/DEL	-	-	<i>[Signature]</i>
02	David TSHIMANGA	PARTICIPATION (AGRI/DEL)	-	-	<i>[Signature]</i>
03	MUKENBA KAMUKIRO	USRA-Gika	0974573532	mukendikam@igatoo.fr	<i>[Signature]</i>
04					
05					
06					
07					
08					
09					
10					



REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Ministère du Développement Rural  
Secrétariat Général du Développement Rural

Projet d'appui au Développement des Infrastructures Rurales

(PADIIR)

N° DU PROJET : P-CD-ABO-001

N° DU DON : 21005502418

KASAI - ~~PROJET~~

- 1 -

### Liste de Présence

N°	Noms	Structures	N° Téléphones	E-mail	Signature
01	Kambembo - Oreida	RD P. DECO	0808737339	0970109662	
02	SHAKUSE - MUKENGEWAYI	1 <sup>er</sup> Rural / TR	0992452056		
03	ZAKZAKI KAHITHAKI P	Dev. Rural / TR	0979336738		
04	PANU MPAKOLE - LENCINA	RD P. DECO	0994925284	0840207257	
05	MOTAKUJAMBE MAMAMBA	1 <sup>er</sup> Rural / TR	0846336777		
06	PASTOR MUKA BAMBAMBA	RD P. DECO			
07	KA NGA - MAMAKA				
08	Z. MUKENGEWAYI	RD P. DECO	0994925284	0840207257	
09	LUKANI - BERUKAYI	RD P. DECO	0994925284	0840207257	
10	KURAKOMBE NDOVO ANDRE	DEV. RURAL	0822072332		

11 LUKANI - BERUKAYI DEV. RURAL

0822072332

-

Noms de collecteurs des données pour l'étude de faisabilité du PROJET, Site de

T



- 2 -

RÉPUBLIQUE DU CONGO

Ministère du Développement Rural  
Secrétariat Général du Développement Rural

Projet d'appui au Développement des Infrastructures Rurales

(PADI)

N° DU PROJET : P-CD-ABO-001









N° DU DON : Z001502448

### Liste de Présence

N°	Noms	Structures	N° Téléphones	E-mail	Signature
01	MABUYI-KABIZU-LEON	A.E.T.P.A.	0998279288		
02	MPANGULA-MULANGA-PASSI	Développement Rural	0978 00 1134		
03	MUNGBA-XHABALOND	Développement Rural	0914313105		
04	MPUTU-KATANKA	Développement Rural	090022644		
05	MAESHILEMBE SIME	A.B.T.P.A.	099666478		
06	MAENKE NDEKES	Développement Rural	0994788135		
07	ERAIABATHINA HERITIER	Développement Rural	0976734219		
08	MURUWARA NJJEMBE	Développement Rural	0978667143		
09	MAKENGA-UMAKENGA-SIMOL	Consolidation	0990456094		
10	BEU KATUKU	Consolidation	0995378690		



**Liste de Présence**

N°	Noms	Structures	N° Téléphones	E-mail	Signature
01	TAKOLO. NUNANZA CILUKU	FORAD F. Nouna	094515073 0848327283	-	
02	IMBOYO IMBOYO JEHN	A EK (CONG)	09307777711	-	
03	Kamya Kungu	RKR	0998457544	-	
04	Kabongi Kabambi	OK	0874202559	-	
05	ELIE KI TOLLO KALEMBA	COPACO	09935977906	Elieki@copaco.cd	
06	Gustave Kabasch	GREPA	0996388131	-	
07	Makelo-Mukengeshu	CONSEILIER	0971404936	-	
08	CPKUMBA KBAAMBA	FEHED	09974437353	-	
09	Hawetha Kabezas	A.E.T.	097339141	-	
10	Kenneth Ishuel A.E.Ta		0978359332	-	



# GRUPE OIENDES ET OMTERVENTIONS

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Ministère du Développement Rural  
Secrétariat Général du Développement Rural

Projet d'appui au Développement des Infrastructures Rurales  
(PADIIR)

N° DU PROJET : P-CD-ABQ-001

N° DU DON : ZIC05502448

## Liste de Présence

N°	Noms	Structures	N° Téléphones	E-mail	Signature
01	ETIENNE LEBON	FERMIER-CULTURE	0974 720 83		
02	MUNTA-MUNYI	COMITE D'INITIATION Comité d'Initiation	0993 323 836		
03	NUMBA-MUBABINDA	Coordinateur ASBL	0979 542 447		
04	ANCIEN WALE NGA-NITWA	Associé et ASBL	0915 152 24		
05	Akonu BALEFO-KHABO	Associé et ASBL	0994 968 893		
06	KABEHA KABEHA JETU	CONCESSION	0990 156 619		
07	John Peter KABONGO-Shackels	RES. PROV. ATUBA	0974 637 349		
08	TSHIBAKUO-JEVRISTE	JEUNE 882	0998 465 192	jeune882@protonmail.com	
09	Rejeur Marie THLOMBA	ONGD/PROJDEV	0974 637 349		
10	ISAPI MAMUYI-LUKADI	CONCESSION	0972 803 40		

## COOPERATIVES ET INTERVENANTS

KASAI - CENTRAL

-1-

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Ministère du Développement Rural  
Secrétariat Général du Développement Rural

Projet d'Appui au Développement des Infrastructures Rurales

(PADI)

N° DU PROJET : P-CD-ABO-001

N° DU DON : 20015502148

## Liste de Présence

N°	Noms	Structures	N° Téléphones	E-mail	Signature
01	JACQUES-BIBO NBE	Société civile	0998802957	bolomle63@gmail.com	
02	HABOIN THE KALALA	IPDR / NGANZA	0794728088	gitecavalier2005@yahoo.com	
03	KALONDA NGALABU	IPDR / NDIETHA	0998632520	jeanlouis1967@gmail.com	
04	BEPONGO KALUNDA	C.B. BELEBEKE	0995183042	-	
05	MAULUMIST HADAYI	ROPADINAHANGA	0926603810	depa2imbo@gmail.com	
06	André MUYIMI	BEP/DEUR	0879435516	andremuyimibep@gmail.com	
07	Amboise KUTIBALA	SNCOOP	0994332553	kutibalaamboise@gmail.com	
08	Hulere Ruteg'ye	IPDR	0973574280	-	
09	Fr. Bieudonne ISHIRAMBA	CAMPA	0991074890	ongcampa01@gmail.com	
10	IRELUMU KATEBA PANGE	AVJA	0818103013	irelumu.kateba@gmail.com	



- 2 -

REPUBLIQUE DU CONGO

Ministère du Développement Rural  
Secrétariat Général du Développement RuralProjet d'appui au Développement des Infrastructures Rurales  
(PADIR)

N° DU PROJET : P-CD-ABO-001

N° DU DON : 2009502418

## Liste de Présence :

N°	Noms	Structures	N° Téléphones	E-mail	Signature
01	Manuel Mbany	APRORRES	0990998272	manuel.mbany@aprorres.org	Manuel Mbany
02	Remy SAMASSINA	CODIB	0822272111	Remy.samassina@codib.org	Remy Samassina
03	CELESTIN BARABANGA	SEKATEC	0953128186	celestin.barabanga@sekatec.org	Celestin Barabanga
04	Chantal NDIKA TULUNGA	DIVIGENRE	0952121274	chantal.ndika@divigengre.org	Chantal Ndiika Tulunga
05	ERIC KUMBANDA BOPÉ	COOPRA M	0992739324	eric.kumbanda@coopram.org	Eric Kumbanda Bopé
06	Fidécim TSHYOMBO	div. INDUSTRIES	0986171111	fidecim.tshyombo@industries.org	Fidécim Tshyombo
07	ELARISTE ELUNGA KAYENBE	SENGHURU	0815000068	elariste.elunga@senghuru.org	Elariste Elunga Kayenbe
08	Milny Mbuyi Bakupa	AKA	0998597768	milny.mbuyi@aka.org	Milny Mbuyi Bakupa
09	FIL BOKAMA	CEPIONIS	099746870	fil.bokama@cepionis.org	Fil Bokama
10	KAPITA BOMBAE	IRTEL	0811586070	kapita.bombae@irtel.org	Kapita Bombae





MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT RURAL ET DES INFRASTRUCTURES

Ministère du Développement Rural  
Secrétariat Général du Développement Rural

Projet d'appui au Développement des Infrastructures Rurales

(P&IB3)

N° DU PROJET : P-CD-ABO-001

N° DU DON : Z001550248

### Liste de Présence

N°	Noms	Structures	N° Téléphones	E-mail	Signature
01	NBUNYA - NALU	D. R.	0391654154 0823430660	—	
02	Alain BENGIMBO	KADEV-ABU	0243818578888	kaderachibengimbo	
03	KATIMBUA NUKORON	D. R.	0997430675 0818581904	Roukoff2015@gmail.com	
04	MUANZA NDAYE CLEMENT	D. R.	0995064747 0820905222	—	
05	Felix Pwimbo OKAKARIKA	SEURATEA	0997344698	pwimbofelix@gmail.com	
06	TSHEUTE IPEONSO Samuel	AMHA	0316040416	tsheuteuniversity@gmail.com	
07	Neuette CISA LU	CABITAS Kga	0898208336 0816889239	—	
08	André Kulkouka Kabouadja	AGU/INGANZA	0816039054	—	
09	Rémy OUSHANGI KANA	Ayari/ukonga	0994331536 0875645195	—	
10	Dominique ESTRE	SEURATEA	0810827657	khadyim@gmail.com	



REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Ministère du Développement Rural  
Secrétariat Général du Développement Rural

Projet d'appui au Développement des Infrastructures Rurales

(PADI)

N° DU PROJET : P-CD-ABO-001

N° DU DON : 21005502148

### Liste de Présence

N°	Noms	Structures	N° Téléphones	E-mail	Signature
01	✓ Paul LUSHUKU NDISSAMBA	IPDI	094854510 0820177339	PaulLushuku@ipdi.cd	
02	ALBERT KOUNDA	CRONDA ROC	0938675963	crondaroc@gmail.com	
03	• <del>WATTE BATA</del> BATA	DEV KUNDA	0999573900	devkunda@gmail.com	
04	MOHAMED MUKHAYY FRANKOIS	DIKAYA	082378883	dikeya@gmail.com	
05	✓ Tiendoue KNDAYE	Usoa Congo	0994928246	usoacongo@gmail.com	
06	✓ CHARLES NANTY	EPSP	0994785289	charlesnanty@gmail.com	
07	✓ NKOUMBA KAKIKABU	SENETER	0810325343	seneter@gmail.com	
08	✓ SIMON BOGDISAMBA	IPDI	0995310284	simonbogdisamba@gmail.com	
09					
10					

### 1.3. Fiche d'identification des impacts

#### **FICHE SYNTHESE D'IDENTIFICATION DE L'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL**

N°	ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX	OUI/NON	OBSERVATIONS
<b>A : Zonage et plan d'occupation de sol du projet</b>			
01	Utilisation de sol affecté par le projet, existence de litige autour du projet		
02	Le projet affecte des propriétés foncières, les terrains communautaires		
03	Le projet entraîne des pertes de revenus des parcelles agricoles		
<b>B : Pollution de l'air et du sol</b>			
04	Le projet présente des besoins importants de matières premières/intrants		
05	Le projet génère une quantité importante de déchets et résidus		
06	Le projet occasionne une pollution résiduelle des sols ou des eaux		
07	Le projet génère l'accroissement des matières en suspension, la dégradation, la sédimentation		
08	Le projet occasionne la présence des vecteurs des maladies		
09	Le projet nécessite l'utilisation des produits chimiques		
10	Le projet conduit à une destruction de la végétation et du sol		
11	Le projet favorise la stagnation des eaux propices à la prolifération des vecteurs des maladies		
<b>C : Pollution sonore et olphatique</b>			
12	Le projet conduit à un accroissement du niveau d'émission atmosphérique		
13	Le projet conduit à un accroissement des nuisances sonores		
14	Le projet envisage le transport et le stockage de produits dangereux		
<b>D : Faune/Flore/Ecosystèmes</b>			
15	Le projet conduit à la perturbation de l'écoulement des eaux de surface, des zones humides		
16	Le projet induit une destruction d'écosystèmes terrestres ou aquatiques, d'espèces fauniques ou floristiques		
17	Le projet conduit à la destruction des vies sauvages et la perturbation de la migration et au bruit		
<b>E : Destruction/Dégradation du sol et de la végétation</b>			
18	Le projet conduit au glissement de terrain, à long ou à moyen terme		
19	Le projet conduit à une destruction de sol dans la zone non agricole		
20	Le projet génère une érosion des surfaces dénudées par les eaux		

## 1.4. Quitus Environnemental



REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO  
Agence Congolaise de l'Environnement

**A.C.E**



« Prévenir et Atténuer les risques Environnementaux et Sociaux pour un développement durable »

### *Le Chargé de Mission*

N°/Réf. 058/ACE/CM/JCEE/DIE/2019

Kinshasa, le 20 SEP 2019

A Monsieur le Secrétaire Général au  
Développement Rural/Président du  
Comité de Pilotage/ Projet PROADER  
à Kinshasa/Gombe

### Objet : Avis Environnemental Favorable

- ✓ Cadre de Gestion Environnementale et Sociale du Projet d'Appui au Développement Intégré de l'Economie Rurale PROADER dans la Zone Centre, en RDC ;
- ✓ Réalisé par le Consultant « Groupe d'Etudes et d'Interventions, G.E.I »

Monsieur le Secrétaire Général,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre Cadre de Gestion Environnementale et Sociale des activités du projet bien identifié en marge et vous en remercie.

Après examen et analyse, il a été constaté que toutes les provisions visant à identifier les risques associés aux différentes interventions et à définir les mécanismes procéduraux et d'implémentation des mesures d'atténuation et de gestion dans la réalisation des projets subséquents à mettre en œuvre dans le cadre du Projet d'Appui au Développement Intégré de l'Economie Rurale PROADER dans la Zone Centre de la RDC.

Ainsi, l'ACE émet un Avis Environnemental Favorable pour la mise en œuvre de ce cadre de gestion.

Veuillez agréer, Monsieur Secrétaire Général, l'expression de ma considération distinguée.

Ir. Jean Claude EMENE PLENGA



EVALUATION DE L'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL EN RDC

Siège social : Place ROYAL, Immeuble ARWIMI, 5<sup>e</sup> niveau, allée I, Croisement des avenues Kalume et Lubefu, Kinshasa-Gombe  
E-mail : dgace@ace-rdc.cd – Tél.+243 85102222